



# CADRE PARTENARIAT PAYS COOPERATION ESPAGNOLE EN HAÏTI 2015-2017

PROCES VERBAL DE LA II COMISSION MIXTE  
HISPANO HAITIENNE DE COOPERATION  
16 juin 2015



## INDEX

1	RESUME .....	1
2	ANTECEDENTS.....	4
2.1	Contexte du pays.....	4
2.1.1	Contexte politique et institutionnel .....	4
2.1.2	Contexte de développement humain.....	5
2.1.3	Contexte économique .....	6
2.1.4	Contexte environnemental et développement rural .....	7
2.2	Agenda d'efficacité .....	7
2.3	Plans nationaux de développement et stratégies sectorielles. ....	8
2.4	Dialogue avec le pays partenaire.....	9
2.5	Coopération Espagnole en Haïti .....	9
3	ANALYSE.....	11
3.1	Appropriation démocratique .....	11
3.1.1	Stratégies de développement, politiques et appropriation .....	11
3.1.2	Participation des organismes d'égalité de genre et mouvement de femmes.....	12
3.2	Alignement.....	12
3.2.1	Qualité du dialogue des politiques et alignement avec le pays partenaire.....	12
3.2.2	Utilisation des systèmes nationaux .....	13
3.2.1	Forum d'harmonisation.....	15
3.2.2	Programmes régionaux .....	15
3.3	Avantage comparatif de la Coopération Espagnole .....	16
3.3.1	Partenaires et acteurs locaux .....	17
3.3.2	Autres acteurs de la communauté internationale .....	18
3.3.3	Evaluation globale .....	18
4	DECISIONS STRATEGIQUES .....	19
4.1	Orientations stratégiques de concentration .....	19
4.1.1	ENCOURAGER L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE .....	20
4.1.2	ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT RURAL ET LES OPPORTUNITES ECONOMIQUES .....	30
4.2	Vision pour 2017.....	38
4.3	Autres orientations .....	38
4.4	Orientations de concentration géographique.....	39
4.5	Coopération Multilatérale .....	39
4.6	Action Humanitaire .....	40
4.7	Cadre de Partenariat.....	40
4.8	Cadre des Résultats de Développement.....	40
5	STRATEGIES DE PARTENARIAT .....	41
5.1	Ressources.....	41
5.2	Engagements en matière d'efficacité de l'aide.....	42
5.3	Cohérence des Politiques pour le Développement .....	44
5.4	Système de suivi et évaluation .....	45
5.4.1	Un suivi du stratégique, sur une base opérationnelle .....	45
5.4.2	Evaluation finale. Réalisations, contributions, gestion et contexte .....	46
5.5	Reddition mutuelle de comptes et transparence .....	47

## **ANNEXES**

- Annexe 1 Cadre de Partenariat  
Annexe 2 Cadre des Résultats de Développement

## **TABLEAUX**

- Tableau 1 Résumé évaluation avantage comparatif des Lignes d’Action  
Tableau 2 Prévision budgétaire MAP 2015-2017  
Tableau 3 Engagements pour l’efficacité de l’aide MAP

## **CROQUIS**

- Figure 1 Avantage comparatif de la Coopération Espagnole (acteurs locaux)  
Figure 2 Carte conceptuelle Décision Stratégique MAP Haïti  
Figure 3 Départements prioritaires 2015-2017



*Leurs Excellences, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération de l'Espagne, M. José Manuel García-Margallo, et le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe d'Haïti, M. Yves Germain Joseph. Signature du CPP le 16 Juin 2015 à Port-au-Prince (Haïti)*

## I RESUME

Haïti fait partie des pays dits Pays les Moins Avancés (PMA), et est le plus inéquitable de la zone latino-américaine avec un indice de Gini de 0,592<sup>1</sup> en 2014. L'impact de la pauvreté est très élevé; 72,2% de la population survit avec moins de 2 dollars par jour et 54,9% avec moins de 1,25 dollars<sup>2</sup>. En janvier 2010 un séisme de magnitude 7,2 a causé la mort de plus de 200.000 personnes, le déplacement de près de 1,5 millions de personnes et a provoqué de graves dommages matériels dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et ses environs.

Malgré ce contexte, il y a eu au cours de ces dernières années des progrès au niveau de la plupart des Objectifs de Développement du Millénaire, y compris dans le cas de la réduction de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et sur l'impact de la pauvreté extrême. On a également constaté un progrès plus élevé que la moyenne globale pour l'objectif de réduction de la mortalité infantile<sup>3</sup>. Les objectifs qui concernent l'amélioration de la santé maternelle et la protection de l'environnement n'ont pas évolué.

L'économie haïtienne de taille très réduite, a connu un accroissement progressif au cours de ces dernières années, mais le revenu per capita est toujours très en dessous de la moyenne régionale. Le Service de Crédit Elargi du Fonds Monétaire International, est le cadre d'orientation de la gestion macroéconomique depuis 2010. Le secteur agricole est encore peu développé, les recettes et l'aide externe ont un poids très important dans l'économie nationale.

Le *Plan d'Action pour la Récupération et le Développement d'Haïti* (PARDH) s'est érigé en stratégie de réponse conjointe entre le Gouvernement National et la communauté internationale suite au tremblement de terre, après la conférence de New York du 31 mars 2010. Actuellement, Haïti bénéficie du *Plan Stratégique de Développement* (PSDH) qui le situe comme pays émergent à l'horizon de 2030. Ce plan formulé en 2012 sous la direction du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe prend les rennes du développement national à long terme.

Le Gouvernement actuel oriente son investissement vers le développement et celui de la communauté internationale, à travers le *Plan Triennal d'Investissements 2014-2016*. Ce Plan qui articule les stratégies du PSDH pour le triennal 2014 à 2016, vise cinq priorités dans l'agenda de l'exécutif actuel: (1) L'éducation et le développement humain et social; (2) L'environnement et la gestion territoriale; (3) L'économie et l'emploi; (4) L'énergie et (5) l'Etat de Droit et la démocratie.

Haïti fait partie de l'Alliance Globale pour la Coopération Efficace au Développement, de plus elle a encouragé depuis ses débuts en 2005, l'initiative de l'OCDE qui a culminé avec l'adoption des *Principes pour un engagement international dans les Etats fragiles et en situation de fragilité* en 2007. En 2012 le Gouvernement haïtien a lancé le *Cadre de Coordination de l'Aide Externe au Développement d'Haïti* (CAED) afin d'établir un mécanisme conjoint pour avancer vers les engagements obtenus en matière d'efficacité. Depuis la communauté des bailleurs, le G-12+ est l'espace où se retrouvent les représentants des agences de coopération internationale, d'où s'articule le dialogue stratégique avec le Gouvernement National.

Le dialogue de politiques entre Haïti et la communauté internationale s'est centré prioritairement sur les réformes des finances et de l'administration publique. Le *Core Group*, qui comprend les ambassadeurs des principales représentations diplomatiques présentes en Haïti, est l'espace qui canalise, en grande partie, ce dialogue et qui aborde aussi, au cours de ces dernières années, les

---

<sup>1</sup> "Rapport de Développement Humain 2014. Soutenir le Progrès Humain: Réduire les vulnérabilités et construire la résilience". PNUD

<sup>2</sup> Plan Triennal d'Investissements 2014-2016. MPCE

<sup>3</sup> Selon le rapport de progrès publié en 2013 par le PNUD "Haïti un nouveau regard"

thèmes relatifs au calendrier électoral, au dialogue entre les pouvoirs exécutif et législatif et avec la société civile, au renforcement de l'état de droit et la lutte contre la corruption.

Depuis 2010 le volume de l'Aide Officielle au Développement décaissé par la communauté internationale en Haïti a eu une tendance à la réduction. Passant de 1.710 MUSD en 2011 à 1.170 en 2013. Pour 2017 on prévoit qu'elle ne dépassera pas 10% du Revenu National Brut<sup>4</sup>. La participation de l'aide espagnole dans l'ensemble de l'aide de l'AOD que reçoit Haïti a perdu du poids depuis 2009, quand elle représentait 14,7% de sa totalité.

Dans les différentes étapes approchées pour l'établissement du MAP on a compté sur des mécanismes qui ont facilité la réflexion et le dialogue commun entre les différents acteurs de la Coopération Espagnole présents en Haïti et les membres du Gouvernement National, la société civile et les autres agences de coopération internationale.

On a pu, non seulement identifier conjointement les opportunités pour l'appropriation démocratique, l'alignement et l'harmonisation, mais on a également effectué des consultations amples afin de déterminer les avantages comparatifs de la Coopération Espagnole dans le pays. Les Lignes d'Action du IV Plan Directeur qui bénéficient d'une valorisation plus positive sont, dans cet ordre: le *Droit à l'eau et à l'assainissement*, le *Droit à l'éducation*, le *Développement rural*, *l'agriculture comme secteur clé* et le *Renforcement des structures et des systèmes de gestion du secteur public*.

Les décisions stratégiques du MAP de la Coopération Espagnole en Haïti se basent également sur : les principes de l'OCDE pour l'engagement international dans les Etats fragiles et en situation de fragilité, un engagement commun entre les différents acteurs de la Coopération Espagnole présents en Haïti. Il s'agit de potentialiser un modèle de travail qui privilégie l'approche territoriale, le pari pour une plus grande concentration géographique , un scenario budgétaire plus restreint, la priorité pour l'intégration effective de l'approche basée sur des droits, celui du genre dans le développement et surtout la résilience, la réduction des risques et la protection de l'environnement et finalement un pari stratégique pour le renforcement des capacités locales.

La recherche orientée vers les résultats de développement guidera le travail commun des acteurs espagnols et haïtiens, aussi, on a priorisé deux objectifs stratégiques du Plan Triennal d'Investissements 2014-2016 auxquels il faudra contribuer à travers le déploiement de l'aide officielle espagnole prévue durant cette période:

- | **1. Satisfaire les besoins sociaux de base de la population**
- | **2. Augmenter et moderniser la production, la transformation et la distribution des produits agricoles et manufacturés.**

<sup>4</sup> [http://webnet.oecd.org/dcdgraphs/CPA\\_recipient/](http://webnet.oecd.org/dcdgraphs/CPA_recipient/) (14/04/2015)

<sup>5</sup> Année du décaissement effectif des fonds pour Haïti du FCAS. Source de Suivi du PACI et CAD-OCDE

La Coopération Espagnole en Haïti va canaliser sa contribution vers le premier *objectif stratégique* à travers les (3) Lignes d’Action du IV Plan Directeur de la Coopération Espagnole: (a) Droit humain pour une éducation de base de qualité pour tous; (b) Droit humain à l’eau et à l’assainissement (c) Renforcement des structures et des systèmes de gestion du secteur public. Les résultats attendus conjointement sont:

- R.1** La population urbaine, périurbaine et rurale augmente son accès à des sources d'eau améliorée.
- R.2** La population urbaine, périurbaine et rurale utilise des systèmes d'assainissement de meilleure qualité et acquiert des pratiques d'hygiène adéquates.
- R.3** Les institutions nationales et territoriales impliquées dans le secteur de l'eau améliorent leur performance institutionnelle dans la prestation de services et la gestion intégrale des ressources en eau.
- R.4** La population des départements de l'Ouest et du Sud-est améliore son niveau d'éducation et bénéficie de centres scolaires publics adaptés, avec un corps professoral formé afin d'offrir une éducation de qualité et égalitaire.
- R.5** Le MENFP et sa structure déconcentrée, ainsi que les collectivités territoriales dans les départements de l'Ouest et de Sud-est améliorent leurs performances dans la prestation et la gestion des services de base au niveau de l'éducation.

En ce qui concerne le second objectif, les acteurs espagnols et leurs partenaires locaux, canaliseront leur contribution au moyen des Lignes d’Action: (a) Développement rural et territorial et l'agriculture comme secteur clé; (b) Appuyer le secteur économique entrepreneurial local (c) Renforcer les structures et les systèmes de gestion du secteur public. Aussi, la contribution se focalisera sur les quatre résultats de développement suivants :

- R.6** Les pêcheurs et les aquaculteurs des départements de Sud-est et de l'Ouest augmentent leurs revenus provenant de la pêche artisanale et de l'aquaculture.
- R.7** Les petits producteurs agricoles des départements du Sud-est et de l'Ouest augmentent leurs revenus liés au développement des chaînes de valeur.
- R.8** Les Directions Départementales de l'Agriculture et les Bureaux Communaux Agricoles améliorent leurs capacités afin d'offrir des services adéquats aux agriculteurs.
- R.9** Des petites et moyennes entreprises ont accès au financement.

De plus, on établit des engagements communs pour avancer dans l'agenda de l'efficacité du développement, en soulignant le soutien de certains résultats stratégiques établis en 2014 dans la *Feuille de Route du Comité d'Efficacité de l'Aide de l'AED*. On instaure un cadre concret pour le suivi et l'évaluation qui favorisera la reddition de comptes, la transparence et l'incorporation des leçons apprises pour les prochains cycles de planification de la CE en Haïti.



## 2 ANTECEDENTS

### 2.1 Contexte du pays

Haïti fait partie des pays dits Pays les Moins Avancés (PMA). En janvier 2010 un séisme de magnitude 7,2 a causé la mort de 228.000 personnes et le déplacement d'environ 1,5 millions<sup>6</sup> de personnes. Cette même année le Produit Intérieur Brut a reculé de 5,8 points<sup>7</sup> et la dépendance du Revenu National Brut vis-à-vis de l'AOD a dépassé 45%<sup>8</sup>. Pendant les mois qui ont suivi, une épidémie de choléra est apparue entre octobre 2010 et début 2015, et a causé la mort de 8.741 personnes et 730.000 personnes ont été touchées.<sup>9</sup> L'incidence de la pauvreté est très élevée. 72,2% de la population haïtienne survit avec moins de 2 dollars par jour et 54,9% avec moins de 1,25<sup>10</sup>.

#### 2.1.1 Contexte politique et institutionnel

La Constitution de 1987 a adopté un modèle institutionnel de régime semi-présidentiel. La politique haïtienne se caractérise par une polarisation importante et par l'inexistence d'un système renforcé des partis politiques. Cependant, suite à une phase démocratique relativement stable après les élections de 2006, le pays connaît actuellement un processus de convocation des élections législatives partielles pour le Sénat et des élections locales.

Il convient de souligner que depuis 2004, année qui a marqué le départ du pays du président Aristide, les pays du Cône Sud et l'ONU ont mis sur pied la Mission de Stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH). Le retrait de cette Mission est prévu pour 2016.

L'Administration de l'Etat haïtien fait face à des difficultés pour fournir des services publics à la population. Le séisme de janvier 2010 a aggravé la fragilité de la structure étatique en ce qui concerne la disponibilité des ressources humaines et l'infrastructure.

Bien que la Constitution de 1987 prévoie l'instauration progressive d'un modèle administratif décentralisé, les avancées ont été très faibles. En novembre 2012, le Gouvernement a annoncé le lancement d'un important programme de réforme administrative à l'horizon de l'année 2017. Les progrès à date se sont limités à la modernisation, au développement de la politique publique, à la déconcentration et la décentralisation.

Le système de justice se caractérise par la faiblesse du système judiciaire, le manque de moyens et une présence inégale sur le territoire, d'où la saturation du système qui se reflète sur le fait que plus de 90% de la population carcérale se retrouve en détention préventive.

Les niveaux de sécurité des vies humaines présentent des indicateurs plus positifs. En 2013 il y a eu 6,9 homicides pour cent mil habitants, un tiers par rapport à la moyenne régionale, qui arrive à 22,2.

Selon l'indice de Perception de Corruption 2013 élaboré par *Transparency International*, Haïti, avec 19 points sur cent occupe la place 163 sur 175 pays<sup>11</sup>, à la queue de la région. De ce fait, le degré

---

<sup>6</sup> *Haiti Transitional Appeal (TAP) 2015-2016* SNU

<sup>7</sup> "Plan Triennal d'Investissements 2014-2016". MPCE

<sup>8</sup> OEC/DAC

<sup>9</sup> *Haiti Transitional Appeal (TAP) 2015-2016* SNU

<sup>10</sup> "Plan Triennal d'Investissements 2016". MPCE

<sup>11</sup> <http://cpi.transparency.org/cpi2013/results/> (22/03/2015)

de confiance de la population vis à vis des institutions (37%) et vis à vis des personnes (30%) est très bas, inférieur à la moyenne pour l'Amérique Latine et la Caraïbe<sup>12</sup>.

### 2.1.2 Contexte de développement humain

Selon le Rapport de Développement Humain de 2014, Haïti est classé comme Pays à Faible Développement Humain, avec un IDH de 0,471, qui le situe à la place 168 sur une liste de 187 pays. D'après la classification du CAD de l'OCDE des pays récepteurs de l'AOD, Haïti est toujours considéré comme Pays à Faible Revenu et Pays Moins Avancé (PMA), tout en étant le pays le plus inéquitable de la région avec un indice de Gini de 0,592 dans le dernier calcul.

D'après le rapport de progrès publié en 2013 par le PNUD, "Haïti un nouveau regard" on constate des progrès pour la plupart des Objectifs du Millénaire, y compris dans le cas de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans et sur l'impact de la pauvreté. Il y a eu également une amélioration plus importante que la moyenne globale dans le domaine de la réduction de la mortalité infantile (ODM 4)<sup>13</sup>.

Les populations dynamiques en Haïti se caractérisent par un taux d'accroissement moyen annuel de 1,4% (2010-2015), tandis que la région croît à un rythme de 1,1%. C'est aussi le pays de l'Amérique Latine et la Caraïbe avec une densité plus élevée de population, 327 habitants au km<sup>2</sup>, facteur déterminant de la forte pression sur le territoire, les ressources naturelles et les flux migratoires. Dans la dernière période (2010-2015) le taux de migration nette est de -3,4 personnes pour mil habitants, plus de trois fois celui de l'ensemble de la région.

Dans le domaine de l'éducation, même avec les progrès relatifs au taux net de scolarisation dans le primaire, qui est passé de 47% en 1993 à 88% en 2011, la stagnation du système est toujours un immense défi avec un taux dans le primaire de 68% seulement, celui du troisième cycle du fondamental se réduit à un tiers des scolarisés et celui du secondaire à 19%. En Haïti, les années de scolarisation moyenne sont de 4,9 alors que pour les autres pays de l'Amérique latine et la Caraïbe, elles sont de 7,9. Il existe des défis majeurs en ce qui a trait à la qualité du système éducatif et à l'égalité des chances, où près de 88% des places sont offertes par le secteur privé<sup>14</sup>.

La santé de base de la population présente aussi des défis importants pour le pays. La mortalité infantile a été réduite significativement depuis 1990, mais les 88 morts pour mil naissances font foi de la problématique, spécialement si on compare avec les 19 décès enregistrés pour l'ensemble de la région<sup>15</sup>.

En ce qui concerne l'amélioration de la santé maternelle, c'est un des objectifs qui a le moins progressé. Aujourd'hui encore, plus de 62% des accouchements ne sont pas réalisés par un personnel médical qualifié. Cependant il faut souligner que l'une des plus grandes avancées en santé publique en Haïti, c'est qu'on ait pu freiner la prévalence du VIH/SIDA, qui reste en dessous de 2,2% pour l'ensemble de la population.

La malnutrition touchait en 2012, 11,4% d'enfants de moins de 5 ans. Bien que ce pourcentage soit moins de la moitié de ce qui existait en 1995, Haïti est loin des 3%, moyenne estimée pour l'Amérique latine et la Caraïbe.

Une autre faiblesse importante c'est le manque d'eau potable et d'assainissement en Haïti, cause de nombreuses maladies. Seul 64% de la population utilise des sources améliorées d'eau potable. On observe une diminution de la couverture depuis 2000 (67,8%). Par ailleurs, la disponibilité des

<sup>12</sup> "Rapport de Développement Humain 2014. Soutenir le Progrès Humain: Réduire les vulnérabilités et construire la résilience". PNUD

<sup>13</sup> Report MDG 2013. Haïti à New Look. PNUD

<sup>14</sup> Programme d'interventions prioritaires en éducation (PIPE) 2013-2016 (MENFP)

<sup>15</sup> Report MDG 2013. Haïti à New Look. PNUD

services d'assainissement est minime dans le pays. Seul un foyer sur trois dans les zones urbaines est connecté à un réseau d'assainissement (34%), tandis que dans les zones rurales cela ne représente même pas le cinquième (17%).

En 2013 l'Indice d'Inégalité de Genre (IDH) dans le pays a été de 0,599, ce qui place Haïti au rang 132 sur 187 pays. On estime qu'en Haïti deux femmes sur trois souffrent de violences domestiques<sup>16</sup>. La participation politique des femmes est toujours très faible, et, en général, elles subissent encore les schémas structurels de discrimination, qui se reflètent par exemple dans la stagnation du système éducatif où elles n'atteignent pas la moitié de ce dont bénéficient les garçons.

### 2.1.3 Contexte économique

Haïti est une petite économie avec un PIB en 2014 de 8.459 MUSD<sup>17</sup>. Le Revenu National Brut per capita était de 1.636 USD en 2011, un 12% de celui de l'Amérique latine et la Caraïbe.

Le Service de Crédit Elargi des autorités haïtiennes avec le Fonds Monétaire International(FMI), dans sa quatrième année d'application, est toujours le cadre d'orientation de la gestion macroéconomique du pays.

Depuis 2005 l'évolution du PIB bien que positive, a été en dessous de la moyenne régionale. Comme conséquence du désastre, l'économie nationale est entrée en récession en 2010, en chutant à 5,4% et est remontée à partir de 2011. Ces dernières années Haïti a maintenu une croissance au delà de 3% annuel<sup>18</sup>.

Les branches d'activités qui ont connu une plus forte participation ont été en 2013, dans cet ordre, le commerce, la restauration et l'hôtellerie (30%), l'agriculture, l'élevage et la pêche (24,3%) et d'autres services non commerciaux (12,2%). Les industries manufacturières ont généré seulement 8,5% du PIB.

En 2013 le déficit budgétaire a atteint 3,9% du PIB, contre 2,6% en 2012, en raison de la stagnation du chiffre d'affaires et d'une croissance réelle des dépenses de 9%. Les investissements avec des fonds du trésor public ont été financés en grande partie par les fonds de l'accord de coopération énergétique PETROCARIBE<sup>19</sup>.

Autres données macroéconomies à souligner : le faible impact de l'Investissement Etranger Direct qui en 2012 était de 178,8 MUSD, 2,5 comme % du PIB, contrairement au poids économique des recettes en Haïti, qui en 2011 se calculaient en 21,1 comme % du PIB et aussi l'Aide Officielle au Développement qui a représenté en 2011 23,2%<sup>20</sup>.

Haïti a été éligible comme bénéficiaire de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (HIPC). Suite au tremblement de terre de 2010 une bonne partie de la dette externe d'Haïti envers la Banque Multilatérale et de manière bilatérale a été épargnée et il reste un total de 417 MUSD<sup>21</sup>, comme en 1982. Pour l'année 2012 la dette externe totale du pays a atteint les 1.049,1 MUSD, ce qui correspond à 13,4% de la valeur du PIB. Actuellement la République Bolivarienne du Venezuela est le principal créancier pour l'endettement préférentiel attribué au programme PETROCARIBE.

<sup>16</sup> "Appuyer la capacité nationale dans la violence de genre est une tâche indispensable". UNIFEM

<sup>17</sup> <http://datos.bancomundial.org/pais/haiti> (29/03/2015)

<sup>18</sup> "Annuaire Statistique de l'Amérique Latine et la Caraïbe 2014". CEPAL

<sup>19</sup> "Annuaire Statistique de l'Amérique Latine et la Caraïbe 2014". CEPAL

<sup>20</sup> "Rapport de Développement Humain 2014. Soutenir le Progrès Humain: Réduire les vulnérabilités et construire la résilience". PNUD

<sup>21</sup> "Evolution économique en 2010 et perspectives pour 2011". Haïti. CEPAL

En 2012 le taux de chômage était estimé à 40,6% pour la population de plus de 25 ans<sup>22</sup>. Il n'y a pas de données disponibles sur le poids de l'emploi informel sur l'ensemble de l'occupation mais il a, sans aucun doute une participation très élevée.

#### 2.1.4 Contexte environnemental de développement rural

Bien qu'Haïti ait connu un processus d'urbanisation accéléré et sans planification au cours des dernières décennies, le pays est essentiellement rural en comparaison avec les autres pays de la région. Près de 50 %<sup>23</sup> de la population vit dans des zones rurales et la production agricole a un poids supérieur à 20% dans le PIB<sup>24</sup> national, un des plus élevé de la région.

L'érosion accélérée des sols sur des terres de plus en plus vastes (près de 12.000 nouveaux ha/an) et une gestion inadéquate de la plupart des bassins versants du pays (près de 85%) ajouté à une absence ou une précarité des infrastructures, ne facilitent pas le développement du secteur agricole.

La situation géographique d'Haïti, avec des décennies de forte pression démographique sur les ressources naturelles et un processus accéléré d'urbanisation sont responsables de la vulnérabilité extrême de la grande majorité face à la diversité des phénomènes climatiques.

En plus du séisme de 2010 plusieurs cyclones et tempêtes tropicales ont provoqué des pertes en vies humaines. Avec des inondations récurrentes, des glissements de terrain et des sécheresses on a estimé que près de 2.485 personnes sur 1 million d'habitants ont été affectés dans ce pays où la population a été très exposée à ce genre de phénomènes entre 2005 et 2012.

## 2.2 Agenda d'efficacité

Haïti fait partie de l'Alliance Globale pour la Coopération Efficace au Développement et de l'Agenda International pour l'Efficacité de l'Aide et a montré son engagement pour augmenter l'impact de l'aide officielle au développement qu'elle reçoit.

En 2010, année du séisme, avec la réponse importante de la communauté internationale sous forme d'aide, Haïti a participé à l'exercice de suivi des principes et indicateurs de la Déclaration de Paris, de l'Alliance Globale, en coordination avec la communauté des bailleurs.

En tenant compte de la conjoncture, on a constaté des progrès par rapport à 2007 dans l'utilisation des systèmes nationaux de financements ou de procédures ainsi que pour l'assistance technique reçue de façon coordonnée. Par ailleurs, les donateurs ont différé l'utilisation de l'aide basée sur des programmes ou sur l'augmentation des Unités Parallèles d'Exécution. Il n'y a pas eu de progrès en ce qui concerne l'adoption des mécanismes de reddition de compte mutuel ou sur la qualité des systèmes de gestion des finances publiques.

En novembre 2012 le Gouvernement haïtien a lancé le *Cadre de Coordination de l'Aide Externe au Développement d'Haïti (CAED)* afin d'établir un nouveau mécanisme conjoint pour progresser vers les engagements acquis en matière d'efficacité de l'aide. En mars 2014 le mécanisme a présenté un bilan des avancées et une Feuille de Route qui définit les objectifs communs en se basant sur ses propres priorités, définies dans l'agenda international et en tenant compte aussi des recommandations spécifiques vis-à-vis des Etats dits fragiles par l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE). La Feuille de Route présente trois axes

<sup>22</sup> "Rapport de Développement Humain 2014. Soutenir le Progrès Humain: Réduire les vulnérabilités et construire la résilience". PNUD

<sup>23</sup> % population urbaine 2015: 51.9%; Moyenne ALy C (80.2%). "Annuaire Statistique de l'Amérique Latine et la Caraïbe 2013". CEPAL

<sup>24</sup> "Rapport de Développement Humain 2014. Soutenir le Progrès Humain: Réduire les vulnérabilités et construire la résilience". PNUD

d'action: 1) Priorisation de l'alignement, 2) Transparence, prévisibilité et suivi des résultats et 3) Renforcement des systèmes nationaux et harmonisation.

Il convient de mentionner qu'en mai 2010 un dialogue a été entamé en Haïti entre la Délégation de l'Union Européenne (DUE) et les Etats Membres (EEMM) afin d'avancer vers une Programmation Commune comme élément de coordination et d'intégration de la Coopération au Développement de l'UE. Jusqu'à date, il n'y a pas eu de progrès substantiels. On prévoit de reprendre le processus en 2016.

## **2.3 Plans nationaux de développement et stratégies sectorielles.**

Haïti bénéficie actuellement du **Plan Stratégique de Développement** (PSDH) qui le définit comme pays émergent à l'horizon de 2030. Ce plan formulé en 2012 sous la direction du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe envisage de prendre les commandes de la perspective de développement à long terme, qui a déjà été ébauché dans le *Plan d'Action pour la Récupération et le Développement d'Haïti* (PARDH), né de la conférence de New York du 31 mars 2010, comme réponse conjointe de l'Etat et de la communauté internationale suite au séisme.

Le PSDH répond à la nécessité, d'une part, de définir une voie à long terme qui permette de surmonter l'état de pauvreté et de sous développement présents et d'autre part de faciliter et d'assurer un cadre de coordination et de cohérence pour les différentes initiatives de développement aussi bien internes qu'externes. De façon additionnelle on se propose de répondre aux défis que posent les principes d'alignement et d'appropriation dans le cadre de l'Agenda d'Efficacité du Développement.

Le PSDH définit quatre piliers pour la refondation du pays: (1) Territorial, (2) Economique, (3) Social et (4) Institutionnel et une série de programmes comme objectifs à long terme (32). Il s'agit de délimiter et d'atterrir dans un nouveau cadre de planification de programmation et de gestion du développement national au moyen de cycles trisannuels avec le Plan Trisannuel d'Investissements (PTI) et le Plan d'Investissement Public (PIP) annuel.

L'actuel Gouvernement oriente son investissement dans le développement et celui de la communauté internationale au moyen du **Plan Trisannuel d'Investissements 2014-2016**. Ce Plan, non seulement définit des sous programmes, qui découlent des 32 programmes du PSDH pour le triennal 2014 à 2016, mais il prévoit aussi cinq priorités dans l'agenda du Gouvernement actuel : (1) l'éducation et le développement humain et social; (2) l'environnement et la gestion du territoire; (3) l'économie et l'emploi; (4) l'énergie et (5) l'Etat de Droit et la démocratie.

Du point de vue sectoriel on peut souligner quelques politiques publiques et des plans stratégiques formulés aussi à long terme et qui sont des référents stratégiques pour l'alignement de la Coopération Espagnole. C'est le cas de la *Politique de Développement Agricole 2010-2025* sous la direction du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), du *Plan Opérationnel du Secteur Educatif 2010-2015* formulé par le *Groupe de Travail pour l'Education* et qui a été exécuté sur deux périodes gouvernementales ou encore la formulation actuelle d'un nouveau *Plan Stratégique* pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, sous la direction de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA).

Le 6 mars 2015 le Premier Ministre a effectué le lancement public de la *Politique Nationale de l'Egalité entre les Femmes et les Hommes (PFH)*. Il s'agit d'une stratégie qui doit orienter les acteurs de tous les secteurs au cours des 20 prochaines années. Avec cette stratégie, le Gouvernement veut favoriser la participation pleine, effective et égalitaire des hommes et des femmes dans le

développement d'Haïti, en garantissant les droits des femmes dans toutes les sphères de la vie politique, économique, sociale et culturelle.

## 2.4 Dialogue avec le pays partenaire

Dans les différentes étapes pour l'établissement du MAP on a compté sur des mécanismes qui ont facilité un dialogue horizontal avec le pays partenaire, spécialement avec le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) et les Ministères sectoriels de référence, en tenant compte des lignes d'Action qui sont priorisées. On a aussi facilité des espaces de travail avec les entités des secteurs déconcentrés, spécialement ceux de l'éducation et du développement agricole dans le département du Sud-est.

Dès le départ, on a identifié en plus des institutions publiques nationales, d'autres institutions et organisations sociales et privées qui ont été des partenaires ou des alliés de la Coopération Espagnole en Haïti au cours des dernières années. Avec ces acteurs locaux on a réalisé une consultation afin de récupérer des informations et points de vue importants en ce qui à trait au processus de développement du pays, sur l'implémentation de l'agenda de qualité de l'aide et l'avantage comparatif de la Coopération Espagnole. Pour finir, il y a eu une rencontre avec les représentants des différents secteurs de la société civile haïtienne afin d'entamer un dialogue et connaître leur opinion sur les objectifs les plus pertinents au moment d'implémenter la stratégie qui en découle.

## 2.5 Coopération Espagnole en Haïti

Le volume total de l'Aide Officielle au Développement de l'Espagne à Haïti s'élève à 444, 2 M€UR pour la période 2006-2012. Il s'agit d'une aide non remboursable à 98,8% et qui provient essentiellement de l'Administration Générale de l'Etat (92%). La coopération des communautés autonomes et locales est responsable de 7,2% de cette aide, centrée principalement sur la réponse au séisme de 2010.

Entre 2009 et 2011 on a engagé le décaissement de 78% de l'aide pour cette période (338,2 M€UR), le volume des nouvelles ressources s'est considérablement réduit à partir de 2012. Les Agences Multilatérales ont canalisé 35% de l'aide tandis que les ONGD et les humanitaires espagnols, en tant que protagonistes dès 2011, se sont chargés de l'exécution de près de 14% de cette aide.

En ce qui concerne les Orientations Stratégiques du IV Plan Directeur, la distribution thématique répond à une importante concentration en vue de : *Renforcer les systèmes de cohésion sociale, en mettant l'emphase sur les services sociaux de base (37,8%), Répondre aux crises humanitaires de façon qualitative (25,8%) et Promouvoir les opportunités économiques pour les plus pauvres (19,2%)*.

Parmi les initiatives et instruments les plus pertinents mis en marche ces dernières années en Haïti par la Coopération Espagnole, il convient de mentionner que:

- L'Espagne s'est engagée dans le cadre de la Conférence des donateurs de New York en 2010 à destiner **346 M€UR pour la reconstruction d'Haïti**. A la date d'aujourd'hui on a effectivement décaissé un total de 251 M€UR.

- L'intervention **d'urgence de l'AECID**, suite au séisme du 12 janvier 2010 équivaut à 61 M€UR. La **réponse à l'épidémie de choléra** à travers l'activation des conventions d'urgence avec des ONGD espagnoles et l'OPS a permis de mobiliser plus de 19 M€UR.
- L'Espagne fait partie du Comité de Direction du **Fonds pour la Reconstruction d'Haïti**, et a décaissé 20 MUSD jusqu'à date, canalisés à travers le mécanisme d'Appui Budgétaire Général, avec des indicateurs pour l'éducation, l'eau et l'assainissement.
- Le **Fonds de Coopération de l'Eau et de l'Assainissement (FCAS)** est devenu l'instrument principal en appui au processus de reconstruction, avec 119 M€UR décaissés de manière bilatérale à travers la BID.
- **Protocole d'Entente avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)** pour un montant de 15,6 M€UR pour aider à améliorer la qualité de l'enseignement, augmenter l'accès à l'éducation et pour le renforcement institutionnel.
- Entre 2010 et 2015 les **ONGD espagnoles** ont exécuté et canalisé des ressources pour une valeur de 26,6 M€UR par le biais de Conventions (14) et Projets (30) financés par l'AECID, en plus de l'aide officielle de la Coopération Officielle Décentralisée.
- Sur proposition de la BID on a créé en 2010 le "**Fonds PYME et le Service de Développement Entrepreneuriale: Haïti productif**", doté de 40,6 M€UR provenant de l'ancien Fonds d'Aide au Développement (FAD) et d'une subvention non remboursable d'une valeur de 9,4 M€UR. Deux opérations correspondant au **Fonds pour la Concession de Microcrédits** sont en exécution, pour un montant total de 5 MUSD d'aide remboursable.
- Dans le domaine du **développement rural et de la lutte contre la faim**, des Subventions d'Etat sont canalisées pour un montant supérieur à 6,5 M€UR, destinés à renforcer le secteur de la pêche et le secteur agricole et pour des interventions sur la sécurité alimentaire.

Il convient de mentionner également des interventions dans le domaine de la **durabilité environnementale**, de la **gouvernance démocratique**, de la **culture et du développement**.

L'indication de concentration géographique du Procès Verbal de la I Commission Mixte a donné lieu à un apport élevé de l'Aide Officielle au Développement dans les départements du Sud-est, de l'Ouest et un peu moins dans le Centre.

En plus de l'Ambassade d'Espagne et du Bureau Technique de Coopération de l'AECID en Haïti on compte actuellement sur la présence directe et permanente d'une dizaine d'ONGD espagnoles. Un grand nombre d'ONGD canalisent des fonds pour Haïti.

La Coopération Officielle Décentralisée a centré une bonne partie de son aide durant la période 2010-2011 pour répondre aux besoins humanitaires suite au tremblement de terre. Plusieurs entreprises espagnoles sont présentes dans le pays bien qu'elles ne soient pas organisées sous l'égide d'une Chambre de Commerce binationale.

### 3 ANALYSE

#### 3.1 Appropriation démocratique

##### 3.1.1 Stratégies de développement, politiques et appropriation

La Constitution Politique de la République d'Haïti adoptée en 1987 proclame, parmi d'autres dispositions générales, la consultation et la participation de tous dans les décisions importantes qui touchent la vie nationale<sup>25</sup>. La décentralisation s'érite comme cadre principal pour la construction d'une démocratie réelle basée sur la participation de la population et il est établit que les *Conseils de Développement des collectivités territoriales* canaliseront la participation de la société civile.

Après le tremblement de terre de 2010, le *Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH)* est considéré comme la vision à long terme (2030) du développement du pays. L'exercice de formulation de cette proposition, qui ouvre un nouveau cycle dans le processus de planification stratégique du développement national a été dirigé par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE).

Pour l'élaboration du PSDH, bien que l'on ait réhabilité une série de mécanismes *ad hoc* pour recueillir les contributions techniques sectorielles et aussi pour garantir la participation de la société civile et des principaux agents territoriaux, on reconnaît quelques faiblesses en ce qui concerne l'appropriation réelle de ce cadre stratégique et ses priorités, au delà des entités responsables de la planification et du financement national.

Le Gouvernement du président Martelly oriente son investissement vers le développement et celui de la communauté internationale à travers le *Plan Triennal d'Investissements 2014-2016*. Ce Plan, qui non seulement touche les 32 programmes prévus dans le PSDH pour le triennal 2014 à 2016, envisage également les priorités de l'agenda du Gouvernement actuel.

Dans l'enquête réalisée par l'AECID avec les partenaires et les parties prenantes, on leur a demandé d'évaluer la participation de leur institution/ organisation dans le processus de définition, de suivi et de reddition de comptes des stratégies nationales de développement et des politiques publiques. L'évaluation globale sur la participation est assez positive (3,1)<sup>26</sup>. Si on tient compte uniquement des organisations sociales ou privées, l'évaluation de leur participation dans la planification du développement national est sensiblement réduite(2,1). De leur côté, les partenaires de la coopération internationale en Haïti considèrent que la participation de la société civile dans la formulation, le suivi et la reddition de comptes des principales stratégies nationales de développement est peu pertinente pour 85% et satisfaisante pour 15%<sup>27</sup>.

En considérant la décentralisation comme la base de consolidation d'une démocratie participative, il est important de souligner qu'il y a eu ces dernières années des efforts significatifs pour que la plupart des communes comptent sur leurs propres Plans de Développement Communal (PDG), conçus avec la participation citoyenne.

---

<sup>25</sup> Constitution de la République d'Haïti de 1987

<sup>26</sup> 18 réponses sur 46 demandes. Etant de 0 *Participation nulle* et 5 *Participation très intense*

<sup>27</sup> 8 réponses sur 12 demandes.

### 3.1.2 Participation des organismes d'égalité de genre et mouvement de femmes

Une des priorités transversales du PSDH est l'égalité de genre, dimension qui est abordée conjointement avec celle de l'inclusion au développement national des jeunes et des personnes à mobilité réduite.

Les partenaires et acteurs locaux à qui la Coopération Espagnole s'est adressée pour évaluer l'inclusion de l'approche fondée sur les droits et l'égalité dans le développement dans la Stratégie de Développement National, estiment pour 53% qu'il y a eu une incorporation effective tandis que pour 41% cette incorporation est partielle et seul 6% sont totalement en désaccord avec cette affirmation.

Depuis 2009 on a initié un processus pour la concertation et l'établissement de la première politique nationale d'égalité de genre (PEFH), mais jusqu'en 2014 elle n'était pas encore formalisée. En mars 2015 on a rendu public le document qui encadre cette politique<sup>28</sup>, dont la formulation a été réalisée sous la direction et la coordination du MCFDF.

A la lumière du nouveau PEFH on a crée une structure de gestion et de suivi plus vaste, en reconnaissant la pertinence de la Concertation Nationale<sup>29</sup>en ce qui a trait à la violence de genre , on a mis sur pied une Table Thématique de Genre (TTG) comme instance primordiale pour la participation et la coordination avec d'autres secteurs de la société et de la communauté internationale.

Le PEFH reconnaît le rôle que jouent les organisations de femmes dans les transformations survenues ces dernières décennies en faveur des droits des femmes, aussi, à partir des institutions responsables on devra établir comme priorité le renforcement du cadre de coopération entre les institutions et organisations de femmes comme point d'ancre fondamental pour son développement.

## 3.2 Alignement

### 3.2.1 Qualité du dialogue de politiques et alignement avec le pays partenaire

Etat signataire et dépositaire des principaux instruments internationaux pour les droits humains, il convient de mentionner que l'Etat Haïtien n'a pas signé ni ratifié la Convention Contre la Torture et Autres Traitements et Peines Cruelles Inhumaines et Dégradantes (CAT), ni les protocoles facultatifs de la CEDAW et du Pacte International des Droits Civils et Politiques.<sup>30</sup>.

Depuis 2010 le Service de Crédit Elargi d'Haïti avec le Fonds Monétaire International est devenu le cadre d'orientation de la gestion macroéconomique<sup>31</sup>. Les réformes législatives pour les questions fiscales et son accomplissement, ainsi que l'élargissement de la base d'imposition du pays, sont devenus les points centraux du dialogue entre le Gouvernement National et la communauté internationale.

---

<sup>28</sup> "Politique d'Égalité Femmes Hommes (PEFH)" 2014-2034

<sup>29</sup> Jusqu' à cette date le Plan National de Lutte contre la violence envers les femmes, en exécution depuis 2005, était la référence principale en matière de politique et d'action stratégique pour l'égalité et les droits des femmes. La *Concertation Nationale*, comme structure d'implantation et de suivi de ce Plan a été le mécanisme principal de dialogue, de concertation et de travail conjoint avec le Gouvernement National et les organisations de femmes haïtiennes.

<sup>30</sup> "Statuts des principaux instruments de Droits Humains". Bureau du Haut Commissariat aux Droits humains. 2009

<sup>31</sup> "Annuaire Statistique de l'Amérique Latine et la Caraïbe 2014". CEPAL

Parallèlement, la réforme de l'administration publique a été aussi le grand objet de ce dialogue des politiques. En novembre 2012 le Gouvernement a lancé un important programme de réforme administrative à l'horizon de 2017<sup>32</sup>.

Le **Core Group**, composé des ambassadeurs des principales représentations diplomatiques présentes en Haïti est l'espace qui canalise, en grande partie, le dialogue des politiques avec la communauté internationale, dialogue qui porte sur : le développement, le calendrier électoral, le dialogue entre les pouvoirs exécutif et législatif et le renforcement de l'état de droit, le dialogue avec la société civile et la lutte contre la corruption.

Le **G-12+** est le groupe formé des représentants des agences de coopération internationale, aussi bien bilatérale que multilatérale. Sous l'égide du Ministre de la Planification et de la Coopération Externe il devient un mécanisme stratégique pour le dialogue entre les politiques de développement national et les politiques de coopération internationale.

Au niveau de la coopération technique, l'établissement en 2012 du nouveau Cadre pour la Coordination de l'Assistance Externe (CAED) a permis de canaliser le dialogue stratégique du Gouvernement National avec la communauté des bailleurs pour garantir l'alignement de l'aide externe selon les priorités nationales de développement reflétées dans le PSDH et les autres Plan Triennal d'Investissements. Le Comité pour l'Efficacité de l'Aide, au sein du CAED se charge de l'articulation avec les Ministères sectoriels et définit le degré de coordination et d'alignement technico-sectoriel.

Les Tables Sectorielles de l'Eau et de l'Assainissement, de l'Education, de l'Agriculture, de l'Habitat, de l'Environnement et de la Gestion des Risques et des Désastres, sont les domaines dans lesquels la Coopération Espagnole a, ces quatre dernières années, focalisé sa participation et ses efforts de coordination et d'alignement. Leur fonctionnement n'a pas été constant, et dans certains cas, il n'y a pas eu d'activités. La portée de certaines Tables est vaste en terme de gouvernance du secteur et on y fait aussi référence à leur rôle dans le mécanisme de coordination de l'aide externe.

Il existe également des mécanismes de coordination de l'aide au niveau territorial. Plusieurs acteurs de la Coopération Espagnole participent activement aux mécanismes de coordination existants dans les départements du Sud-est et de l'Ouest (tables sectorielles).

L'Espagne prend part activement dans ce dialogue des politiques, à différents niveaux. Au niveau bilatéral, il faut mentionner que tout est stipulé dans l'Accord de Base de la Coopération, signé par les deux pays en 1991. La réunion de la Commission Mixte, qui s'est tenue pour la première fois en 2006 est le mécanisme bilatéral de haut niveau qui canalise ce dialogue et le Procès Verbal de la I Commission Mixte est le document qui englobe les principaux points d'accord en matière de coopération. En septembre 2009 s'est tenue la réunion de suivi qui a prorogé la validité du Procès Verbal de la I Commission Mixte.

Il faut souligner que l'Espagne, ces dernières années, et suite à l'appui stratégique dans les secteurs de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, a occupé le leadership au sein de la communauté internationale dans le dialogue autour de ces politiques sectorielles.

### 3.2.2 Utilisation des systèmes nationaux

Dans le rapport de progrès sur l'implémentation de la Déclaration de Paris, publié en 2010 par le Comité d'Aide au Développement, on n'a pas constaté de progrès en ce qui concerne

---

<sup>32</sup> Réforme administrative et décentralisation. Octobre 2012 – Septembre 2017

l'augmentation de la qualité des systèmes de gestion des finances publiques par rapport à 2007<sup>33</sup>. On a même constaté une augmentation dans la proportion d'AOD qui avait utilisé les systèmes nationaux de gestion des finances publiques et des procédures de passation de marchés.

L'Union Européenne a financé en 2012 une évaluation sur la performance du Système National de Gestion des Finances Publiques en Haïti dans le cadre de l'initiative PEFA<sup>34</sup>. L'évaluation précédente avait été réalisée en 2008 et aucun progrès n'a été signalé en ce qui a trait à son renforcement.

Les principaux obstacles au moment de l'augmentation du volume de l'aide budgétaire directe, que le Gouvernement a demandé sont: la nécessité de renforcer les institutions de supervision, d'améliorer le flux d'information vers le Parlement, de réduire les modalités de recrutement, d'améliorer la documentation des procédures de passation de marchés<sup>35</sup>.

L'AECID a utilisé la modalité de l'appui budgétaire direct à Haïti depuis 2006. Le reste de son programme bilatéral a été géré intégralement par le biais des Subventions d'Etat attribuées directement aux différents Ministères Sectoriels. Ainsi, la gestion du budget des subventions se réalise en utilisant les procédures nationales de recrutement, d'achats et d'approvisionnements. S'agissant du programme du Fonds de Coopération de l'Eau et de l'Assainissement, (FCAS) on utilise pour son implémentation les procédures de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

### **3.3. Harmonisation des bailleurs**

En 2012 le total de l'Aide Officielle au Développement décaissé par la communauté internationale en Haïti a été de 1.275 MUSD, tandis qu'en 2013 elle a connu une réduction de 8%, et a été de 1.171 MUSD. Entre 2010 et 2012 elle a assumé en moyenne 14,2 % du Revenu National Brut, pour 2017 on estime qu'elle ne devrait pas dépasser 10% (9,4)<sup>36</sup>. La participation de l'aide espagnole dans l'ensemble de l'AOD que reçoit Haïti a perdu du poids depuis 2009 quand elle représentait 14,7<sup>37</sup>%.

Entre 2008 et 2012 la distribution sectorielle de l'aide officielle à Haïti s'est caractérisée par: un volume important de l'Aide Humanitaire (30,1%), suivi de celle destinée à d'Autres secteurs sociaux (16,1%), à la Santé et la population (14,1%) et à l'Infrastructure Economique et les services (13,5%). L'Education a reçu 5,7% de l'aide et les Secteurs productifs 5,6%<sup>38</sup>. Pour les exercices 2012 et 2013, bien qu'elle soit toujours une composante importante, le volume de l'Aide Humanitaire a diminué.

Les Etats-Unis en tant que bailleur principal, ont concentré plus de la moitié de l'aide décaissée en 2013 essentiellement dans le secteur des Infrastructures sociales et dans une moindre mesure dans l'Aide Humanitaire, les Secteurs Productifs, l'Aide Multisectorielle et les Infrastructures Economiques.

Le programme actuel de la BID se concentre surtout dans les départements du Nord du pays et un peu moins dans l'Artibonite et se base sur six axes thématiques (développement agricole, eau et assainissement, éducation, énergie, infrastructure routière et appui au secteur privé).

Le Canada tout comme les Etats-Unis a concentré une bonne partie de son aide à l'appui des Infrastructures Sociales et un peu moins à l'Aide Humanitaire et au Secteur productif.

<sup>33</sup> Pour les deux années l'évaluation était de 3.0 (entre 1,5 et 4,5). *Aid effectiveness 05-10: Progress in implementing the Paris Declaration. OECD*

<sup>34</sup> *Public Expenditure and Financial Accountability*

<sup>35</sup> "Rapport du Groupe d'Aide Spécial sur Haïti". Conseil Economique et Social. 8 de octubre 2014

<sup>36</sup> [http://webnet.oecd.org/dcdgraphs/CPA\\_recipient/](http://webnet.oecd.org/dcdgraphs/CPA_recipient/) (14/04/2015)

<sup>37</sup> Année du décaissement effectif des Fonds pour Haïti pour les FCAS. Source de suivi du PACI et de l' CAD-OCDE

<sup>38</sup> <http://www.oecd.org/dac/stats/data.htm> (13/04/2015)

L'Union Européenne, dans le cadre de son 11<sup>e</sup> Programme Indicatif National 2014-2020 appuiera stratégiquement avec 420 M€UR les secteurs de: (a) la Réforme de l'Etat et la modernisation de l'administration publique; (b) l'Education; (c) le Développement urbain et les infrastructures et (d) La Sécurité alimentaire et nutritionnelle. Son travail est concentré dans le Grand Nord, bien qu'elle intervienne aussi dans d'autres départements du pays.

### 3.2.1 Forum d'Harmonisation

La coordination et l'harmonisation entre les bailleurs s'effectue en Haïti sur trois niveaux : le niveau du dialogue politique, au sein du *Core Group*; le niveau technique autour du G-12 et le niveau de coordination technico-sectoriel par le biais des *Groupes Sectoriels des Donateurs*. Il n'y a pas eu ces dernières années d'exercice d'évaluation sur l'efficacité de ces mécanismes.

Actuellement, la Coopération Espagnole participe dans les Groupes de Donateurs pour la Gouvernance Locale (AFD), la Réforme des Finances Publiques (BM) –précédemment, Suivi à l'Appui Budgétaire – le Secteur agricole (BID), l'Environnement (PNUD) et l'Education (UNESCO). Le Groupe de l'Eau et de l'Assainissement, sous le leadership de l'AECID en 2013, n'est pas actif actuellement. Il n'y a aucun espace actif pour l'harmonisation des bailleurs dans le domaine des politiques d'égalité et des droits des femmes.

L'efficacité de ces mécanismes sectoriels d'harmonisation n'est pas symétrique. Tandis que certains sont totalement consolidés et ont facilité l'établissement d'accords de financements conjoints, pour d'autres, le niveau d'interlocution est moins intense et s'est surtout centré sur l'échange et la diffusion d'information d'intérêt.

Il faut souligner que certains mécanismes ont apporté une contribution effective à l'harmonisation de la coopération, pour l'Europe, il s'agit d'une part du Groupe des Chefs de Coopération et d'autre part, de l'initiative de la Feuille de Route pour le Renforcement de la Société Civile, avec la participation de la DUE, l'Espagne et la France autour d'engagements communs.

Le Fonds pour la Reconstruction d'Haïti-FRH, dont l'Espagne fait partie du Comité de Direction, s'est érigé comme défi stratégique et principal instrument qui pouvait permettre, dans le cadre de la reconstruction post-séisme, d'avancer concrètement vers une plus grande appropriation et un alignement du Gouvernement National. Son évaluation externe en 2015 démontre que le FRN n'a pas canalisé plus de 12,6% de l'aide effectivement décaissée et destinée à la reconstruction du pays. On estime que seul 20% ont été destinés à l'appui budgétaire global qui devait permettre au Gouvernement de financer les *gaps* qu'il a identifié.

En demandant directement aux partenaires et acteurs stratégiques locaux d'évaluer l'efficacité des principaux mécanismes de coordination et d'harmonisation de la communauté internationale en Haïti, ils ont jugé que ces mécanismes ont été assez efficaces. (3)<sup>39</sup>.

### 3.2.2 Programmes régionaux

Dès 2006 on a priorisé l'implémentation de conventions binationales avec des ONGD dans les zones frontalières d'Haïti et de la République Dominicaine. (5). Au cours de la même période, Haïti a intégré 5 conventions régionales dans la région de l'Amérique centrale ou latino-américaine. Actuellement on est entrain d'initier une convention régionale pour améliorer la

---

<sup>39</sup> 18 réponses sur 46 demandes. Résultats. 0 aucune efficacité et 5 très efficaces

qualité de l'éducation et une convention binationale est en exécution à la frontière Sud avec la République Dominicaine dans le domaine de l'accroissement économique.

Il convient de mentionner qu'Haïti a été éligible pour recevoir un financement de l'initiative internationale *Global Partnership for Education (GPE)* dont la Coopération Espagnole fait partie en fournissant une aide budgétaire.

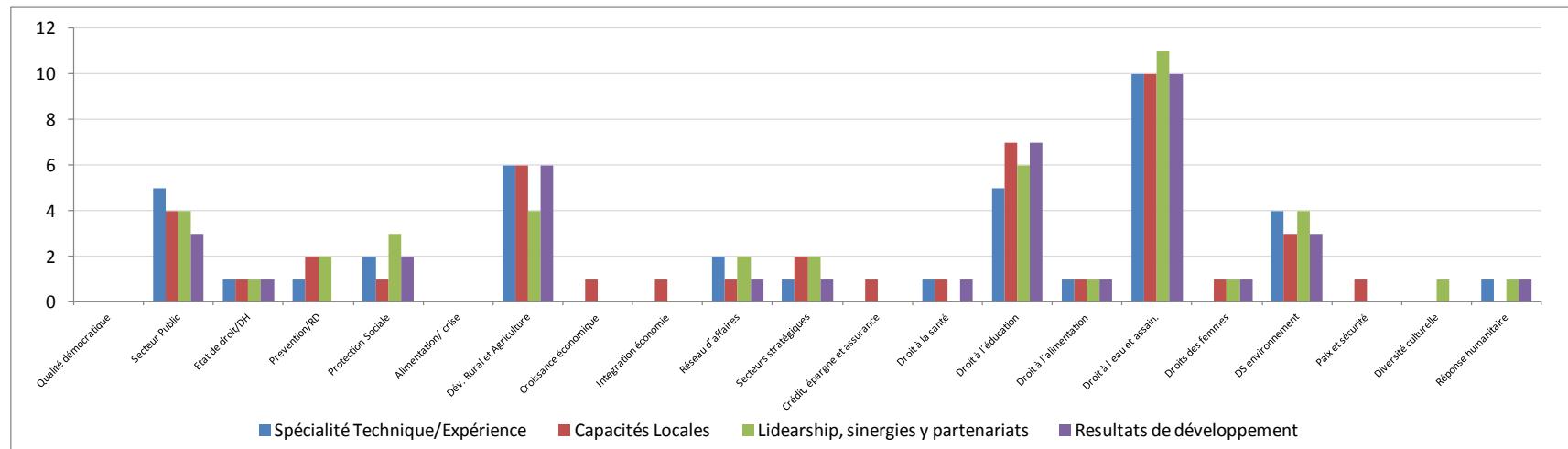


### **3.3 Avantage comparatif de la Coopération Espagnole**

Pour l'analyse de l'avantage comparatif de la Coopération Espagnole en Haïti, on a tenu compte de l'opinion des partenaires et des acteurs locaux, d'autres agents de la communauté internationale en Haïti , des représentants et des cadres techniques de différents intervenants de la coopération espagnole présents en Haïti et finalement sur l'apport des évaluations intermédiaires et finales des interventions financées principalement par l'AECID.

### 3.3.1 Partenaires et acteurs locaux

**Figura 1. Lignes d'Action du IV PD correspondant aux critères de l'avantage comparatif de la Coopération Espagnole en Haïti (partenaires et acteurs locaux)<sup>40</sup>**



Source: OTC Haïti

Les Lignes d'Action du IV Plan Directeur où l'on trouve une évaluation positive en ce qui concerne l'avantage comparatif par les partenaires et les acteurs locaux sont dans cet ordre: *Droit à l'eau et à l'assainissement, Droit à l'Education, Développement rural et agriculture comme secteur clé, Renforcer les structures et les systèmes de gestion du secteur public et Développement durable et milieu ambiant.*

Les institutions/organisations qui disposent d'éléments pour évaluer l'avantage comparatif de la Coopération Espagnole apprécient, en général un avantage comparatif important pour les quatre critères concernés. Au niveau de *pertinence et résultat de développement atteints l'estimation moyenne de leur évaluation est de 3,6; pour capacité de leadership, synergies et alliances stratégiques, c'est 3,5, pour génération de capacités locales c'est 3,4 et finalement pour spécialisation technique et résilience c'est 3,2<sup>41</sup>.*

<sup>40</sup> 18 réponses sur 46 demandes

<sup>41</sup> Pour chaque critère 0 avantage comparatif nul et 5 avantage comparatif très élevé.

### 3.3.2 Autres acteurs de la communauté internationale

Les partenaires sociaux présents en Haïti et qui ont participé<sup>42</sup> activement à l'enquête, considèrent, de façon générale que la Coopération Espagnole bénéficie d'un avantage comparatif important dans le renforcement des capacités locales. On a aussi évalué comme avantage la spécialisation technique et l'expérience et dans une moindre mesure, la pertinence et les résultats de développement obtenus et finalement, à la différence des partenaires et acteurs locaux ils n'ont pas constaté d'avantage comparatif aussi clair dans la capacité de Leadership, de synergies et établissement d'alliances de la Coopération Espagnole. Ce dernier point peut être du au volume de travail de la Coopération Espagnole en Haïti, qui a priorisé l'impact territorial et ne s'est pas concentré autant sur les programmes nationaux ou sur le renforcement direct à des institutions publiques centrales et à leurs réformes.

*Le Droit humain à l'Eau et à l'assainissement et le droit humain à l'éducation, seraient les secteurs de la Coopération Espagnole identifiés comme ayant l'avantage comparatif le plus élevé.*

### 3.3.3 Evaluation globale

A partir de cette évaluation initiale, on a sélectionné les Lignes d'Action du IV Plan Directeur qui ont été évalués de façon positive<sup>43</sup>, en plus de celles pour lesquelles les acteurs de la Coopération Espagnole en Haïti considèrent qu'il y a eu une contribution significative ces dernières années<sup>44</sup>.

**Tableau I. Resumé de l'évaluation de l'avantage comparatif des Lignes d'Action (IV Plan Directeur)**

Evaluation		Ligne d>Action
ELEVE		DROIT A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT
ELEVE		DROIT A UNE EDUCATION DE QUALITE
ELEVE	MOYEN	RENFORCER LES STRUCTURES ET SYSTEMES DE GESTION DU SECTEUR PUBLIC
ELEVE	MOYEN	DEVELOPPEMENT RURAL ET AGRICULTURE COMME SECTEUR CLE
MOYEN		DEVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT
MOYEN		PROMOUVOIR LA QUALITE DE LA DEMOCRATIE
MOYEN		RENFORCER LES POLITIQUES DE PREVENTION: REDUCTION DU RISQUE DE DESASTRES
MOYEN		RENFORCER LE SECTEUR ENTREPREUNARIAL LOCAL
MOYEN		DIVERSITE DES EXPRESSIONS CULTURELLES
MOYEN	FAIBLE	ACCELERER L'ENGAGEMENT DES DROITS DES FEMMES
MOYEN	FAIBLE	DROIT HUMAIN A LA SANTE

<sup>42</sup> 8 réponses sur 12 demandes

<sup>43</sup> Le droit humain à l'eau et à l'assainissement: Droit humain à une éducation de base de qualité pour Tous, Renforcer la structure et les systèmes de gestion du secteur public; Développement rural et territorial, l'agriculture comme secteur clé ; Développement durable, et environnement et Accélérer l'engagement sur les droits des femmes.

<sup>44</sup> Diversité des expressions culturelles; Droits humains à la santé; Renforcer les politiques de prévention (RRD) et appuyer le secteur économique entrepreneurial local; encourager la qualité de la démocratie (Société civile).

Source: *Elaboration propre*

Les lignes qui correspondent à la satisfaction du *droit à l'eau et à l'assainissement et à l'éducation* sont évaluées comme ayant le plus grand avantage comparatif (voir le chapitre 3.I.I). Pour l'aspect du *Renforcement des structures et des systèmes de gestion du secteur public* et le *Développement rural et l'agriculture comme secteur clé*, on considère que l'avantage comparatif de l'Espagne est moyen-elevé (voir chapitres 3.I.I et 3.I.2).

Dans l'**annexe 2** on présente l'exercice complet de l'évaluation de l'avantage comparatif de la Coopération Espagnole pour chacune des lignes d'Action, en fonction des critères de: **(a)** Expérience avec une spécialisation technique; **(b)** Contribution à la création de capacités dans le pays; **(c)** Leadership, synergies et alliances établies au sein de la CE avec les autres bailleurs et **(d)** Résultats positifs reflétés dans les évaluations réalisées.

<b>Approche fondée sur les Droits Humains</b>	Evaluation:
<b>Il n'y a pas de stratégie</b> pour que la Coopération Espagnole en Haïti la rende transversale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partenaires locaux: MOYEN-ELEVÉ</li> <li>Acteurs internationaux: MOYEN-ELEVÉ</li> <li>Autoévaluation: MOYEN-ELEVÉ (ONGD) et MOYEN-ELEVÉ (AECID)</li> </ul>

<b>Approche du Genre dans le Développement</b>	Evaluation:
<b>Il n'y a pas de stratégie</b> pour que la Coopération Espagnole en Haïti la rende transversale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partenaires locaux: MOYEN</li> <li>Acteurs internationaux: ELEVÉ</li> <li>Autoévaluation: MOYEN-ELEVÉ (ONGD) et MOYEN-FAIBLE (AECID)</li> </ul>

<b>Approche de Protection de l'Environnement</b>	Evaluation:
<b>Il n'y a pas de stratégie</b> pour que la Coopération Espagnole en Haïti la rende transversale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partenaires locaux: MOYEN-ELEVÉ</li> <li>Acteurs internationaux: ELEVÉ</li> <li>Auto évaluation: ELEVÉ (ONGD) Y MOYEN-ELEVÉ (AECID)</li> </ul>

## 4 DECISIONS STRATEGIQUES

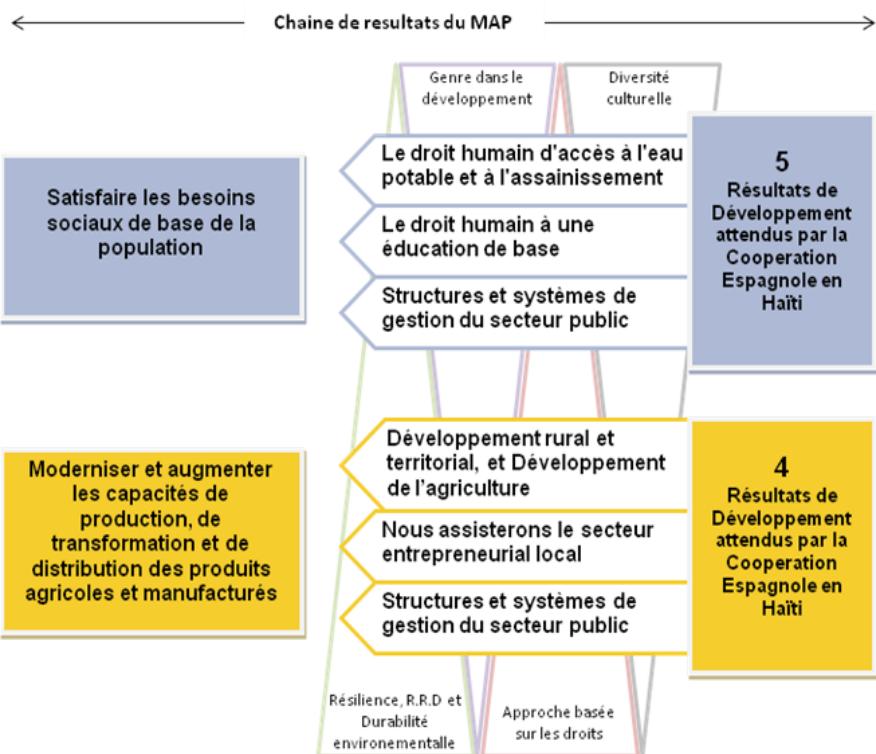
### 4.1 Orientations stratégiques de concentration

Les décisions stratégiques de concentration de la Coopération Espagnole en Haïti obéissent à une série de considérations de départ<sup>45</sup> dont on a tenu compte au moment de réaliser la réflexion

<sup>45</sup> L'adoption par le Gouvernement d'Haïti du **Plan Stratégique de Développement (PSDH)** qui aspire à convertir Haïti en pays émergent à l'horizon de 2030; l'identification par le Gouvernement National de **cinq priorités d'intervention** pour la période gouvernementale ; la **réduction significative de nouveaux flux d'AOD espagnoles pour les cinq priorités depuis 2011** , ainsi que les contenus du IV Plan

initiale: des alignements et une vision, fruit du dialogue et de la réflexion et une analyse exhaustive des opportunités, en rapport avec l'appropriation démocratique, l'alignement, l'harmonisation et spécialement l'avantage comparatif de la Coopération Espagnole en Haïti.

**Figure 2 Plan conceptuel Décision Stratégique du MAP en Haïti**



source: OTC Haïti

#### 4.1.1 ENCOURAGER L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

Le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH 2030) prévoit comme vision à long terme:

- **Une société où l'ensemble des besoins de base de la population sont satisfaits quantitativement et qualitativement.**
- **Une société d'apprentissage dans laquelle l'accès universel à une éducation de base est garanti et où la maîtrise des qualifications dérivant d'un système de formation professionnel pertinent façonne le nouveau type de citoyen dont Haïti a besoin.**

Directeur de la Coopération espagnole 2013-2016, rendent impérative une importante concentration aussi bien pour les résultats de développement en Haïti que pour les Orientations Stratégiques et les Lignes d'Action du IV Plan Directeur: Qu'il existe un **volume important de ressources déboursées et programmées** pour leur exécution jusqu'en 2017; Qu'il doit répondre à un **objectif conjoint de tous les acteurs de la Coopération Espagnole**; Qu'il faut renforcer un modèle de travail de la Coopération espagnole en Haïti caractérisé par une approche territoriale; Qui doit tenir compte de la focalisation géographique actuelle; Qui doit garantir l'incorporation de l'approche basée sur les droits humains, le genre dans la protection de l'environnement et la diversité des expressions culturelles et qui doit pousser vers une gestion de la connaissance correcte pendant tout le cycle d'implémentation.

Dans ce contexte, et si on considère les potentialités et les avantages comparatifs de la Coopération Espagnole dans le pays, on identifie le résultat suivant<sup>46</sup>, du développement du Plan Triennal d'Investissements 2014-2016, élaboré par le Gouvernement haïtien, et auquel il faudra contribuer pendant la durée du présent MAP.

### **Résultat 1: Les besoins sociaux de base de la population sont satisfaits**

#### **Indicateurs de résultats<sup>47</sup>:**

- 1.1** % de la population urbaine et rurale qui utilise des sources d'eau améliorées
- 1.2** % de la population urbaine et rurale qui utilise des installations d'assainissement
- 1.3** Diminution d'enfants de moins de 5 ans atteints de diarrhée
- 1.4** Taux net de scolarisation dans le primaire
- 1.5** Ratio hommes/ femmes dans le primaire et le secondaire
- 1.6** % atteignent le niveau d'éducation primaire
- 1.7** Nº années moyen de scolarisation des femmes et des hommes
- 1.8** Nº d'élèves qui suivent des cours de Formation Professionnelle
- 1.9** % de places disponibles dans le secteur public
- 1.10%** population alphabétisée entre 15 et 24 ans
- 1.11%** Professeurs du cycle fondamental certifiés, pouvant enseigner de façon permanente

La Coopération Espagnole va canaliser sa contribution pour ce résultat de développement par le biais de: (3) Lignes d'Action du IV Plan Directeur: (a) Droit humain à une éducation de base de qualité pour tous; (b) Droit humain à l'eau et à l'assainissement et (c) Renforcement des structures et des systèmes de gestion du secteur public.

#### **L.A. Droit humain à l'eau et à l'assainissement**

Haïti n'atteindra pas en 2015 les objectifs du millénaire en ce qui concerne la couverture en eau et en assainissement. En 2012 64% de la population utilisait des sources améliorées d'approvisionnement en eau potable et 25% des installations d'assainissement. Les systèmes de ramassage de résidus solides et des ordures<sup>48</sup> sont informels et l'immersion finale s'effectue dans des conditions optimales. La gestion de la plupart des bassins versants hydrographiques du pays (environ 85%) est inadéquate<sup>49</sup>. Si on tient compte de l'objectif global, assurer une eau de qualité, qu'on envisage d'inclure dans les accords Post-2015, il est probable qu'Haïti devra assumer des défis et des lacunes à grande échelle, vu que toutes les dimensions du cycle hydrologique sont concernées.

<sup>46</sup> Correspond à l'objectif stratégique "Satisfaire les besoins sociaux de base de la population de la priorité nº 1 "L'Education et le développement humain et social" du Plan Triennal d'Investissements 2014-2016 du Gouvernement National

<sup>47</sup> Résidus solides compétence du Ministère de l'Environnement et détritus (Solutions individuelles assainissement) DINEPA

<sup>48</sup> Voir paragraphe 2.1.4

## Cadre juridique et politique

- Loi-cadre de 2009 sur l'organisation du secteur de l'eau potable et de l'assainissement
- Stratégie Sectorielle de la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) Vision 2015
- Plan Quinquennal d'Actions prioritaires 2011-2015
- Plan Stratégique du Secteur de l'Eau Potable et de l'Assainissement 2015-2025 (en préparation)
- Lois régissant le cadre institutionnel du secteur de la santé et de l'environnement
- Plans d'Administration et de Gestion des bassins versants (Méthodologie nationale)

## Harmonisation

L'Espagne va, dès 2015, relancer et prendre la tête du Groupe des Bailleurs pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. Les bailleurs et les agences les plus actifs seront la Banque Interaméricaine de Développement avec un financement additionnel de 35 MUSD et la Banque Mondiale avec un financement de 50 MUSD, et dans une moindre mesure, la Suisse, le Japon, le Canada et l'UNICEF.

**L'Espagne sera le bailleur leader pour la garantie du droit à l'eau et à l'assainissement**

## Avantage comparatif de la Coopération Espagnole

L'Espagne jouit d'une reconnaissance dans le domaine de la gestion des ressources en eau et des services d'eau et d'assainissement de base, elle est donc une référence dans la formulation du *Cadre Directeur de l'Eau* de l'Union Européenne.

Dès 2010 ce secteur intense a bénéficié d'un accompagnement technique spécialisé de la part des acteurs espagnols, avec un potentiel d'articulation de capacités techniques en provenance de l'Espagne en ce qui a trait à l'assainissement, à l'impact environnemental et à la gestion commerciale.

Il y a eu un appui stratégique dans l'implémentation de la Loi Cadre de 2009 et la mise en marche de l'institutionnalisation nationale et territoriale, ainsi qu'un leadership de l'Espagne au sein de la communauté internationale qui contribue au droit à l'eau et à l'assainissement.

L'impact potentiel dans l'amélioration des conditions de vie de la population sera très important dès qu'on aura progressé dans l'exécution des produits attendus.

Aussi bien pour les partenaires locaux que pour les acteurs internationaux et espagnols présents en Haïti, c'est le secteur de la Coopération Espagnole qui présente le plus grand avantage comparatif.

## Contenu de la Ligne d'Action

La Coopération Espagnole va focaliser son aide à Haïti dans les composantes de : **a)** amélioration de l'accès aux services durables en eau et assainissement et **(b)** promotion de la gouvernabilité du secteur.

**(a)** Pour la première composante, on mettra l'accent directement sur l'augmentation de la couverture en eau potable dans les zones urbaines, périurbaines et rurales par le biais de

l'amélioration ou la construction de systèmes d'approvisionnement, en incluant la mise sur pied de Plans de Gestion des Bassins Versants. On va procéder à l'amélioration des services en augmentant la quantité et la qualité, avec l'installation de connexions particulières, de kiosques et de points d'eau. On va construire des stations de traitement de résidus de sources individuelles, on va également promouvoir la construction et l'utilisation de solutions d'assainissement améliorées, au moyen de campagnes pour inciter la population à changer de comportement, en utilisant la communication et le marketing.

**(b)** Pour la seconde composante, on prévoit d'aider Haïti, par le biais des institutions garantes, en vue d'une meilleure capacité d'exécution, de régulation, de gestion, d'exploitation et de maintenance des services d'eau et d'assainissement, ainsi que pour la gestion intégrale de la ressource en eau. Il sera prioritaire de renforcer les mécanismes de reddition de comptes et la capacité de participation de la société civile aussi bien dans la gestion que dans le suivi et l'évaluation de la garantie du droit à l'eau. Les ressources de la DINEPA seront augmentées grâce à l'apport des revenus des Centres Techniques d'Exploitation (CTE) et du trésor public.

Au cours de l'exécution de ce MAP, les acteurs de la Coopération Espagnole vont passer progressivement d'une aide intensive en investissement vers une aide plus intensive dans le domaine de la connaissance et du renforcement des capacités locales, en donnant plus de pouvoirs aux acteurs locaux et à des intervenants espagnols hautement spécialisés. Il s'agira aussi de renforcer des modalités telles que la coopération technique et d'appuyer les initiatives de coopération Sud-sud.

#### ***Résultats de Développement attendus par la Coopération espagnole en 2017:***

- R.1** La population urbaine, périurbaine et rurale augmente son accès à des sources d'eau améliorée
- R.2** La population urbaine, périurbaine et rurale utilise des solutions d'assainissement améliorées et acquiert des pratiques d'hygiène adéquates
- R.3** Les institutions nationales et territoriales qui interviennent dans le secteur de l'eau améliorent leur cadre institutionnel dans la prestation de service et dans la gestion intégrale de la ressource hydrique.

#### **Approche fondée sur les droits**

La garantie du droit humain à l'eau signifie qu'on dispose d'une eau en quantité suffisante, une eau salubre, acceptable, accessible et abordable.<sup>49</sup> Le droit à la santé et le droit à une alimentation adéquate dépendent, entre autre, de la réalisation du droit à l'eau et à un assainissement adéquat. En ce qui concerne l'assainissement, il faut envisager la disponibilité, la qualité, l'accessibilité physique, et l'acceptabilité.

Les solutions que la Coopération Espagnole va appuyer pour l'approvisionnement et la distribution de l'eau vont garantir les niveaux de continuité et de quantité adéquats pour l'usage personnel et domestique de la population urbaine et rurale. Plus de 20 litres d'eau par personne par jour sont nécessaires.

<sup>49</sup> "Le droit à l'eau. Feuillet d'information n° 35". Bureau du Haut Commissariat pour les Droits Humains, ONU Habitat et OMS

On mettra en marche des solutions techniques correctes et durables pour que l'eau servie soit salubre et acceptable. On appuiera les institutions et les acteurs responsables de l'approvisionnement, par le biais d'équipement et d'une formation pour un suivi correct de la qualité de l'eau. Pour l'assainissement on mettra l'accent sur des solutions concernant la sécurité et l'hygiène.

Les points d'accès publics ou kiosques seront placés en tenant compte d'une part, de l'accessibilité, à une distance respectable pour toute la population bénéficiaire, et d'autre part de l'adaptation architecturale, qui facilite l'accès physique de toutes les personnes. Les solutions d'assainissement collectives seront situées dans des points stratégiques comme par exemple, les centres éducatifs.

On va promouvoir et appuyer techniquement une gestion commerciale efficace et durable des services d'eau et d'assainissement, qui doit être accessible à toute la population.

*Le Genre dans le développement:*

Afin d'assurer l'égalité et la dignité des femmes on va promouvoir leur participation pleine et effective dans les structures communautaires locales de gestion et de gouvernance des systèmes d'eau et d'assainissement. Pour ce faire, il faudra s'assurer qu'elles disposent d'une formation et des outils nécessaires. On tiendra compte des besoins et des demandes des femmes.

*Résilience, gestion des risques de désastres et durabilité environnementale:*

L'approvisionnement en eau est très vulnérable face à l'impact des phénomènes naturels et humains. La Coopération Espagnole va renforcer les entités qui opèrent dans le service de l'eau potable pour que dans les schémas de gestion et d'opération elles tiennent compte de l'approche relative à la réduction des risques de désastres afin de diminuer la vulnérabilité et garantir une continuité minimale des services.

Les études sur l'impact de l'environnement, aussi bien pour des solutions<sup>50</sup> d'approvisionnement en eau que pour l'assainissement et l'immersion finale devront garantir la protection de la ressource en eau et diminuer les impacts possibles sur l'entourage. Il faudra encourager l'utilisation conjointe des eaux de surface et des eaux souterraines. On va divulguer et appuyer l'appropriation par les directions techniques de la DINEPA.

On prévoit de lancer des campagnes de sensibilisation pour un changement de comportement et des pratiques de la population sur l'hygiène et l'utilisation de l'eau et des résidus.

*Diversité culturelle:*

On tiendra compte du rôle social et culturel que peut remplir l'eau dans la vision cosmique et l'existence quotidienne des communautés locales et l'usage qu'elles en font. Les messages de sensibilisation pour des changements dans les pratiques sur l'hygiène et l'utilisation de l'eau seront adaptés au contexte local.

**Des sujets de droits**

L'ensemble de la population urbaine et périurbaine des villes que le FCAS a priorisé, et les populations rurales du pays. Avec une emphase particulière sur les enfants et les groupes les plus vulnérables.

---

<sup>50</sup> En tenant compte de la gestion intégrale de la ressource en eau dans la zone d'intervention.

## Partenaires stratégiques

Les institutions créées par la Loi Cadre de 2009 seront les partenaires stratégiques et les interlocuteurs de référence de la Coopération Espagnole en Haïti. Au niveau national, la DINEPA, qui est la contrepartie nationale du FCAS. Au niveau régional, les Bureaux Régionaux de l'Eau et de l'Assainissement (OREPAS) et les Unités Rurales Départementales (URD). Au niveau urbain et rural, les Centres Techniques d'Exploitation (CTE) et les Techniciens en Eau Potable et Assainissement au niveau communal (TEPAC). Les institutions du secteur de la santé, de l'agriculture et des ressources naturelles, de l'environnement et de l'éducation seront aussi les alliés stratégiques de la Coopération Espagnole.

La société civile organisée doit jouer un rôle fondamental dans la gestion et la supervision du service. Pour ce faire, elle s'appuiera sur les Comités d'Approvisionnement (CAEPAS), les Comités de Points d'Eau (CPE), les Comités de kiosques et d'autres cadres d'organisation qui dans la communauté, veillent pour la garantie du droit à l'eau. On va prioriser le lien et la participation des associations de femmes. Pour finir, des organisations privées et la société civile seront également les alliés de la Coopération Espagnole en Haïti.

Même si les actions du Fonds de l'Eau vont avoir un impact sur tout le territoire National, les nouvelles interventions de la Coopération espagnole vont se concentrer principalement dans les départements du Sud-est et de l'Ouest.

## Instruments et acteurs de la Coopération Espagnole

L'acteur leader de la Coopération Espagnole en Haïti pour cette période sera l'AECID, par le biais du Fonds de l'Eau. Les ONGD espagnoles, spécialement celles qui ont une spécialité technique auront aussi un rôle important à travers l'exécution de projets et de conventions financés principalement par l'AECID et aussi par la Coopération Officielle Décentralisée.

Le secteur privé espagnol sera toujours un acteur clé pour ce secteur, aussi bien pour la gestion que pour l'assistance technique et l'implémentation des activités. Les universités, les groupes et les centres de recherche espagnols devront jouer un rôle de plus en plus déterminant.

La coopération technique et la coopération Sud-Sud sont des modes de coopération à encourager pendant ces trois ans.

## L.A. Droit humain à une éducation de base de qualité pour tous

Dans le domaine de l'éducation, même avec les progrès relatifs au taux net de scolarisation dans le primaire, qui est passé de 47% en 1993 à 88% en 2011<sup>51</sup>, on n'atteindra pas en 2015 l'objectif de 100%. Pour l'accès à l'éducation, les inégalités persistent entre les zones rurales et urbaines et le système n'évolue pas, avec un taux pour le primaire de 68%. 5,5<sup>52</sup> correspondent aux années de scolarisation moyenne en Haïti face aux 7,9<sup>53</sup> pour l'Amérique latine et la Caraïbe. Ce taux, pour les femmes haïtiennes est de 5,5 ans alors qu'il est de 5,6 pour les hommes.

<sup>51</sup>L'indice de parité de genre/primaire 2012 était de 0,93 (en 2006 1,02) et secondaire 1,08, pareil qu'en 2006. Raport MDG 2013. Haïti a New Look. PNUD

<sup>52</sup> EMMUS V

<sup>53</sup> "RAPPORT SUR LE Développement Humain 2014". PNUD

Il existe des défis importants en ce qui a trait à la qualité du système éducatif et à l'égalité des opportunités, près de 88% des places sont offertes par le secteur privé<sup>54</sup>.

### **Cadre juridique et politique**

- Constitution de la République d'Haïti de 1987 qui consacre le droit fondamental à l'éducation et à l'enseignement
- Réforme Bernard de 1982
- Plan Opérationnel 2010-2015. Vers la refondation du Système éducatif haïtien
- Programme d'interventions prioritaires pour l'éducation (PIPE) 2013-2016
- 12 mesures du Gouvernement Martelly, adoptées en aout 2014
- Politique d'égalité entre les femmes et les hommes 2014-2034(PFH). Pour une éducation non sexiste et des modèles égalitaires.

### **Harmonisation**

L'Espagne va prendre une part active dans le Groupe Sectoriel de l'Education (GSE) comme mécanisme national de référence pour l'harmonisation dans le domaine de l'éducation. Au cours de la période suivante, l'UNESCO continuera à présider le Groupe.

Les principaux bailleurs seront, en plus de l'Espagne, la Banque Interaméricaine de Développement, l'Union Européenne, la Banque Mondiale, l'USAID et l'UNICEF. D'autres pays, tels le Canada, le Japon, la France la Belgique, le Mexique et le Venezuela qui font partie du Groupe, interviennent également dans ce secteur.

**L'Espagne sera un bailleur actif et leader dans la garantie du droit à l'Education**

### **Avantage comparatif de la Coopération Espagnole**

L'Espagne a une grande expérience d'accompagnement du secteur éducatif haïtien. Les différents acteurs de la Coopération Espagnole ont offert un accompagnement technique permanent et spécialisé.

Les partenaires reconnaissent une approche de travail directe avec l'institution publique qui a contribué à la création de capacités locales, spécialement dans les départements prioritaires. L'AECID a pris la tête des espaces pour l'harmonisation et la coordination des bailleurs dans ce secteur et a été l'interlocuteur stratégique avec les autorités nationales.

Il y a eu une contribution qui vise à garantir le droit à l'éducation, surtout au niveau de la qualité et la capacité institutionnelle. Il s'agit de la deuxième Ligne d'Action la mieux évaluée par les partenaires locaux et la communauté internationale en ce qui a trait à l'avantage comparatif de la Coopération Espagnole.

### **Contenu de la Ligne d'Action**

La Coopération Espagnole va concentrer son soutien dans les composantes de **(a)** accès et durabilité du système scolaire, **(b)** amélioration de la qualité de l'enseignement, **(c)** renforcement institutionnel et gouvernance et **(d)** alphabétisation des jeunes et des adultes.

<sup>54</sup> MDG Report 2013. Haïti a New Look. PNUD; Programme d'interventions prioritaires en éducation (PIPE) 2013-2016 (MENFP)

**(a)** Pour la première composante on va appuyer le secteur public haïtien pour qu'il élargisse son offre éducative au moyen de la réhabilitation et la construction de classes pour l'éducation primaire dans les centres qui ne remplissent pas les normes nationales. Egalement promouvoir et atteindre les engagements dans les écoles concertées et améliorer la capacité de régulation et de supervision de l'éducation privée. On mettra une emphase particulière pour éliminer les obstacles relatifs à l'accès et au travail des filles dans le système éducatif. En sensibilisant la communauté éducative on va promouvoir l'accès universel et la durée des études.

**(b)** S'agissant de la qualité de l'éducation, il sera prioritaire de renforcer les capacités des enseignants par le biais d'une formation adéquate et inclusive. D'autres secteurs comme la gestion de l'école, les mécanismes d'évaluation et le développement de curricula inclusifs seront également pris en compte. Par ailleurs, on va appuyer la formation professionnelle orientée vers l'emploi par le renforcement et l'augmentation des réseaux d'écoles ateliers, en favorisant l'insertion des femmes, des jeunes en situation de vulnérabilité et en contribuant ainsi à la protection et à la mise en valeur du patrimoine haïtien.

**(c)** Pour finir, on avancera vers une meilleure efficacité et capacité de gestion du système éducatif au niveau départemental et local. On cherchera à améliorer la gestion administrative et financière par le biais de prises de décisions basées sur une formation actualisée et une transparence des capacités planifiée et structurées. On appuiera la participation citoyenne, la transparence et la reddition de comptes au niveau local.

**(d)** Dans le secteur de l'éducation informelle, on va appuyer l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans les zones périurbaines et rurales des départements prioritaires.

#### ***Résultats de Développement attendus par la Coopération espagnole pour 2017:***

**R.4** La population des départements de l'Ouest et du Sud-est augmente son niveau d'éducation et dispose de centres scolaires publics suffisants et d'un corps professoral formé qui offre une éducation de qualité et égalitaire.

**R.5** Le MENFP et sa structure déconcentrée, ainsi que les collectivités territoriales dans les départements de l'Ouest et du Sud-est accomplissent correctement leurs fonctions de prestation et de gestion des services de base en éducation.

#### **Approche fondée sur les droits**

La garantie du droit humain à l'éducation<sup>55</sup> implique la généralisation de l'accès à l'enseignement primaire, gratuite pour tous, sans discrimination ni exclusion.

Renforcer le secteur public haïtien dans la prestation et le contrôle des services éducatifs est une priorité pour avancer vers un enseignement primaire gratuit et de qualité. L'alphabétisation des jeunes et des adultes aide à garantir le droit à l'éducation.

#### **Le Genre dans le Développement:**

Ce sera une priorité de réduire les facteurs de discrimination qui provoquent des disparités dans l'accès et surtout dans la stagnation du système éducatif, spécialement pour les filles et les femmes. Sensibiliser la communauté éducative, garantir une formation adéquate, un changement d'image au

<sup>55</sup> "Les dimensions inclusives du droit à l'éducation: bases normatives. Cadre conceptuel". 2008 UNESCO

sein de la communauté des enseignants et rendre transversale l'approche d'égalité de genre dans les curricula éducatifs, seront des tâches à entreprendre. À travers la promotion de l'alphabétisation on appuiera l'égalité des opportunités entre les femmes et les hommes.

*Résilience, gestion des risques de désastres et durabilité environnementale:*

Dans le système éducatif, on va promouvoir des changements d'attitude et de comportements de la communauté éducative en ce qui a trait à l'utilisation responsable des ressources naturelles. Dans les interventions destinées à l'amélioration des infrastructures scolaires on tiendra compte des solutions énergétiques et d'assainissement les plus respectueuses de l'environnement et on va faire en sorte d'éliminer l'utilisation du charbon dans les cantines scolaires.

Dans le domaine de la gestion du risque on va promouvoir la diffusion et l'adoption de normes techniques en résistance sismique du MENFP, quand il faudra intervenir sur l'infrastructure. On fera en sorte que les centres éducatifs disposent de leurs propres plans de contingence et on va former et sensibiliser la communauté scolaire dans le domaine de la prévention des risques de désastres, pour une réponse adéquate

*Diversité culturelle:*

On appuiera la consolidation d'un système éducatif qui non seulement va assurer l'accès pour tous, mais également prioriser la qualité et l'équité. Pour ce faire, on va mettre sur pied des actions en vue de garantir un système éducatif inclusif et respectueux de la diversité, qui va renforcer l'identité et la mise en valeur de la langue haïtienne.

**Des sujets de droits**

Les enfants et surtout les filles, comme groupe vulnérable. Les jeunes en situation de vulnérabilité économique et sociale qui peuvent accéder à une formation professionnelle de qualité. Et pour finir, les personnes non alphabétisées.

**Partenaires stratégiques**

Au niveau national, c'est le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) l'institution qui est la principale alliée de la Coopération Espagnole. L'Institut National de la Formation Professionnelle (INFP), l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN) et le Secrétariat d'Etat à l'Alphabétisation (SEA) sont également des interlocuteurs.

Dans les départements prioritaires, on va travailler en coordination avec les Directions Départementales de l'Education, au niveau des districts scolaires, avec les Bureaux des Districts Scolaires (BDE). On va aussi essayer de renforcer les compétences des Collectivités Territoriales en matière d'éducation.

D'autres acteurs importants avec qui la Coopération espagnole va collaborer dans le cadre de ses interventions, sont les ONGD et les associations privées qui font la promotion de l'éducation en Haïti.

Les syndicats d'enseignants, les associations de parents et les organisations communautaires de base dans le domaine de l'éducation sont également considérés comme des interlocuteurs et des alliés de la Coopération Espagnole dans ce secteur.

La Coopération Espagnole va concentrer ses nouvelles interventions dans les départements du Sud-est et de l'Ouest.

## **Instruments et acteurs de la Coopération Espagnole**

Pour la promotion et la garantie du droit à l'éducation, aussi bien l'AECID que des ONGD qui vont focaliser leur travail dans ce secteur, auront un rôle de leadership. On va faire la promotion afin d'inclure dans ce processus d'autres acteurs espagnols, comme par exemple, le secteur privé ou les universités.

Les subventions de l'Etat, les projets et les conventions avec les ONGD espagnoles et le financement de la Coopération Officielle Décentralisée seront toujours les instruments de coopération en Haïti. On va évaluer l'implémentation d'autres modalités de coopération, comme des appuis budgétaires (que ce secteur a déjà utilisé en Haïti), des paniers de bailleurs ou encore la coopération déléguée. La coopération technique et la coopération triangulaire sont des modalités à considérer au cours de ces trois ans.

## **L.A. Renforcement des structures et des systèmes de gestion du secteur public pour un meilleur accès aux services sociaux de base**

La structure et le fonctionnement actuel de l'administration de l'Etat haïtien exigent d'importants efforts de modernisation pour arriver à répondre de façon optimale aux obligations et faire face aux défis sociaux-économiques du pays.

Bien que la Constitution de 1987 prévoie l'instauration progressive d'un modèle administratif décentralisé sur tout le territoire, les avancées sont très limitées. La déconcentration des fonctions de l'administration centrale vers des organes autonomes, mais qui dépendent de cette dernière, dans les départements, a progressé mais il faut la renforcer.

### **Cadre légal et politique**

- Constitution de la République d'Haïti de 1987 qui consacre le principe de la décentralisation et de la participation citoyenne
- Décret du 17/05/2005 sur l'organisation de l'Administration Centrale de l'Etat.
- Décret du 17/05/2005 sur le Statut Général de la Fonction Publique.
- Décret du 1/2/2006 qui définit le cadre général de la décentralisation, les principes de fonctionnement et d'organisation des collectivités territoriales.
- Loi Cadre de 2009 sur l'organisation du secteur de l'eau potable et de l'assainissement
- Réforme de la Loi sur l'Education (Réforme Bernard)

### **Harmonisation**

L'Espagne va prendre une part active dans les Groupes Sectoriels des Bailleurs sur la Gouvernabilité Locale et la Réforme des Finances Publiques. Dans le premier cas, l'Agence Française de Développement et la Délégation de l'Union Européenne sont les bailleurs leader et dans le deuxième cas, c'est la Banque Mondiale.

### **Avantage comparatif de la Coopération Espagnole**

Les institutions haïtiennes ont reconnu le défi stratégique de la Coopération Espagnole pour renforcer les structures déconcentrées de l'administration haïtienne dans des domaines comme l'éducation, l'eau et l'assainissement. On évalue les instruments et les modèles de travail dans le pays pour leur flexibilité, qui permet l'appropriation directe et progressive de l'aide par les institutions publiques, en augmentant la contribution à la création des capacités locales.

## Contenu de la Ligne d’Action

La Coopération Espagnole va centrer ses efforts sur la modernisation administrative et la gestion des politiques publiques pour l'eau et l'assainissement, et aussi pour l'éducation. On va mettre l'accent, pour ces deux secteurs, sur les aspects prioritaires déjà prévus dans le Programme de Réforme de l'Administration Publique d'Haïti 2012-2017.

On va promouvoir la décentralisation progressive vers un domaine local de compétences et de capacité de gestion en éducation, en eau et assainissement. On va promouvoir le niveau local comme espace pour le plein exercice de la participation citoyenne. On va également renforcer les capacités des organes départementaux de l'administration centrale dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement et de l'éducation. On va appuyer la transparence et la reddition de comptes dans ces secteurs.

### ***Résultats de Développement attendus par la Coopération espagnole pour 2017:***

**R.3** Les institutions nationales et territoriales qui interviennent dans le secteur de l'eau améliorent leur rôle institutionnel dans la prestation du service et dans la gestion intégrale de la ressource en eau. (**Voir Droit à l'eau et à l'assainissement**)

**R.5** Le MENFP et sa structure déconcentrée, ainsi que les collectivités territoriales dans les départements de l'Ouest et du Sud-est accomplissent efficacement leurs rôles de prestation et de gestion des services de base en éducation. (**Voir Droit à l'éducation**)

### 4.1.2 ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT RURAL ET LES OPPORTUNITES ECONOMIQUES

Le Plan Stratégique de Développement d'Haïti préconise qu'en 2030 le pays compte sur:

- Une société dotée d'une économie moderne, diversifiée, forte, dynamique, compétitive, ouverte, inclusive et sur une base territoriale élargie.
- Una société équitable, juste, solidaire et conviviale, qui vit en harmonie avec son environnement, une société moderne où l'aménagement du territoire est établi.

En considérant l'avantage comparatif de la Coopération Espagnole et les priorités établies par le Gouvernement à travers le Plan Triennal d'Investissements 2014-2016, pendant la durée du MAP actuel, on va faire en sorte<sup>56</sup> que:

### ***Résultat 2: La production, la transformation et la distribution des produits agricoles et manufacturés augmentent et se modernisent***

<sup>56</sup> Correspond à l'objectif de moderniser et d'augmenter la capacité de production, de transformation et de distribution des produits agricoles et manufacturés, dans la priorité n°3 sur l'économie et l'emploi

***Indicateurs de Résultat n°2:***

- 2.1** Diminution de la pauvreté en zone rurale
- 2.2** % d'enfant ruraux de moins de 5 ans en dessous du poids normal
- 2.3** Croissance du PIB dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage
- 2.4** Augmentation de la production dans le secteur de la pêche

La Coopération Espagnole en Haïti va canaliser sa contribution pour ce résultat de développement par le biais de (3) Lignes d’Action du IV Plan Directeur: (a) Développement rural et territorial, et l’agriculture comme secteur clé; (b) Appui au secteur économique entrepreneurial local et (c) Renforcement des structures et des systèmes de gestion du secteur public.

### **L.A. Développement rural et territorial et l'agriculture comme secteur clé**

Haïti est un pays essentiellement rural en comparaison avec les autres pays de la région. Près de 50% de sa population vit dans des zones rurales et la production agricole a un poids qui est proche de 25% du PIB<sup>57</sup> national, un des plus élevé de la région.

Dans le domaine du développement agricole, non seulement l'orographie est peu favorable à la production agricole, mais il faut également tenir compte d'autres facteurs comme les structures agraires qui se caractérisent par la dimension réduite des exploitations (1,8 ha en moyenne) et l'incertitude juridique sur la propriété foncière.<sup>58</sup>

L'érosion accélérée des sols sur des terres de plus en plus vastes, due à une surexploitation des ressources naturelles et une gestion inadéquate des bassins versants hydrographiques, ajouté au manque d'infrastructures économiques de base ne facilitent pas le développement de ce secteur<sup>59</sup>. La libéralisation du commerce dans les années quatre vingt dix a fait d'Haïti le pays de l'Amérique Latine ayant le marché le plus ouvert. On estime qu'Haïti importe plus de 50% des aliments qu'elle consomme, principalement le riz, le blé et l'huile<sup>60</sup>. La libéralisation du commerce ne s'est pas accompagnée d'investissements suffisants dans l'économie rurale haïtienne qui souffre d'un déficit d'investissement en infrastructure rurale et pour les services publics agricoles<sup>61</sup>.

La malnutrition sévère touchait encore en 2012 12,9%<sup>62</sup> d'enfants de moins de cinq ans dans les zones rurales. Bien que cette proportion soit inférieure de moitié au pourcentage de 1995, Haïti est loin des 3%, moyenne en Amérique Latine et la Caraïbe.

#### **Cadre juridique et politique**

- Code Rural de 1984
- Politique de Développement Agricole 2010-2025
- Plan National d'Investissement Agricole 2010-2015
- Plan Triennal de Récupération Agricole 2013-2016

<sup>57</sup> "Rapport de Développement Humain 2014. Soutenir le Progrès Humain: Réduire les vulnérabilités et construire la résilience". PNUD

<sup>58</sup> Politique de développement agricole 2010-2025. MARNDR

<sup>59</sup> Politique de développement agricole 2010-2025. MARNDR

<sup>60</sup> Identification des créneaux potentiels dans les filières rurales haïtiennes ; rapport de synthèse, 2005. IDB/MARNDR

<sup>61</sup> Identification des créneaux potentiels dans les filières rurales haïtiennes ; rapport de synthèse, 2005. IDB/MARNDR

<sup>62</sup> EMMUS V

- Plan National de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2010
- Plan National pour le Développement de la Pêche en mer 2010-2014
- Plan National pour le Développement de l'Aquaculture 2010-2014
- Plan d'Action pour le Développement de la Pêche en mer dans le département du Sud-est 208-2012

## **Harmonisation**

La Coopération Espagnole continuera à prendre une part active au sein du Groupe des Bailleurs pour le secteur agricole. Ce groupe sera toujours sous le leadership de la Banque Interaméricaine de Développement, qui est le principal bailleur dans ce secteur. D'autres bailleurs interviennent également dans le secteur agricole, il s'agit : des Etats-Unis, de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Fonds International de Développement Agricole, du Canada, de la France. Par ailleurs, l'Argentine, le Brésil, le Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture, le Programme Mondial de l'Alimentation, le Japon et l'IICA participent également dans ce groupe.

Les acteurs de la Coopération Espagnole participeront encore aux Tables Départementales de l'Agriculture dans le Sud-est et l'Ouest.

On fera une alliance stratégique avec la BID et le MARNDR pour augmenter l'appui au secteur de la pêche artisanale en Haïti, alliance basée sur l'expérience et les bons résultats obtenus dans le travail de l'AECID avec le MARNDR.

L'Espagne sera un bailleur actif dans ce secteur

## **Avantage comparatif de la Coopération Espagnole**

L'expérience de l'Espagne dans le secteur de la pêche est vaste, elle a pu compter sur des ressources de coopération technique spécialisée qui ont renforcé les capacités institutionnelles, spécialement au niveau territorial.

Les évaluations externes dans les interventions du secteur font ressortir une contribution qui a généré des capacités locales, aussi bien au niveau institutionnel que communautaire. Le plus grand leadership de l'Espagne au sein de la communauté des bailleurs a été aussi dans le domaine de la pêche et spécialement pour la pêche artisanale.

On considère que l'on doit continuer à renforcer les modèles d'intervention qui visent à améliorer l'impact sur les conditions de vie des producteurs.

Les partenaires locaux et la communauté internationale considèrent que l'Espagne dispose d'un avantage comparatif moyen-elevé pour la poursuite des résultats de développement dans ce secteur.

## **Contenu de la Ligne d>Action**

La Coopération Espagnole va concentrer son appui dans les composantes de: **(a)** appui à l'amélioration des chaînes de valeur dans l'agriculture, la pêche artisanale et l'aquaculture **(b)** appuyer le secteur public comme moteur clé du développement agricole **(c)** inclusion du secteur privé local.

(a) Pour la première composante, la Coopération Espagnole va encourager des systèmes agraires durables, inclusifs et compétitifs qui vont améliorer les revenus des petits producteurs en augmentant à moyen terme leur résilience, en instaurant des systèmes qui vont générer de l'emploi. On va contribuer à la sécurité alimentaire de la population en situation de grande vulnérabilité, en travaillant pour l'accès, l'adéquation et la disponibilité des aliments sur le marché local, en optimisant l'impact nutritionnel.

On va travailler sur une approche de chaîne de valeur qui va orienter les efforts aussi bien pour l'amélioration de la productivité agricole que pour l'amélioration de l'accès au marché et pour l'obtention de valeur ajoutée pour les agriculteurs. On accordera une attention particulière à l'amélioration des systèmes de pêche artisanale et à l'aquaculture, et on va également travailler afin d'améliorer de façon durable les ressources de la pêche.

(b) On va appuyer les institutions départementales et communales du MARNDR pour augmenter leurs capacités d'exercer une meilleure régulation et un suivi du secteur. On offrira aussi un accompagnement technique selon les besoins des producteurs agricoles dans les zones rurales.

(c) On va promouvoir le renforcement des associations de producteurs pour améliorer l'accès aux services de leurs membres et pour une plus grande participation et interlocution des producteurs avec d'autres acteurs du secteur, aussi bien publics que privés. On va mettre sur pied des procédures pour l'établissement d'alliances équitables avec le secteur privé et entrepreneurial local pour l'amélioration de la commercialisation et la transformation de la production agricole et pour générer l'emploi rural.

#### ***Résultats de Développement attendus par la Coopération espagnole en 2017:***

**R.6** Les pêcheurs et les aquaculteurs des départements du Sud-est et de l'Ouest augmentent leurs revenus qui proviennent de la pêche artisanale et de l'aquaculture.

**R.7** Les petits producteurs agricoles des départements du Sud-est et de l'Ouest augmentent leurs revenus grâce aux chaînes de valeur.

**R.8** Les Directions Départementales de l'Agriculture et les Bureaux Communaux Agricoles améliorent leurs capacités pour offrir des services adéquats aux agriculteurs.

#### **Approche fondée sur les droits**

Le travail de la Coopération Espagnole dans ce secteur cherchera à promouvoir et à assurer la garantie du droit à une alimentation adéquate. Ce droit implique l'accessibilité et la disponibilité des aliments correspondants aux besoins de la population. Le droit à l'alimentation est directement lié à la satisfaction d'autres droits tels que la vie et la santé.

On va faire en sorte que les familles rurales à faible revenus améliorent leurs sources de revenus et d'emploi en garantissant leurs droits économiques.

A travers le développement des systèmes de production à petite échelle et des chaînes de valeur, on va améliorer l'accessibilité à une nourriture suffisante et adéquate aux besoins de la population, favorisant ainsi la production et la consommation locale.

#### **Le Genre dans le développement:**

On va encourager une plus grande participation des femmes dans les associations de producteurs locaux. On va favoriser l'autonomie économique, l'accès et la propriété foncière, ainsi que la

sécurité des femmes, en mettant l'accent sur les liens dans la chaîne de valeurs à laquelle elles participent plus activement. Il s'agira de mettre en valeur la capacité et les connaissances des femmes rurales lors des prises de décisions et lorsqu'il faudra entreprendre des actions de développement agricole. On va également encourager la reconnaissance du travail de la femme rurale. On va promouvoir des relations plus égalitaires dans le domaine productif, communautaire et familial.

*Résilience, gestion des risques de désastres et durabilité environnementale:*

On va travailler afin d'augmenter la résilience des systèmes de production agricole face aux phénomènes climatiques extrêmes. Il faudra renforcer la durabilité des modèles de production agricole par le biais d'une utilisation responsable et durable des ressources naturelles. La gestion durable des ressources des pêches continentales et maritimes sera une priorité dans les interventions de ce secteur. Dans les zones d'activités de la Coopération Espagnole on va encourager un meilleur fonctionnement des systèmes d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire et la sécheresse au sein de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA).

*Diversité culturelle:*

On va encourager la production et la consommation de variétés traditionnelles afin d'augmenter la souveraineté alimentaire et la biodiversité. On va mettre en valeur les pratiques agricoles traditionnelles.

### **Des sujets de droits**

Les petits producteurs agricoles, parmi eux les pêcheurs artisanaux et les aquaculteurs avec qui la Coopération Espagnole va travailler en priorité. Une attention particulière sera accordée aux femmes rurales.

### **Partenaires stratégiques**

Au niveau national on va articuler le travail avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural. On continuera à appuyer la Direction de la Pêche et de l'Aquaculture ainsi que la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire. Au niveau régional et local, la Coopération Espagnole va articuler son travail avec les Directions Départementales de l'Agriculture (DDA) et les Bureaux Communaux Agricoles (BAC).

La société civile organisée et les ONG locales qui travaillent dans le développement du secteur agricole seront aussi des partenaires de la Coopération Espagnole. Les organisations et associations de petits producteurs, aussi bien agricoles que celles du secteur de la pêche et de l'aquaculture, sont des alliés clé au niveau communautaire. Au moment de renforcer les chaînes de valeur, il faudra tenir compte des acteurs du secteur privé local, ainsi que des petites et moyennes entreprises agroalimentaires.

**La Coopération Espagnole va concentrer ses interventions dans les départements du Sud-est et de l'Ouest.**

## **Instruments et acteurs de la Coopération Espagnole**

Les principaux acteurs au sein de la Coopération Espagnole qui vont promouvoir le développement du secteur agricole en Haïti sont l'AECID et les ONGD. On va faire la promotion d'un rapport plus étroit avec les universités, les centres de recherche et les centres technologiques espagnols associés au développement agricole et au secteur de la pêche, afin d'améliorer la coopération technique dans ce domaine.

La Coopération Espagnole va déployer les instruments suivants : les subventions d'Etat bilatéraux, les conventions et les projets d'ONGD espagnols. On espère que la Coopération Officielle Décentralisée va aussi canaliser des revenus à travers les ONGD espagnoles impliquées dans ce secteur.

La coopération technique et la coopération Sud-sud sont des instruments qu'il convient d'encourager en Haïti compte tenu de la capacité et la spécialisation des différents acteurs espagnols en la matière. On va évaluer, en temps opportun, l'appui d'organismes internationaux spécialisés dans le développement agricole et la sécurité alimentaire.

### **L.A. Nous allons appuyer le secteur économique et entrepreneurial local**

En Haïti, 72,2% de la population survit avec moins de 2 dollars par jour et 54,9% avec moins de 1,25 dollars. En 2012 le taux de chômage était de 40,6% pour la population de plus de 25 ans. Il n'y a pas de données officielles sur le poids de l'emploi informel sur l'ensemble de l'occupation, mais on estime qu'il avoisine 80%<sup>63</sup>.

Les femmes représentent 48% de la population économiquement active. Elles reçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes, elles représentent 87% du tiers avec de faibles revenus au sein de l'économie informelle et 83% du tiers avec des faibles revenus dans l'économie formelle.

#### **Cadre politique**

- Cadre réglementaire et fiscal du secteur entrepreneurial
- Plan Stratégique du Ministère du Commerce et de l'Industrie 2013-2016

#### **Harmonisation**

La Coopération Espagnole en Haïti n'a participé à aucun mécanisme d'harmonisation en matière de création d'emploi ou de développement entrepreneurial. Actuellement, il n'existe aucun espace pour l'harmonisation des bailleurs, autre que celui qui articule l'appui au développement du secteur agricole.

La Banque Interaméricaine de Développement est le bailleur leader en Haïti pour l'appui au secteur privé. L'aide des Etats-Unis et du Canada est aussi une composante importante de l'appui aux secteurs de la production et pour le développement de l'infrastructure économique. Aussi, ce n'est pas une ligne prioritaire du 11° FED, l'Union Européenne poursuivra son appui au secteur de la petite et moyenne entreprise haïtienne dans les aspects tels que la production et la commercialisation, par l'intermédiaire d'instruments de coopération régionale.

**L'Espagne sera un bailleur qui disposera d'un budget mais qui ne va pas exercer de leadership au sein de la communauté internationale**

<sup>63</sup> Ministère du Commerce et de l'Industrie d'Haïti

## **Avantage comparatif de la Coopération Espagnole**

L'Espagne met à la disposition d'Haïti des instruments financiers spécifiques pour travailler en vue de l'accès financier des petites et moyennes entreprises haïtiennes. On compte également sur des alliances stratégiques avec le secteur de la micro finance du pays et avec la Société Interaméricaine d'Investissements.

Pour ce secteur, les partenaires locaux et la communauté internationale estiment que la Coopération Espagnole bénéficie d'un avantage comparatif moyen.

### **Contenu de la Ligne d'Action**

La Coopération Espagnole va concentrer son appui dans les secteurs des petites et moyennes entreprises, afin de contribuer à renforcer le secteur entrepreneurial de base.

#### ***Résultats de Développement attendus par la Coopération espagnole en 2017:***

**R.9 Les petites et moyennes entreprises ont accès au financement.**

### **Approche fondée sur les droits**

Le droit au travail, les droits des travailleurs et les principes du travail dans le cadre du Pacte Global et des principes des Entreprises et des DDHH de l'ONU sont des référents indiscutables au moment d'entreprendre des interventions visant à renforcer le secteur économique en Haïti. On va encourager l'entreprenariat féminin et la création d'emploi décent en faveur des femmes.

### **Des sujets de droits**

Des petites et moyennes entreprises, spécialement celles des femmes.

### **Partenaires stratégiques**

A l'échelle nationale, le Ministère du Commerce et de l'Industrie est l'institution responsable de la réglementation et du soutien au secteur de l'entrepreneuriat. La Coopération Espagnole va s'appuyer sur les institutions financières locales pour canaliser le crédit destiné aux petites et moyennes entreprises haïtiennes.

**Le Fonds PYMES et le Programme espagnol de Micro finances auront toujours une portée nationale**

### **Instruments et acteurs de la Coopération Espagnole**

Les instruments de coopération financière déjà approuvés et mis à disposition par le MINECO et le MAEC sont destinés à canaliser l'aide dans ce secteur. Le secteur public haïtien ne peut pas être objet, pour le moment, d'une coopération remboursable, il n'en est pas de même pour le secteur privé.

## **L.A. Renforcer les structures et les systèmes de gestion du secteur public pour le développement agricole.**

La structure et le fonctionnement actuel de l'administration de l'État haïtien exigent des efforts importants de modernisation pour répondre de manière efficace aux obligations et faire face aux défis socio économiques du pays.

### **Cadre juridique**

- Décret du 17/05/2005 sur l'Organisation de l'Administration Centrale de l'Etat.
- Décret du 17/05/2005 sur le Statut Général de la Fonction Publique.
- Décret du 30/08/1987 sur la réorganisation du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)
- Décret du 1/2/2006 qui définit le cadre général de la décentralisation, les principes de fonctionnement et d'organisation des collectivités territoriales.

### **Harmonisation**

L'Espagne va participer activement dans les Groupes Sectoriels des Bailleurs pour la Gouvernance Locale et de la Réforme des Finances Publiques. Dans le premier cas, l'Agence Française de Développement et la Délégation de l'Union Européenne sont les bailleurs clés et pour le second, c'est la Banque Mondiale.

### **Avantage comparatif de la Coopération Espagnole**

Les institutions partenaires du secteur du développement agricole évaluent spécifiquement le défi stratégique de la Coopération Espagnole en ce qui concerne la déconcentration du Ministère de l'Agriculture dans le département du Sud-est.

Elles évaluent également le défi du travail direct avec les institutions locales, en renforçant leur leadership et leur autonomie dans l'accompagnement institutionnel et technique des agents locaux du secteur agricole, particulièrement dans le Sud-est.

### **Contenu de la Ligne d'Action**

La Coopération Espagnole va centrer ses efforts pour promouvoir une gestion adéquate des politiques publiques de développement agricole et du secteur de la pêche.

On va renforcer l'articulation entre les organisations et les associations de producteurs ruraux et les institutions sectorielles de différents niveaux. On renforcera également les capacités d'appui technique des organismes départementaux du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural et des organismes communaux.

#### ***Résultats de Développement attendus par la Coopération Espagnole en 2017:***

**R.8** Les Directions Départementales de l'Agriculture et les Bureaux Communaux Agricoles augmentent leur capacité pour offrir des services adéquats aux agriculteurs. (Voir Développement rural et agriculture come secteur clé)

## 4.2 Vision pour 2017

Compte tenu de ce qui précède, la vision est que: **en 2017 la Coopération Espagnole ait contribué à ce que l'Administration Publique et la société civile haïtiennes avancent afin de promouvoir et garantir le droit humain à l'eau et à l'assainissement , à l'éducation et à l'alimentation adéquate , de garantir aussi les droits économiques de la population la plus vulnérable dans les départements de l'Ouest et du Sud-est. Une Coopération Espagnole qui travaille de façon coordonnée en potentialisant la valeur ajoutée de ses différents acteurs, qui avance en harmonie et division du travail effectif avec les autres bailleurs et qui utilise les systèmes nationaux pour favoriser l'appropriation des résultats de développement.**

## 4.3 Autres orientations

En ce qui concerne les engagements obtenus dans le Procès Verbal de la I Réunion de la Commission Mixte Hispano-haïtienne de Coopération de 2006 et les priorités d'intervention menées à bien en Haïti au cours de cette période, on va considérer comme priorités de sortie ou encore priorités abordées sur un autre angle, les Lignes d'Action du IV Plan Directeur suivantes:

### L. A. Etat de droit et garantie des droits humains

Domaine dans lequel l'AECID a appuyé le secteur de la justice et celui de la défense, par le biais de la Police Nationale, et qui ont été discontinués car on estime que d'autres bailleurs ont effectué un travail continu et plus stratégique ; ils bénéficient par conséquent d'un plus grand avantage comparatif. C'est le cas de la MINUSTAH, des Etats Unis, de la Délégation de l'Union Européenne ou encore du Canada. Dans le MAP actuel, toutes les Lignes d'Action incorporent de manière transversale et stratégique l'approche fondée sur les droits humains.

### L. A. Durabilité environnementale et milieu ambiant

Cette Ligne d'Action s'est poursuivie jusqu' à aujourd'hui à travers l'alliance avec le Ministère de l'Environnement autour du réseau des zones protégées. On va renforcer ce travail en incorporant comme approche de travail transversal dans toutes les interventions territoriales, les notions de "résilience" et de réduction de risques de désastres.

On propose aussi que les différentes interventions qu'on a encouragé dans le secteur de la culture et du développement et qui vont coïncider en grande partie avec la **L.A. de la Diversité des expressions culturelles** soient focalisées au cours de ce MAP, vers l'appui à la consolidation d'un programme national et d'un réseau d'Ecoles Ateliers qui contribuent à une formation professionnelle qui offre la possibilité d'une insertion de travail pour un travail digne et la mise en valeur et la protection du patrimoine culturel. Ce sujet sera abordé dans la L.A. Droit Humain à une éducation de base de qualité pour tous.

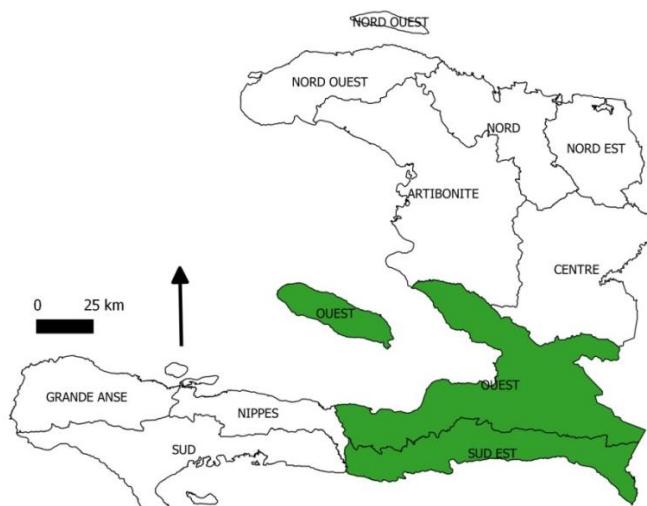
On juge pertinent de renforcer de façon transversale l'inclusion effective de l'approche de Genre dans le Développement dans le Cadre des Résultats de ce MAP, de sorte que la O.E. destinée à **promouvoir les droits des femmes et l'égalité de genre**, qui dans la période précédente avait compté sur des interventions directes en appui aux stratégies menées par le mécanisme d'égalité du Gouvernement haïtien- Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des femmes- ne soit pas priorisée.

Pour finir, la ligne d'action pour **garantir le droit humain à la santé** qu'on a qualifié comme hautement prioritaire dans le Procès Verbal de la Commission Mixte, n'a pas eu un déploiement significatif par l'ensemble des acteurs de la Coopération Espagnole, à l'exception de quelques ONGD spécialisées qui ont géré quelques projets, principalement dans le domaine de l'Action Humanitaire. D'autres bailleurs ont un avantage comparatif plus élevé dans ce secteur, tels les Etats-Unis et le Canada. Face à des situations de catastrophes on pourrait activer les conventions de réponse humanitaire de la Coopération Espagnole.

#### 4.4 Orientations de concentration géographique

La Coopération Espagnole juge nécessaire de miser sur une **concentration géographique** plus intense, en comparaison avec celle qui a été établie dans le Procès Verbal de la I Commission Mixte. Aussi, on ne va pas envisager de nouvelles interventions dans le département du Centre où les activités des acteurs de la Coopération Espagnole ont été très limitées. De ce fait, la priorité géographique pour de nouvelles interventions pendant la durée de ce MAP sera délimitée aux départements du **Sud-est** et de **l'Ouest**, obéissant à une logique de présence et de capacité d'articulation avec les acteurs locaux. Il faut dire qu'il y a une forte concentration d'agences de coopération internationale importantes et d'interventions d'envergures dans le Nord du pays.

**Figure 3 Département prioritaires 2015-2017**



Source: OTC Haïti

#### 4.5 Coopération Multilatérale

La Banque Interaméricaine de Développement sera toujours un allié stratégique pour la gestion des interventions dans le domaine du droit humain à l'eau et à l'assainissement. En plus des fonds du FCAS, la BID a son propre budget assigné à ce secteur.

On va articuler des actions avec l'UNESCO dans le domaine de l'éducation et plus concrètement dans le renforcement du projet des Ecoles Ateliers.

On va consolider l'alliance stratégique avec la BID et le Ministère de l'Agriculture pour élargir l'appui au secteur de la pêche artisanale. Alliance basée sur l'expérience et les bons résultats obtenus dans le travail que l'AECID a réalisé dans le Sud-est avec un important financement de

la BID en plus d'une assistance technique et d'un transfert de modèles provenant des interventions bilatérales de l'AECID et du Ministère.

#### **4.6 Action Humanitaire**

En raison de la grande vulnérabilité de la population haïtienne face à l'impact de toutes sortes de désastres, spécialement les catastrophes naturelles, chacune des Lignes d'Action qui ont été priorisées par la Coopération Espagnole pour contribuer au développement humain d'Haïti, comptera sur des actions visant à accroître la résilience des populations locales et réduire ainsi les risques de désastres (voir chapitres 3.1.1 et 3.1.2).

Face à des urgences potentielles et des catastrophes pour lesquelles les autorités nationales estiment que leurs capacités d'interventions sont limitées et qu'elles font appel à l'aide de la communauté internationale, la Coopération Espagnole activera les mécanismes et les instruments<sup>64</sup> de réponse opportuns et prendra les dispositions pour garantir une aide en fonction des besoins des populations affectées.

On continuera à renforcer la communication et le travail commun aussi bien avec le Centre de Logistique Humanitaire au Panama qu'avec le Bureau de l'Action Humanitaire et l'Unité d'ONGD de l'AECID, pour une meilleure préparation et une capacité de réponse de l'ensemble des acteurs de la Coopération Espagnole.

#### **4.7 Cadre de Partenariat**

Voir annexe I

#### **4.8 Cadre de Résultats de Développement**

Voir annexe 2



<sup>64</sup> Souligner l'existence de 4 Conventions d'Urgence de l'AECID avec des ONGD espagnoles pendant la période 2014-2018

## 5 STRATEGIES DE PARTENARIAT

### 5.1 Ressources

La Coopération Espagnole prévoit de contribuer au développement d'Haïti par le biais de financement et de déploiement de ressources techniques. Le financement des interventions se fera à partir de: **(a)** budgets déjà décaissés et programmés pour exécution pendant ces trois ans; **(b)** budgets engagés non encore décaissés à exécuter pendant la période et **(c)** budgets non engagés qu'il faudra décaissés en 2017.

**Tableau 2 Prévisions budgétaires MAP 2015-2017**

R.D PTI 14-16	Lignes d>Action IV PD	Instruments / Modalité	Fonds	Budget 2015-2017
Satisfaire les besoins sociaux de base de la population	Le droit humain d'accès à l'eau potable et à l'assainissement	Subvention d'État / AECID Bilatérale	Décaissés	51.587.263 €
		Subvention d'État / AECID Multilatérale	Décaissés	10.437.240 €
		ONG	Engagés	2.500.000 €
			Nouveaux	450.000 €
	Le droit humain à une éducation de base	Subvention d'État / AECID Bilatérale	Décaissés	610.000 €
		Nouveaux	1.380.000 €	
		ONG	Engagés	3.334.963 €
			Nouveaux	900.000 €
Moderniser et augmenter les capacités de production, de transformation et de distribution des produits agricoles et manufacturés	Développement rural et territorial, et Développement de l'agriculture	Subvention d'État / AECID Bilatérale	Décaissés	450.000 €
		Subvention d'État / AECID Bilatérale	Nouveaux	1.645.000 €
		ONG	Nouveaux	900.000 €
	Nous assisterons le secteur entrepreneurial local	FONPRODE Fonds PME remboursable	Décaissés	50.000.000 €
		FONPRODE Microfinance remboursable	Décaissés	2.248.827 €
Efficacité de l'aide	Subvention d'État / AECID Bilatérale		Nouveaux	758.000 €
	Bourses /PIFTE		Nouveaux	15.000 €
Coopération Officielle Décentralisée		Subventions aux ONGs ou Subventions directes	Nouveaux	1.800.000 €
<b>TOTAL</b>				<b>129.016.293 €</b>

Source: OTC base AECID et DGCID

## 5.2 Engagements en matière d'efficacité de l'aide

Haïti fait partie, depuis sa création en 2005, de l'initiative de l'OCDE pour promouvoir les lignes directrices spécifiques en matière d'efficacité de l'aide destinée aux Etats fragiles ou en situation de fragilité. En 2007 les *Principes pour un engagement international dans les Etats fragiles ou en situation de fragilité*, ont été convenus. Ils offrent un guide pour aider à améliorer l'impact positif de l'aide de la communauté internationale en matière de développement dans ces pays et pour minimiser les dommages involontaires.

En juin 2014 le CAED, dans son *Programme conjoint d'Efficacité de l'Aide (PCEA)* a présenté une Feuille de Route avec les objectifs communs du pays et de la communauté internationale en matière d'efficacité. Pour 2016 Haïti et la communauté internationale s'engagent à progresser au niveau de l'alignement, la transparence, la prévisibilité et le suivi des résultats, le renforcement des systèmes nationaux et l'harmonisation à travers un certain nombre de résultats.

**Tableau 3 Engagement pour l'efficacité de l'aide MAP**

Résultats Feuille de Route CAED 2016	Principe (engagement Etats fragiles) <sup>65</sup>	Engagements MAP
Assurer l'alignement de l'aide des donateurs aux politiques de développement et les priorités d'intervention du gouvernement	<b>S'aligner sur les priorités locales de façon différentes dans des contextes différents</b>	<p>Le MAP 2015-2017 s'aligne sur le PSDH 2030 et le PTI 2014-2016 et contribuera à (2) Objectifs stratégiques dans les 5 priorités établies par le Gouvernement actuel: (1) Les besoins sociaux de base de la population sont satisfaits et (2) La production, la transformation et la distribution des produits agricoles et manufacturés augmentent et se modernisent.</p> <p>Les Résultats de Développement de la Coopération Espagnole en Haïti (9) s'alignent en plus avec le PSDH et PTI, avec: (a) Le Plan Opérationnel 2010-2015. Vers la refondation du système éducatif haïtien; (b) Plan Stratégique sectoriel de l'Eau Potable et d'assainissement 2015-2025; (c) Politique de Développement Agricole 2010-2025 et (d) Programme cadre de réforme de l'Etat. Réforme administrative et décentralisation 2012-2017.</p>
Analyser les causes structurelles et économiques de la vulnérabilité/ fragilité pour le développement durable d'Haïti et en tenir compte dans la cohérence de l'aide des bailleurs	Prendre le contexte comme point de départ	<p>Les décisions de ce MAP se basent, surtout sur une analyse du contexte actuel de développement humain à partir des causes structurelles (politiques, institutionnelles, économiques, sociales et environnementales)</p> <p>Pendant la durée du MAP l'Espagne va participer de façon active dans l'analyse du contexte qui va être mis en place comme point de départ pour l'établissement d'une Programmation Conjointe entre la DUE et les EEMM présents en Haïti.</p>

<sup>65</sup> "Principes pour l'engagement international dans les Etats fragiles et en situation de fragilité". Octobre 2007 OCDE

S'assurer que le système d'information de l'Aide Externe (MGAE) fonctionne selon des données valides	Mettre l'accent sur la construction de l'Etat comme objectif principal	L'Espagne a encouragé directement la conception et la mise en marche du Module de Gestion de l'Aide Externe (MGAE) à travers son soutien au MPCE. On continuera à appuyer l'appropriation des outils aussi bien par le MPCE que par les agences internationales responsables d'alimenter le système avec des informations pertinentes  De façon sectorielle on va appuyer les capacités institutionnelles pour la gestion de l'information au moment de la prise de décisions et la reddition de comptes (eau et assainissement et éducation).
Les Unités d'Etude et de Programmation (UEP) des Ministères accomplissent leur mission	S'aligner sur les priorités locales de façon différente dans des contextes différents	A travers l'appui de l'AECID au MPCE on envisage une ligne de renfort spécifique pour améliorer les capacités de quelques Unités d'Etude et de Programmation en termes d'analyse, de diagnostic, pour la planification et le suivi sectoriel.
Les Tables sectorielles ou Thématisques contribuent à améliorer l'efficacité de la coopération pour le développement dans sa sphère d'action	S'aligner sur les priorités locales de façon différente dans des contextes différents	A travers l'appui de l'AECID au MPCE on va dynamiser les Tables sectorielles et Thématisques que le Gouvernement national estime prioritaires.  D'un autre côté, l'AECID et les autres acteurs de la Coopération Espagnole vont participer de façon active dans les Tables sectorielles de l'Eau et de l'Assainissement, de l'Agriculture et de l'Education
La Direction de Coopération Externe du MPC accomplit sa mission	Mettre l'accent sur la construction de l'Etat comme objectif principal	L'AECID va appuyer la DCE dans l'amélioration de ses systèmes d'information et de capacité technique par le biais du CAED.
La Commission de la réforme des Finances Publiques et de la gouvernance économique remplit son mandat	Mettre l'accent sur la construction de l'Etat comme objectif principal	La Coopération Espagnole ne prévoit pas de donner une aide spécifique à la réforme des Finances Publiques. Sujet pour lequel la BID, la BM et la DUE exercent le leadership et comptent sur des capacités techniques en Haïti.

Source: OTC

Par ailleurs, dans la ligne qui comporte les 10 principes pour l'engagement international dans les Etats fragiles, l'Espagne s'engage à:

Mettre l'accent sur la construction de l'Etat comme principal objectif, en renforçant ses capacités et sa légitimité, spécialement en ce qui a trait à la déconcentration et progressivement au niveau de la décentralisation. Il s'agira, en outre, de renforcer les relations entre l'Etat et la société civile, principalement dans les zones départementales et locales où les interventions vont se faire. Au niveau national également par le biais de la Feuille de Route de la DUE et des EEMM, pour le renforcement de la société civile.

Promouvoir le non discrimination, en tant que base pour les sociétés stables et inclusives à travers l'incorporation d'orientations de concentration du MAP actuel, d'une approche fondée sur les droits humains, le genre dans le développement et la reconnaissance de la diversité culturelle.

Se mettre d'accord sur des mécanismes pratiques de coordination entre les acteurs de la coopération internationale, qui vont se concrétiser dans une programmation future par la promotion conjointe entre la DUE et le EEMM, ainsi que d'autres accords de coopération

déléguée ou d'autres mécanismes conjoints de financement sectoriel dans les secteurs où la Coopération Espagnole va participer.

Agir vite mais tenir ses engagements de façon à réussir à renforcer des mécanismes d'aide aux institutions publiques qui se caractérisent et s'évaluent par leur flexibilité et accompagnement à long terme dans des secteurs stratégiques pour le développement humain en Haïti. Tel sera le cas des capacités institutionnelles en matière d'éducation ou de développement des produits agricoles.

### **5.3 Cohérence des Politiques pour le Développement**

La cohérence des politiques pour le Développement (CPD) s'érige en principe fondamental des politiques de développement. Selon le IV Plan Directeur de la Coopération Espagnole, qui la considère comme un des quatre défis stratégiques pour l'efficacité et la qualité, la CDP doit être définie comme la capacité à générer des synergies positives en termes d'efficacité et d'impact sur les objectifs des politiques au delà de la politique d'aide au développement , que déploie l'Espagne et qui concerne les pays en développement

Ce même Plan Directeur se propose d'avancer par le biais de: (a) augmenter la compréhension du principe CPD au sein de l'administration et des acteurs impliqués; (b) Améliorer l'analyse de la CPD et (c) Améliorer la coordination entre les acteurs pour une approche correcte.

Dans le cadre des politiques économiques il faut souligner qu'Haïti, membre du groupe de la CARICOM, a souscrit et ratifié l'Accord de Cotonou (2000) qui régle jusqu'en 2020 les relations commerciales entre le bloc de l'Union Européenne et le Groupe des Etats d'Afrique de la Caraïbe et du Pacifique (ACP). Plus tard, en 2009 Haïti a adhéré à l'Accord d'Association Economique (AAE) dont l'objectif est de renforcer les liens économiques entre les deux régions et de promouvoir l'intégration régionale entre l'Europe et la région du CARIFORUM et qui avait été signé le 15 octobre 2008. Cette adhésion n'a pas encore été ratifiée par le Sénat haïtien, par conséquent, cet Accord n'est pas encore en vigueur.

L'investissement étranger direct des entreprises espagnoles est limité, car Haïti ne fait pas partie des 20 pays latino-américains qui reçoivent une bonne partie de cet investissement.<sup>66</sup> La présence en Haïti d'entreprises espagnoles est mince et ces entreprises ne sont pas organisées sous l'égide d'une Chambre de Commerce binationale.

Pendant la durée de ce MAP, le GEC se propose d'améliorer la compréhension des principes du CPD entre les acteurs de la Coopération Espagnole qui sont sur le terrain et améliorer aussi les relations avec le secteur entrepreneurial espagnol qui va certainement accroître sa présence dans le pays.



<sup>66</sup> "Rapport Trimestriel de l'IED espagnole en Amérique Latine". Numéro 5. Janvier 2015. CESLA

## 5.4 Système de suivi et d'évaluation

Ce document devient le point d'achèvement de la première phase du cycle du Cadre de Partenariat Pays avec Haïti mais il est aussi le point de départ pour la seconde phase, qui correspond à son implémentation, son suivi et son évaluation. Il est donc fondamental de compter dès à présent sur des engagements et des orientations précises et sur la façon d'aborder le suivi et l'évaluation.

### 5.4.1 Un suivi du stratégique, sur la base opérationnelle

Ce cycle de planification a une durée de deux ans et demie, vu qu'il prendra fin en 2017. Il s'agit d'un cycle court, aussi, les premières programmations qui articulent le niveau opérationnel, tout du moins celles de l'AECID, couvriront la quasi-totalité du cycle stratégique.

Le suivi du MAP sera un exercice permanent de collecte et d'analyse d'informations, mais il s'agira également de mener à bien une série d'activités pertinentes à des moments spécifiques du cycle. On va réaliser deux exercices de suivi annuels : le premier à la mi 2016 et le deuxième à la mi 2017. Ces deux exercices seront pris en compte dans le rapport annuel de suivi<sup>67</sup>.

- On informera sur les progrès dans les Résultats de Développement attendus par la Coopération Espagnole en Haïti (9) en mesurant les indicateurs (36) qui peuvent fournir des informations. S'agissant des Résultats de Développement, on va faire l'évaluation des éléments critiques et procéder aux ajustements nécessaires.
- On va évaluer les engagements (6) obtenus par la Coopération Espagnole en matière d'efficacité de l'aide et les progrès dans l'établissement d'une Programmation Conjointe de la Coopération Européenne en Haïti.
- On va évaluer le déploiement des interventions et des instruments ainsi que le travail des acteurs de la Coopération Espagnole en Haïti, en incluant la structure de gestion de la Coopération Espagnole représentée dans le GEC, l'OTC et les acteurs espagnols présents dans le pays.

Cet exercice annuel sera dirigé par l'OTC. Le GEC sera l'espace où le contenu de cet exercice sera présenté, analysé et débattu. Participeront à cet exercice : les acteurs de la Coopération Espagnole présents en Haïti à qui l'OTC s'adressera pour connaître leur opinion et pour obtenir des informations pertinentes.

Par la suite, on va mettre sur pied une commission mixte avec le Gouvernement National d'Haïti afin d'évaluer conjointement les résultats de l'exercice de suivi. La partie espagnole sera composée des représentants du GEC et la partie haïtienne sera représentée par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MADRN), la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) et le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF).

Les progrès dans les résultats de développement, et les engagements sur l'efficacité et la gestion de la CE seront nourris, entre autre, des résultats du suivi des produits et des résultats de gestion

---

<sup>67</sup> Selon la proposition des contenus du "Manuel pour l'établissement, le suivi et l'évaluation des Cadres de Partenariat Pays" du MAEC

établis dans la programmation opérationnelle de l'AECID en Haïti. Cette programmation opérationnelle sera formulée après la signature du MAP actuel.

En ce qui concerne le suivi des progrès sur la qualité et l'efficacité de l'aide, il faut mentionner que la Coopération Espagnole en Haïti va participer activement dans les exercices du *Rapport de Progrès dans le cadre de l'Alliance Globale* et dans les *Principes pour l'engagement international dans les Etats fragiles* de l'OECD, réalisés dans le pays durant cette période.

#### 5.4.2 Evaluation finale. Réalisations, contributions, gestion et contexte

Compte tenu de la durée de ce cycle de planification, de moins de trois ans, le MAP de la Coopération Espagnole en Haïti comptera sur une seule évaluation finale externe qui va clôturer le cycle actuel de planification.

Cet exercice disposera des instruments qui proviennent, tout au moins, des deux rapports annuels de suivi qui auront été réalisés pendant le cycle du MAP, ainsi que des rapports de suivi de la programmation opérationnelle de l'AECID. Il convient de souligner que tout au long de l'année 2016 on va compléter l'exercice d'évaluation débuté en 2014 qui, à partir de l'analyse et l'évaluation de plusieurs interventions stratégiques de l'AECID au cours de la période précédente vise à tirer des enseignements sur le lien et la convergence entre les interventions humanitaires et celles de développement dans un même contexte et sur le travail de la Coopération Espagnole dans les Etats fragiles ou en situation de fragilité. Pour certaines interventions, on espère également, tirer des conclusions des leçons apprises et des recommandations des évaluations suivantes :

- **2015:** Fin des accords avec les ONGD 2010-2014; Fin du projet d'ONGD convocations 2012 et 2013; programme bilatéral intermédiaire HTI-003-B du FCAS; Evaluation de la performance des OREPAS et URD HTI-003-B du FCAS; Fin Ecole Atelier de Jacmel; Fin UCAONG-MPCE.
- **2016:** Fin PREMOSE; Fin CAED-MPCE; fin des projets ONGD convocation 2013.
- **2017:** Fin des projets ONGD convocation 2015; Accord Intermédiaire ONGD 2014-2018; Fin du programme bilatéral HTI-003-B du FCAS; Fin ou interventions intermédiaires bilatérales pêche et agriculture.

Cette évaluation finale va centrer son attention sur: **(a)** l'obtention des 9 résultats de développement de la Coopération Espagnole en Haïti et sur le progrès dans le développement humain d'Haïti; **(b)** le MAP, comme document stratégique et sa gestion externe et interne et **(c)** l'incorporation effective des approches transversales des droits humains, de genre dans le développement, de diversité culturelle, de résilience, de réduction de risques de désastres et de durabilité environnementale.

L'exercice d'évaluation finale comptera sur le schéma de gouvernance suivant: **(a)** Comité de Gestion, composé de l'AECID en Haïti et du MPCE; **(b)** Comité de Suivi en Haïti composé du GEC, du MPCE et d'un représentant de chacun des ministères sectoriels prioritaires et **(c)** Groupe de Référence à Madrid.

## 5.5 Reddition mutuelle de comptes et transparence

Le *Cadre de Coordination de l'Aide Externe au Développement d'Haïti* (CAED), sous l'égide du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) met à disposition le *Mécanisme Conjoint d'Efficacité de l'Aide* qui inclue le *Comité d'Efficacité de l'Aide* comme espace de dialogue stratégique entre les différents acteurs du pays et la communauté internationale.

Le Comité International s'appuie principalement sur la reddition de comptes des bailleurs internationaux et sur leurs engagements envers Haïti. Jusqu'à aujourd'hui, une seule réunion a été organisée à ce niveau (mai 2013 à Port-au-Prince). Le Comité national<sup>68</sup>, qui centre son propos sur l'harmonisation et la coordination des interventions de coopération externe, a parmi ses attributions, le suivi de l'exécution et la reddition de comptes des Programmes d'Investissements Publics (PIP) et de l'aide internationale pour son implémentation. La dernière réunion s'est tenue à Port-au-Prince en mars 2014.

C'est dans le cadre de ce mécanisme que la Coopération Espagnole va effectuer la reddition de comptes mutuelle avec l'Etat et la communauté internationale. Le Module de Gestion de l'Aide Externe est un instrument pratique pour la transparence de l'aide de la Communauté internationale au développement humain d'Haïti.

Au niveau bilatéral, avec le Gouvernement National, la reddition de comptes se canalisera par l'intermédiaire d'exercices spécifiques déjà proposés dans le système de suivi et d'évaluation du MAP (rapports de suivi et d'évaluation externe finale).

Par ailleurs, l'AECID en Haïti va promouvoir la transparence grâce à la création d'un portail sur son site internet [www.aecid.ht](http://www.aecid.ht) où les citoyens pourront consulter les engagements de la Coopération Espagnole en ce qui a trait au développement humain, à la lutte contre la pauvreté en Haïti (MAP) ainsi que la documentation et les produits de communication en rapport avec l'exécution, le suivi et l'évaluation des actions qui constituent le programme des activités.



<sup>68</sup> (Gouvernement, société civile nationale, pouvoir législatif, collectivités territoriales, partenaires gouvernementaux et multilatérales internationales et société civile internationale)

## GLOSSAIRE

AAE	Accord de Partenariat Economique
ACP	Groupe d'Etats d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique
AECID	Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
AFD	Agence Française pour le Développement
AOD	Aide Officielle au Développement
BAC	Bureaux Communaux Agricoles
BDE	Bureaux de Districts Scolaires
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BM	Banque Mondiale
CAD	Comité d'Aide au Développement
CAED	Cadre de Coordination de l'Aide Externe pour le Développement
CAEPAS	Comités d'Approvisionnement en Eau Potable et en Assainissement
CARICOM	Communauté de la Caraïbe
CARIFORUM	<i>Forum of the Caribbean Group of African, Caribbean and Pacific (ACP) States</i>
CAT	Convention contre la Torture et Autres Traitements et Peines Cruelles, Inhumaines et Degradiantes
CE	Coopération Espagnole
CEDAW	Convention sur l'Elimination de toutes Formes de Discrimination contre la Femme
CNSA	Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
CPD	Cohérence de Politiques pour le Développement
CPE	Comités de Points d'Eau
CTE	Centres Techniques d'Exploitation
DCE	Direction de la Coopération Externe
DDA	Direction Départementale de l'Agriculture
DINEPA	Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EEMM	Etats membres
EMMUS	<i>Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services</i>
FAD	Fonds d'Aide au Développement
FCAS	Fonds de Coopération pour l'Eau et l'Assainissement
FMI	Fonds Monétaire International
FRH	Fonds pour la Reconstruction d'Haïti
GEC	Groupe Stable de Coordination
GPE	<i>Global Partnership for Education</i>
GSE	Groupe Sectoriel d'Education
HIPC	Initiative pour les Pays Pauvres très Endettés
IDH	Indice de Développement Humain
IDH	Indice d'Inégalité de Genre
IICA	Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture
INFP	Institut National pour la Formation Professionnelle
ISPAN	Institut de Sauvegarde du Patrimoine National
MAEC	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MCFDF	Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes
MENFP	Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle
MGAE	Module de Gestion de l'Aide Externe
MINECO	Ministère de l'Economie et du Commerce
MINUSTAH	Mission de Stabilisation des Nations Unies en Haïti
MPCE	Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
ODM	Objectif de Développement du Millénaire
ONGD	Organisation Non Gouvernementales du Développement
ONU	Organisation des Nations Unies
OREPAS	Bureaux Régionaux de l'Eau et de l'Assainissement

PARDH	Plan d'Action pour la Récupération et le Développement d'Haïti
PCEA	Programme Conjoint d'Efficacité de l'Aide
PD	Plan Directeur
PDC	Plans de Développement Communal
PEFA	<i>Public Expenditure and Financial Accountability</i>
PFH	Politique Nationale d'Egalité entre les Femmes et les Hommes
PIB	Produit Intérieur Brut
PIFTE	Programme Iberoaméricain de Formation Technique Spécialisée
PIP	Plan d'Investissement Public
PIPE	Programme d'Interventions Prioritaires en Education
PMA	Pays Moins Avancé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSDH	Plan Stratégique de Développement d'Haïti
PTI	Plan Triennal d'Investissements
PYME	Petite et Moyenne Entreprise
SEA	Secrétariat d'Etat à l'Alphabétisation
SIDA	Syndrome Immunodéficitaire Acquis
TEPAC	Techniciens en Eau Potable et Assainissement au niveau Communal
TTG	Table Thématische de Genre
UCAONG	Unité de Coordination des Activités des ONGD
UE	Union Européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
URD	Unités Rurales Départementales
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

## Annexe I Cadre de Partenariat

CORRÉLATION SECTORIELLE		A. TERRITORIAL	ACTEURS DE LA CE		PARTENAIRE DANS LE PAYS
O.E. Plan Directeur	Ligne d'Action PD	Zone géografique	Leader	Participant	Institutions partenaires
Promouvoir des systèmes de cohésion sociale, en insistant sur les services sociaux de base	Droit humain à l'eau potable et l'assainissement	Domaine National	AECID	ONG; Universités, Groupes et Centres d'investigation; Entreprises; Coopération Officielle Décentralisée	Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) ; Bureaux régionaux de l'Eau et de l'Assainissement (OREPAS) ; Des Unités Rurales des Départements (URD) ; Centres Techniques d'exploitation (CTE) ; Les Techniciens de l'Eau et de l'Assainissement Communal à l'échelle nationale (TEPAC) ; Institutions dans le secteur de la santé ; Institutions du secteur de la santé; Institutions du secteur de l'environnement; Comités d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (CAEPAS); Comités de Points d'Eau (CPE); Comités de Kiosques; Associations de femmes; Organisations privées et de la société civile.
	Droit humain à une éducation de base de qualité pour tous et pour toutes			Coopération Officielle Décentralisée; Universités; Secteur privé	Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP); Institut National de la Formation Professionnelle (INFP); Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN); Secrétaire d'Etat à l'Alphabétisation (SEA); Directions Départementales de l'Education; Bureaux des Districts Scolaires (BDE); Collectivités Territoriales; ONG et associations privées qui font la promotion du Droit à l'éducation; Syndicats des enseignants; Associations des pères et mères; Organisations communautaires de base.
Promouvoir des opportunités économiques pour les plus pauvres	Développement rural et territorial. L'agriculture comme secteur clé	Départements du Sud-est et de l'Ouest	AECID et ONG	Coopération Officielle Décentralisée; Universités; Centres d'investigation et technologiques	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR); Direction de Pêche et d'Aquaculture; Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire; Directions Départementales de l'Agriculture (DDA); Bureaux Communaux Agricoles (BAC); ONG locales qui travaillent dans le développement du secteur agricole; Organisations et Associations de pêcheurs et producteurs agricoles, pêcheurs et aquaculteurs; Petites et moyennes entreprises agroalimentaires.
	Secteur économique et entrepreneurial local		Ministère de l'Economie et de la Compétitivité	Ministère des Affaires Etrangères et de Coopération	Ministère du Commerce et de l'Industrie; Institutions Financières; Institutions de Microfinances

## Annexe 2 Cadre des Résultats de Développement

CADRE DES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION ESPAGNOLE EN HAÏTI 2015-2017						
IMPACT DANS LE PAYS						
Objectifs Généraux (Impacts) PSDH. Vision 2030	Résultats de Développement auxquels contribue la Coopération Espagnole (Objectif Stratégique PTI 2014-2016)	Indicateurs	Buts	Sources de vérification	Lignes de Base	Risques
• Une société où l'ensemble des nécessités de base ou besoins essentiels de la population sont satisfaits à la fois qualitativement et quantitativement.	R.D.1.Les besoins essentiels ou nécessités de base de la population sont satisfaits.	<p>I.R.D. 1.1a. Proportion de la population urbaine qui utilise des sources d'eau améliorées</p> <p>I.R.D. 1.1b. Proportion de la population rurale qui utilise des sources d'eau améliorées</p> <p>I.R.D. 1.2a. Proportion de la population urbaine qui utilise des installations d'assainissement</p> <p>I.R.D. 1.2b. Proportion de la population rurale qui utilise des installations d'assainissement</p> <p>I.R.D. 1.3. Diminution du nombre des enfants de moins de 5 ans affectés par la diarrhée.</p> <p>I.R.D. 1.3. Pas de but prédéterminé.</p>	<p>I.R.D. 1.1a. 83% en 2017</p> <p>I.R.D. 1.1b. 52% en 2017</p> <p>I.R.D. 1.2a. 38% en 2017</p> <p>I.R.D. 1.2b. 29% en 2017</p> <p>(Point d'augmentation de la couverture prévu comme objectif pour la période 2015-2017. Source: VISION 2030. Il s'agit d'une transformation durable des systèmes d'Eau Potable et de l'Assainissement en Haïti. DINEPA)</p> <p>I.R.D. 1.3. Pas de but prédéterminé.</p>	<p>I.R.D. 1.1a. 75% en 2012</p> <p>I.R.D. 1.1b. 47% en 2012</p> <p>I.R.D. 1.2a. 31% en 2012</p> <p>I.R.D. 1.2b. 16% en 2012</p> <p>I.R.D. 1.3. 20,8% y 2,0% en 2012</p> <p>*Toute diarrhée: "diarrhée contenant des sels". EMMUS V.</p>		<p>Augmentation de l'appui institutionnel fourni à la DINEPA par le Gouvernement National</p>
•Une société apprenante dans laquelle l'accès universel à l'éducation de base, la maîtrise des qualifications dérivant d'un système de formation professionnelle pertinente façonnent le nouveau type de citoyen dont le pays a besoin pour sa refondation.	R.D.1.Les besoins essentiels ou nécessités de base de la population sont satisfaits.	<p>I.R.D. 1.4. Taux net de scolarisation en éducation primaire</p> <p>I.R.D. 1.5. Ratio hommes/femmes ( primaire et secondaire)</p> <p>I.R.D. 1.6. % d'élèves qui ont entamé la première année du cycle primaire et arrivent à le boucler à la 6ème A.F.</p> <p>I.R.D. 1.7. Nombre moyen d'années d'études scolarisées</p> <p>I.R.D. 1.8. Nombre d'élèves qui sont au cycle fondamental (Education primaire)</p> <p>I.R.D. 1.9. % de places ou matricules mises à disposition par le secteur public</p> <p>I.R.D. 1.10. % population alphabétisée entre 15-24 ans</p> <p>I.R.D. 1.11. Nombre de Professeurs qui sont certifiés et munis d'un permis d'enseigner permanent</p>	<p>I.R.D. 1.4. 100% en 2017</p> <p>I.R.D. 1.5. Primaire 1 en 2015; Secondaire 1 en 2017</p> <p>I.R.D. 1.6. 100% 2015</p> <p>I.R.D. 1.7. Pas de but prédéterminé</p> <p>I.R.D. 1.8. 42.738 élèves en FP en 2017</p> <p>I.R.D. 1.9. 28% en 2016</p> <p>I.R.D. 1.10. 100% entre 15-24 ans</p> <p>I.R.D. 1.11. 100% 2017</p>	<p>I.R.D. 1.4. MENFP- DPCE</p> <p>I.R.D. 1.5. MENFP - DPCE</p> <p>I.R.D. 1.6. EVCH-EMMUS</p> <p>I.R.D. 1.7. EMMUSV</p> <p>I.R.D. 1.8. MENFP- PIPE-DCPE</p> <p>I.R.D. 1.9. PNUD - MDG Report - Haïti à New Look. (MENFP-PIPE-DCPE)</p> <p>I.R.D. 1.10. Recensement scolaire 2013-2014 MENFP- DPCE y PIPE</p> <p>I.R.D. 1.11. MENFP</p>	<p>I.R.D. 1.4. 83% en 2014</p> <p>I.R.D. 1.5. Primaria 0,93 2012; Secundaria 1,08 2012</p> <p>I.R.D. 1.6. 66,2% 2012</p> <p>I.R.D. 1.7. Mujeres 5,5 años; Hombres 5,6 años (2012)</p> <p>I.R.D. 1.8. 25.483 en 2011</p> <p>I.R.D. 1.9. 12% (2010-2011)</p> <p>I.R.D. 1.10. 88% entre 15-24 años</p> <p>I.R.D. 1.11. 0% 2014</p>	<p>Le MENFP et ses institutions décentralisées n'ont pas une structure solide et fiable qui peut perdurer dans le temps.</p> <p>Le personnel technique et administratif du MENFP, de la DDESE et des BDS est un peu démotivé quant à la satisfaction des responsabilités qui le compétent.</p> <p>Les instances publiques et leur structure déconcentrée n'assurent pas une gestion optimale des ressources de manière transparente et font preuve d'inéfficacité par rapport aux objectifs fixés.</p>
• Una société dotée d'une économie moderne, diversifiée, forte, dynamique , compétitive, ouverte, inclusive, et à large base territoriale.	R.D.2. Moderniser et augmenter les capacités de production, transformation et distribution des produits agricoles et manufacturés.	<p>I.R.D. 2.1. % d'enfants ruraux de moins de 5 ans en-dessous du poids normal (poids très faible ou modéré)</p> <p>I.R.D. 2.2. Diminution de l'extrême pauvreté rurale</p> <p>I.R.D. 2.3. Augmentation de la production dans le secteur aquacole</p> <p>I.R.D. 2.4. Croissance du PIB dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage</p>	<p>I.R.D. 2.1.Pas de but prédéterminé</p> <p>I.R.D. 2.2. Pas de but prédéterminé</p> <p>I.R.D. 2.3. 27.000 tn/an en 2016 pêche maritime 20.000; continentale 3.000; aquaculture 4.000 (2016)</p> <p>I.R.D. 2.4. Pas de but prédéterminé</p>	<p>I.R.D. 2.1. PNUD - MDG Rapport 2013 (EMMUS V: Proportion en dessous de -2 ET -Y compris les enfants qui ne étaient en-dessous de -2 ET qui n'ont pas atteint les médians des Normes OMS de la croissance de l'enfant.)</p> <p>I.R.D. 2.2. PNUD - MDG Rapport 2013 (ECVMAS)</p> <p>I.R.D. 2.3. MARNDR Plan d'actions pour accroître la croissance du secteur agricole</p> <p>I.R.D. 2.4. Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Direction des Statistiques Economiques (DSE). Banque de la République d'Haïti</p>	<p>I.R.D. 2.1. 12,9% 2012</p> <p>I.R.D. 2.2. 35,6% de 2012</p> <p>I.R.D. 2.3. 16.000 travaillo en 2010 maritime 15.000 continentale 600 aquaculture 400</p> <p>I.R.D. 2.4. 3.311 Millions de Gourdes HTG en 2013-2014</p>	<p>Catastrophes naturelles ayant des impacts considérables sur les systèmes agraires</p> <p>Financement national d'envergure et financement externe alloué aux institutions du secteur</p> <p>Prix des aliments et produits de la production locale</p>

CADRE DES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION ESPAGNOLE EN HAÏTI 2015-2017			
CORRÉLATION AVEC LE P.D.			
Orientation Stratégique du P.D.	Lignes d'Action	Résultats de Développement escomptés par la Coopération Espagnole	Indicateurs
Pourvoir à des systèmes de cohésion sociale, en accentuant sur les services sociaux de base.	Le droit humain à l'eau et à l'assainissement. Renforcement des structures et des systèmes de gestion du secteur public.	R.1. La population rurale, urbaine et péri-urbaine augmente son accès aux sources d'eau améliorées	I.R. 1.1a. Augmentation de la population urbaine et périurbaine ayant accès aux sources d'eau améliorée en 2017. I.R. 1.1b. Augmentation de la population urbaine et périurbaine ayant accès à l'eau par tuyauterie en 2017 I.R. 1.2. Augmentation de la population rurale ayant accès aux sources d'eau améliorée en 2017 I.R. 1.3. Augmentation de la continuité du service des systèmes d'eau en milieu urbain et périurbain en 2017 (lises/semara) I.R. 1.4. Augmentation du SAEP intégré reportant à SISKLOR en 2017
		R. 2. La population urbaine, périurbaine et rurale fait usage de solutions d'assainissement améliorées et acquiert des pratiques d'hygiène adéquates.	I.R. 2.1. Augmentation de la population urbaine et périurbaine qui utilise et dispose d'infrastructures ou installations d'assainissement amélioré en 2017 I.R. 2.2a. Augmentation de la population rurale qui utilise et dispose d'infrastructures ou installations d'assainissement amélioré. I.R. 2.2b. Réduction de la population rurale qui fait ses besoins en plein air en 2017. I.R. 2.3. Augmentation du nombre de ménages en milieu urbain et périurbain qui bénéficié du traitement adéquat de l'odeur en 2017. *** Puerto Principe (Tianyen), Cabaret, Hinche, Jeremie, St Marc
		R. 3. Les institutions nationales et territoriales compétentes du secteur de l'eau et de l'assainissement améliorent leur performance professionnelle dans la prestation du service et la gestion intégrale des ressources en eau.	I.R. 2.4. Augmentation des centres éducatifs ayant un plan de gestion des blocs sanitaires en 2017 I.R. 2.5. Augmentation de la population qui se lave les mains avec de l'eau et du savon en 2017 <b>Budget annuel de la DINEPA</b> I.R. 3.1. Augmentation du taux de l'exécution budgétaire annuelle de la part de la DINEPA . I.R. 3.2. Augmentation de la proportion des ressources du trésor national dans le budget annuel de la DINEPA I.R. 3.3.Croissance des villes de plus de 10 mille habitants ayant un modèle d'auto gestion durable (petit équilibre économique) I.R. 3.4. Augmentation des fonds propres assistés par les CTEs <sup>10 CTEs : Kenscoff, Cap-Haïtien, Fort Liberté, Gonav, Hinche, Petite Rivière Deshaies, Aquin, Jeremie, Marigot. (Total recettes exercice: fuente IURD/POG FCAS fuente DINEPA)</sup> I.R. 3.5. Augmentation du nombre de CAEPAS qui reçoivent de l'assistance technique de l'URD/POG FCAS
	Consolider les acquis diplomatiques et l'état de droit	R. 4. La population des départements de l'Ouest et du Sud-est augmente leur niveau d'éducation et dispose de centres scolaires publics suffisants qui sont capables d'offrir une éducation de qualité et égalitaire.	I.R. 4. 1. Augmentation du taux de scolarisation net en éducation primaire I.R. 4. 2. Diminution du taux des personnes qui n'ont pas bouclé le cycle primaire (15 à 49 ans) I.R. 4. 3. Augmentation du taux de permanence des femmes et adolescentes dans le système éducatif (taux moyen annuel de scolarisation bouclée) I.R. 4. 4. Augmentation du nombre de centres d'éducation publics qui offrent un programme de formation professionnelle régulé par le MENFP et l'INFP I.R. 4. 5. Nombre de centres éducatifs ayant des infrastructures éducatives améliorées (incluant équipement technologique et matériel didactique) I.R. 4. 6. Augmentation du nombre de professeurs et du personnel administrant la primaire qui bénéficient du programme national de formation continue. I.R. 4.7.Augmentation du taux des personnes alphabétisées entre 15 et 49 ans dans les départements du Sud-est et de l'Ouest.
		R. 5. Le MENFP et sa structure déconcentrée, aussi bien que les collectivités territoriales exercent efficacement leurs fonctions de prestation et de la gestion des services de base en éducation, dans les départements de l'Ouest et du Sud-est.	I.R. 5. 1. Augmentation du budget annuel assigné à la Direction Départementale de l'Ouest et du Sud-est I.R. 5. 2. Augmentation du personnel fonctionnaire public (qui est payé par l'Etat) et du personnel technique travaillant comme contractant (temporaire, car cette laboue dépend du budget annuel de la DDE) dans les Directions Départementales. I.R. 5. 3. Augmentation de la proportion des femmes cadres du personnel administratif des centres éducatifs du Sud-est et de l'Ouest.
	Promouvoir des opportunités économiques pour les plus pauvres.	R.6. Les pêcheurs et aquaculteurs des départements du Sud-est et de l'Ouest augmentent leurs revenus qui proviennent de la pêche artisanale et de l'aquaculture.	I.R. 6.1. Augmentation des revenus moyens mensuels générés par les Centres Communaux de Pêche et les Comités de Gestion des Lacs. I.R. 6.2. Bon nombre d'associations et d'organisations des pêcheurs et aquaculteurs comptent sur un accompagnement technique et organisationnel. I.R. 6.3. Augmentation de la participation des femmes dans les Comités de Gestion des Centres Communaux de Pêche (CCPM) y les Comités de Gestion des Lacs (CGL)
		R.7. Les petits producteurs agricoles des départements du Sud-est et de l'Ouest augmentent leurs revenus dérivant des activités liées au développement de la chaîne des valeurs correspondante du secteur.	I.R. 7.1. Augmentation de la production des produits agricoles (dans les chaînes de valeur de priorité) I.R. 7.2. Bon nombre d'associations et d'organisations des pêcheurs et aquaculteurs comptent sur un accompagnement technique et organisationnel. I.R. 7.3. Augmentation de la participation des femmes dans les Comités de direction des associations de producteurs assistées.
		R.8. Les Directions Départementales de l'Agriculture et les Bureaux Communaux Agricoles augmentent leur capacité pour offrir des services adéquats aux agriculteurs.	I.R. 8.1. Augmentation du personnel technique et fonctionnaire du MARNDR dans les Directions Départementales de l'Agriculture et des Bureaux Communaux Agricoles dans le Sud-est. I.R. 8.2. Augmentation du Budget annuel de la Direction Départementale de l'Agriculture du Sud-est (ressources du MARNDR)
	Soutenir et dynamiser le tissu économique local	R. 9. Les Petites et Moyennes entreprises accèdent au financement.	I.R. 9.1. Quantité de petites et moyennes entreprises.

CADRE DES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION ESPAGNOLE EN HAITI 2015-2017				
NIVEAU D'OPÉRATION				
Lignes de base	Buts jusqu'à l'horizon 2017	Sources de Vérification	Acteurs de la CE	Instruments
I.R. 1.1a 75% I.R. 1.1b 12% I.R. 1.2 47% I.R. 1.3 1 ville 7 jours/semaine en 2014 I.R. 1.4 24,8% intégrés dans le SISKLOR et 2,8% reportant à SISKLOR (817 SAEP con datos)	I.R. 1.1a minimum> 4 points en 2017 (206.000 personnes) I.R. 1.1b minimum > 3,6 points en 2017 (172.000 personnes) I.R. 1.2 minimum> 1,64 pointsen 2017 (86.000 personnes) I.R. 1.3 10 villes 7 jours/semaine en 2017 I.R. 1.4 Pas d'objectif prédéterminé.	Rapports semestriels, rapport final et rapport d'évaluation finale du Programme FCAS; Observatoire DINERA; Rapports finaux Projets et Accords avec les ONG	Acteurs CE: AECID, TRAGSA, ONG, Entreprises privées	FCAS Bilatéral y Multilatéral, Accords et Projets ONGs; Coopération Technique et Coopération Sud-Sud (CariWOP: Bahamas, St. Lucie, Haïti., Barbade) et Coopération Triangulaire (Cuba-Haïti-España)
I.R. 2.1 31% I.R. 2.2a 16% I.R. 2.2b 38% I.R. 2.3 0% ménages I.R. 2.4 12 en 2014 I.R. 2.5 34,6% en 2012 (27,7% rural; 43,5% urbain)-agua y jabón: EMMUS V	I.R. 2.1 minimum> 4 points en 2017 I.R. 2.2a >1,09 points en 2017 (54.720) I.R. 2.2b < 0,65 points en 2017 (63.840) I.R. 2.3 1.09 % ménages (56.000) I.R. 2.4 au moins 25 + 10 + 40 en 2017 I.R. 2.5 > 10 pointss en 2017	Rapports semestriels, rapport final et rapport d'évaluation finale du Programme FCAS; Observatoire DINERA, CIAT; Rapports finaux Projets et Accords avec les ONG; EMMUS VI	AECID, TRAGSA, ONGD, Entreprises privées	FCAS Bilatéral y Multilatéral, Accords et Projets ONGs; Coopération Technique et Coopération Triangulaire (Cuba-Haïti-España)
I.R. 3.1 2,4% budget total correspondant au fonds de trésorerie national en 2014 (1,7% investissement et 4% fonctionnement)Total gasto corriente + inversión (114 millones HTG) (no incluye fondos propios) I.R. 3.2 1 en 2014 I.R. 3.3 13.169.237 HTG exercice 2013-2014 (10 villes) I.R. 3.4 146 CAEPAS y 50 CPE en 2014 I.R. 3.5 5 en 2015Fuente: CIAT: BV Grande Rivière du Nord, Cavelier, Acul Sur, San Bernardo y Arrondissement Croix de Bouquet	I.R. 3.1 3% Budget total correspondant au fonds de trésorerie national en 2017 I.R. 3.2 10 villes en 2017 I.R. 3.3 >15% exercice 2016-2017 I.R. 3.4 350 CAEPAS y 100 CPE en 2017 I.R. 3.5 8 en 2017	AECID, TRAGSA, ONGD, Universités, Entreprises	FCAS Bilatéral y Multilatéral, Accords et Projets ONGs; Coopération Technique et Coopération Sud-Sud	
I.R. 4. 1. Sud-est H: 75,3%; F:78,8% ; Reste de l'Ouest H: 67,2%; F: 72,2%, Zone Métropolitaine: H: 85,6%; F: 87% en 2012 EMMUS V. Caractéristiques des Femmes et des Hommes enquêtés. Niveau d'instruction de la population des ménages- Primaire incomplet I.R. 4. 2. Sud-est H: 39%; F:38,2% ; Reste de l'Ouest H: 33,1%; F: 28,3%; Zone Métropolitaine: H: 16,7%; F: 22,1% en 2012 EMMUS V. Caractéristiques des Femmes et des Hommes enquêtés. Niveau d'instruction de la population des ménages- Primaire incomplet I.R. 4. 3. Sud-est H: 4,8: F:4,1 ; Reste de l'Ouest H: 5,5; F: 5,4; Zone Métropolitaine; H: 9,4; F: 8,2 en 2012 EMMUS V. Caractéristiques des Femmes et des Hommes enquêtés. Niveau d'instruction de la population des ménages- Nombre median d'années complètes I.R. 4. 4. 19 Centres d'éducation publics en primaire en 2009. No existen datos por Departamento I.R. 4. 5. 0 Centres (328 Ouest et 257 Sud-est) I.R. 4. 6. 1.600 enseignants qui ont reçu de la formation en PREMOSE Sud-est I.R. 4. 7. Sud-est F:64%; H: 72,8%. Zone Métropolitaine P.P. F 85%; H: 90,4%. Reste de l'Ouest F: 71,2%; H: 75,1% en 2012. EMMUS V. Caractéristiques des Femmes et des Hommes enquêtés. Pourcentage alphabétisé!	I.R. 4. 1. 100% en 2017 (ODM) I.R. 4. 2. Pas de but prédéterminé I.R. 4. 3. Pas de but prédéterminé I.R. 4. 4. 23 centres d'éducation publics en 2017 (PIPE) I.R. 4. 5. Minimum 25 centres à l'Ouest et au Sud-est avec des améliorations considérables en termes d'infrastructures en 2017 I.R. 4. 6. Minimum de 450 enseignants qui recevront de la formation continue entre 2015-2017 I.R. 4. 7. Pas de but spécifique pour la population âgée entre 15 et 49 ans. 100% entre 15 et 24 ans.	EMMUSV: Recensements scolaires Direction de Planification de la Coopération Externe du MENFP; Directions Départementales du MENFP; Programme prioritaire en éducation 2013-2016 du MENFP (PIPE); Vers la modernisation du système éducatif en Haïti; Rapports finaux et Evaluations des projets. Subvention d'état: Rapports finaux et évaluations des projets et accords avec les ONG.	AECID, ONGs, Universités, Entreprises et Associations, syndicats du secteur de l'éducation.	Subventions d'état; Projets et accords avec les ONG; Coopération Déléguee; Coopération Triangulaire; Coopération Sud-Sud.
I.R. 5. 1. DD Sud-est 172.470.779,16 HTG en 2013-2014; DD Ouest 800.387.785,92 HTG en 2013-2014. I.R. 5. 2. DD Sud-est 67 fonctionnaires et 14 techniciens contractants en 2014; DD Ouest 391 fonctionnaires et 24 techniciens contractants en 2014 I.R. 5. 3. XX% au Sud-est et XX% à l'Ouest en 2014.Ligne de base à exhiber dans les interventions de la Coopération Espagnole	I.R. 5. 1. Pas de but prédéterminé I.R. 5. 2. > 10% fonctionnaires en 2017 I.R. 5. 3. Augmentation de 10% en 2017	Direction de Planification de la Coopération Externe du MENFP; Directions Départementales du MENFP		
I.R. 6.1.a 25 000 HTG mensuel en moyenne en 2014 5 CCPM I.R. 6.1.b 8 000 HTG mensuel en moyenne en 2014 5 CGL I.R. 6.2. 28 + 19 associations et organisations des pêcheurs et aquaculteurs assistées en 2014 I.R. 6.3. 20 % femmes dans les Comités de Gestion des CCPM en 2014; 26,66 % femmes dans les comités de gestion des CGL en 2014	I.R. 6.1.a 75 000 HTG mensuel en moyenne en 2017 5 CCPM I.R. 6.1.b 15 000 HTG mensuel en moyenne en 2017 5 CGL I.R. 6.2. 40+26 associations et organisations des pêcheurs et aquaculteurs assistées en 2017 I.R. 6.3. 30% femmes dans les Comités de Gestion des CCPM et CGL en 2017	Dirección Departamental MARNDR/División de Pesca y Acuicultura MARNDR	AECID, ONG et Centres Technologiques et d'Investigation	Bilatérale, Projets et Accords, Multilateral et Coopération Technique
I.R. 7.1. Ligne de base à exhiber dans les interventions de la Coopération Espagnole (Tn/año) I.R. 7.2. 52 associations d'agriculteurs en 2014 I.R. 7.3. 10% en 2014	I.R. 7.1. >10% (Tn/año) I.R. 7.2. Minimum 62 associations et organisations des pêcheurs et aquaculteurs assistés entre 2015- 2017 I.R. 7.3. 15% en 2017	Proyectos y Acuerdos de la Cooperación Española; Direcciones Departamentales MARNDR	AECID, ONG	Bilatérale, Projets et Accords, Multilateral et Coopération Technique
I.R. 8.1. 71 fonctionnaires + 5 contractants en 2014 (Incluant DDAS et BAC) I.R. 8.2. 941.474,65 HTG en 2014 (Incluant DDAS et BAC)	I.R. 8.1. > 10% fonctionnaires + contractants en 2017 I.R. 8.2. >10% HTG en 2017	Direcciones Departamentales MARNDR	AECID, ONG	Bilatérale, Projets et Accords, Multilateral et Coopération Technique
I.R. 9.1. 100 en 2015	I.R. 9.2. 500 entre 2015 et 2017	Rapports du Spain-IIC Haiti SME Development Fund	MINECO et MAEC	Fonds PME ET Programme Espagnol de Micro-finance





# MARCO ASOCIACIÓN PAÍS

## COOPERACIÓN ESPAÑOLA EN HAITÍ

### 2015-2017

ACTA DE LA II COMISIÓN MIXTA  
HISPANO HAITIANA DE COOPERACIÓN  
16 de junio de 2015



## ÍNDICE

<b>1</b>	<b>RESUMEN EJECUTIVO .....</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>ANTECEDENTES .....</b>	<b>40</b>
2.1	Contexto del país .....	41
2.1.1	Contexto político e institucional.....	4
2.1.2	Contexto de desarrollo humano.....	5
2.1.3	Contexto económico .....	6
2.1.4	Contexto ambiental y de desarrollo rural .....	7
2.2	Agenda de la eficacia .....	7
2.3	Planes nacionales de desarrollo y estrategias sectoriales.....	8
2.4	Diálogo con el país socio .....	9
2.5	Cooperación realizada por España en Haití .....	9
<b>3</b>	<b>ANÁLISIS .....</b>	<b>11</b>
3.1	Apropiación democrática.....	11
3.1.1	Estrategias de desarrollo, políticas y apropiación .....	11
3.1.2	Participación organismos de igualdad y movimiento de mujeres.....	11
3.2	Alineamiento .....	12
3.2.1	Calidad del diálogo de políticas y alineamiento con el país socio .....	12
3.2.2	Uso de los sistemas nacionales .....	14
3.3	Armonización de donantes.....	14
3.3.1	Foros de armonización .....	15
3.3.2	Programas regionales.....	16
3.4	Ventaja comparativa de la Cooperación Española .....	16
3.4.1	Socios y actores locales .....	17
3.4.2	Otros actores de la comunidad internacional.....	18
3.4.3	Valoración global .....	18
<b>4</b>	<b>DECISIONES ESTRATÉGICAS.....</b>	<b>20</b>
4.1	Orientaciones estratégicas de concentración.....	20
4.1.1	Fomentar el acceso a los servicios sociales básicos .....	21
4.1.2	Promover el Desarrollo Rural y las oportunidades económicas .....	30
4.2	Visión a 2017.....	38
4.3	Otras orientaciones.....	39
4.4	Orientaciones de concentración geográfica .....	40
4.5	Cooperación Multilateral .....	40
4.6	Acción Humanitaria.....	41
4.7	Cuadro de Asociación .....	41
4.8	Marco de Resultados de Desarrollo.....	41
<b>5</b>	<b>ESTRATEGIA DE ASOCIACIÓN.....</b>	<b>41</b>
5.1	Recursos.....	41
5.2	Compromisos en materia de eficacia de la ayuda.....	42
5.3	Coherencia de Políticas para el Desarrollo.....	44
5.4	Sistema de seguimiento y evaluación .....	45
5.4.1	Un seguimiento de lo estratégico, partiendo de lo operativo .....	45
5.4.2	Evaluación final. Consecuciones, contribuciones, gestión y contexto .....	46
5.5	Rendición mutua de cuentas y transparencia.....	47

## **ANEXOS**

- Anexo I Cuadro de Asociación  
Anexo 2 Marco de Resultados de Desarrollo

## **TABLAS**

- Tabla 1 Resumen valoración ventaja comparativa de las Líneas de Actuación  
Tabla 2 Previsión presupuestaria MAP 2015-2017  
Tabla 3 Compromisos en eficacia de la ayuda MAP

## **FIGURAS**

- Figura 1 Ventaja comparativa de la Cooperación Española (actores locales)  
Figura 2 Mapa conceptual Decisión Estratégica MAP Haití  
Figura 3 Departamentos prioritarios 2015-2017



*Sus excelencias el Ministro de Asuntos Exteriores y de Cooperación Español, Sr. José Manuel García-Margallo y el Ministro de Planificación y Cooperación Externa de Haití, Sr. Yves Germain Joseph. Firma del MAP, 16 de junio de 2015 en Puerto Príncipe (Haití).*

## I RESUMEN EJECUTIVO

Haití se sitúa dentro de los llamados Países Menos Avanzados (PMA), siendo el más inequitativo de la región latinoamericana con un Índice de Gini de 0,592<sup>69</sup> en 2014. El impacto de la pobreza es muy elevado; el 72,2% de la población sobrevive con menos de 2 dólares diarios y un 54,9% lo hace con menos de 1,25 dólares<sup>70</sup>. En enero de 2010 un seísmo de 7,2 grados causó la muerte de más de 200.000 personas, desplazó a cerca de 1,5 millones y provocó graves daños materiales en el área metropolitana de Puerto Príncipe y sus alrededores.

A pesar de este contexto, en los últimos años ha habido progresos en la mayoría de los Objetivos de Desarrollo del Milenio, incluida la reducción de la desnutrición de niños/as menores de 5 años y el impacto de la extrema pobreza. También se ha experimentado un progreso mayor que la media global en el objetivo de reducir la mortalidad infantil<sup>71</sup>. Las metas relacionadas con la mejora de la salud materna y la sostenibilidad ambiental son las que se encuentran más rezagadas.

La economía haitiana, de tamaño muy reducido, ha experimentado crecimientos interanuales los últimos años, pero el ingreso per cápita sigue estando muy por debajo del promedio regional. El Servicio de Crédito Ampliado con el Fondo Monetario Internacional, es el marco orientador de la gestión macroeconómica desde 2010. El sector agropecuario, aún siendo poco desarrollado, las remesas y la ayuda externa tienen un peso muy importante dentro de la economía nacional.

El *Plan de Acción para la Recuperación y el Desarrollo de Haití* (PARDH) se erigió como la estrategia de respuesta conjunta entre el Gobierno Nacional y la comunidad internacional a los efectos del terremoto, luego de la conferencia de Nueva York del 31 de marzo de 2010. Actualmente Haití cuenta con el *Plan Estratégico de Desarrollo* (PSDH) que lo sitúa como país emergente en el horizonte de 2030. Este Plan, formulado en 2012 bajo la dirección del Ministerio de la Planificación y la Cooperación Externa, toma las riendas del desarrollo nacional a largo plazo.

El actual Gobierno Nacional orienta su inversión en desarrollo y la de la comunidad internacional a través del *Plan Trienal de Inversiones 2014-2016*. Este Plan articula las estrategias del PSDH para el trienio 2014 a 2016 y especifica cinco prioridades en la agenda del actual ejecutivo: (1) La educación y el desarrollo humano y social; (2) El medio ambiente y la gestión del territorio; (3) La economía y el empleo; (4) La energía y (5) El Estado de Derecho y la democracia.

Haití forma parte de la Alianza Global para la Cooperación Eficaz al Desarrollo, además ha impulsado, desde sus inicios en 2005, la iniciativa de la OCDE que culminó con la adopción de los *Principios para el compromiso internacional en Estados frágiles y en situaciones de fragilidad* en 2007. En 2012 el Gobierno haitiano lanzó el *Marco de Coordinación de la Ayuda Externa al Desarrollo de Haití* (CAED) con el fin de establecer un mecanismo conjunto para avanzar en los compromisos adquiridos en materia de eficacia. Desde la comunidad de donantes, el G-12+ es el espacio donde concurren los representantes de los organismos de cooperación internacional y desde donde se articula el diálogo estratégico con el Gobierno Nacional.

El diálogo de políticas entre Haití y la comunidad internacional ha versado, prioritariamente, sobre las reformas a las finanzas y la administración pública. El *Core Group*, integrado por los embajadores de las principales representaciones diplomáticas presentes en Haití es el espacio que canaliza, en buena medida, este diálogo, que también ha abordado temas relacionados con el calendario electoral, el diálogo entre los poderes ejecutivo y legislativo y con la sociedad civil, el fortalecimiento del estado de derecho y la lucha contra la corrupción durante los últimos años.

<sup>69</sup> "Informe de Desarrollo Humano 2014. Sostener el Progreso Humano: Reducir vulnerabilidades y construir resiliencia". PNUD

<sup>70</sup> Plan Trienal de Inversiones 2014-2016. MPCE

<sup>71</sup> Según el informe de progreso publicado en 2013 por el PNUD "Haití, una nueva mirada"

Durante los años posteriores al terremoto la Ayuda Oficial al Desarrollo desembolsada por la comunidad internacional en Haití se ha reducido, pasando de 1.710 MUSD en 2011 a 1.170 en 2013. Para 2017 se proyecta que la AOD no superará el 10% del Ingreso Nacional Bruto<sup>72</sup>. **La participación de la ayuda española en el global de la AOD que recibe Haití ha perdido peso desde 2009 cuando representó el 14,7%<sup>73</sup> de su total.**

En las diferentes etapas abordadas para el establecimiento de este MAP se ha contado con mecanismos que han facilitado la reflexión y el diálogo conjunto entre los diferentes actores de Cooperación Española presentes en Haití y de estos con el Gobierno Nacional, la sociedad civil y otras agencias de cooperación internacional.

Además de identificar conjuntamente las oportunidades para la apropiación democrática, el alineamiento y la armonización, se han realizado consultas amplias a fin de identificar la ventaja comparativa de la Cooperación Española en el país. Las Líneas de Actuación del IV Plan Director donde se concentra una valoración más positiva son, por este orden: *Derecho al agua y el saneamiento; Derecho a la educación; Desarrollo rural, agricultura como sector clave y Fortalecimiento de las estructuras y sistemas de gestión del sector público*. Las decisiones estratégicas del MAP de la Cooperación Española en Haití tienen en cuenta los siguientes aspectos:

- los principios de la OCDE para el compromiso internacional en Estados frágiles y en situaciones de fragilidad,
- la apuesta conjunta entre los diferentes actores de la Cooperación Española presentes en Haití,
- el refuerzo de un modelo de trabajo que ha privilegiado el enfoque territorial,
- la apuesta por una mayor concentración geográfica,
- un escenario presupuestario más restrictivo,
- la incorporación efectiva del enfoque basado en derechos, priorizando: género en desarrollo , resiliencia, reducción de riesgos y desastres y la sostenibilidad ambiental y finalmente,
- la apuesta estratégica por el fortalecimiento de capacidades locales.

La gestión orientada a resultados de desarrollo guiará el trabajo conjunto entre los actores españoles y haitianos, por lo que se han priorizado **dos objetivos estratégicos** del Plan Trienal de Inversiones de Haití 2014-2016 a los que la Cooperación Española pretende contribuir a través del despliegue de la ayuda oficial prevista en este periodo:

- I. Satisfacer las necesidades sociales básicas de la población.**
  - II. Aumentar y modernizar la producción, transformación y distribución de productos agrícolas y manufacturados.**

<sup>72</sup> [http://webnet.oecd.org/dcdgraphs/CPA\\_recipient/](http://webnet.oecd.org/dcdgraphs/CPA_recipient/) (14/04/2015)

<sup>73</sup> Año de desembolso efectivo de los fondos para Haití del FCAS. Fuente Seguimiento del PACI y CAD-OCDE

## **I. Satisfacer las necesidades sociales básicas de la población:**

La Cooperación Española en Haití canalizará su contribución hacia el primer *objetivo estratégico* a través de (3) Líneas de Actuación del IV Plan Director de la Cooperación Española:

- a) Derecho humano a una **educación básica de calidad para todas y todos;**
- b) Derecho humano **al agua y el saneamiento y**
- c) **Fortalecimiento de las estructuras y sistemas de gestión del sector público.**

Los resultados a los que se pretende contribuir conjuntamente son:

- R.1** La población urbana, periurbana y rural aumenta su acceso a fuentes de agua mejorada.
- R.2** La población urbana, periurbana y rural usa soluciones de saneamiento mejoradas y adquiere prácticas adecuadas de higiene.
- R.3** Las instituciones nacionales y territoriales con competencias en el sector del agua mejoran su desempeño institucional en la prestación del servicio y en la gestión integral del recurso hídrico.
- R.4** La población de los departamentos Oeste y Sudeste aumenta su nivel educativo y cuenta con centros escolares públicos adecuados y profesorado mejor formado para ofrecer una educación de calidad e igualitaria.
- R.5** El MENFP y su estructura descentralizada, así como las colectividades territoriales en los departamentos Oeste y Sudeste mejoran el desempeño de prestación y gestión de los servicios básicos en educación.

## **2. Aumentar y modernizar la producción, transformación y distribución de productos agrícolas y manufacturados.**

En relación al segundo objetivo, los actores españoles y sus socios locales encauzarán su contribución a través de las Líneas de Actuación: (a) **Desarrollo rural y territorial, y la agricultura** como sector clave; (b) Apoyar el **tejido económico empresarial local** y (c) **Fortalecer las estructuras y sistemas de gestión del sector público.** En este caso la contribución se focalizará en cuatro resultados de desarrollo:

- R.6** Los pescadores y acuicultores de los departamentos del Sudeste y el Oeste aumentan sus ingresos procedentes de la pesca artesanal y la acuicultura.
- R.7** Los pequeños productores/as agrícolas de los departamentos del Sudeste y el Oeste aumentan sus ingresos ligados al desarrollo de cadenas de valor.
- R.8** Las Direcciones Departamentales de Agricultura y las Oficinas Comunales Agrícolas aumentan su capacidad para ofrecer servicios adecuados a los agricultores.
- R.9** Pequeños y medianos empresarios/as mejoran el acceso a la financiación.

Adicionalmente se establecen compromisos conjuntos para avanzar en la agenda de la eficacia del desarrollo, destacando el apoyo a ciertos resultados estratégicos establecidos en 2014 por la *Hoja de Ruta del Comité de Eficacia de la Ayuda* del CAED. Se instaura un marco concreto para el seguimiento y evaluación que favorecerá la rendición de cuentas, la transparencia y la incorporación de lecciones aprendidas para posteriores ciclos de planificación de la CE en Haití.

## 2 ANTECEDENTES

### 2.1 Contexto del país

Haití se sitúa dentro de los llamados Países Menos Avanzados (PMA). En enero de 2010 un seísmo de 7,2 causó la muerte de 228.000 personas y desplazó a cerca de 1,5 millones<sup>74</sup>. Ese mismo año el Producto Interno Bruto retrocedió en 5,8 puntos<sup>75</sup> y la dependencia de su Ingreso Nacional Bruto respecto a la AOD superó el 45%<sup>76</sup>. En los meses posteriores emergió un brote de cólera que, entre octubre de 2010 e inicios de 2015, ha causado 8.741 muertes y ha afectado a 730.000 personas<sup>77</sup>. La incidencia de la pobreza es muy elevada. Un 72,2% de la población haitiana sobrevive con menos de 2 dólares diarios y un 54,9% lo hace con menos de 1,25<sup>78</sup>.

#### 2.1.1 Contexto político e institucional

La Constitución de 1987 adoptó un modelo institucional de régimen semi-presidencialista. La política haitiana se caracteriza por una polarización importante y la inexistencia de un sistema estable de partidos políticos. No obstante y tras una fase democrática relativamente estable, que viene desde las elecciones celebradas en el año 2006, actualmente está en proceso la celebración de las elecciones legislativas, parciales para el Senado y locales.

Es relevante mencionar que desde el año 2004, coincidiendo con la salida del país del presidente Aristide, los países del Cono Sur y la ONU establecieron la Misión de Estabilización de las Naciones Unidas en Haití (MINUSTAH).

La administración del Estado haitiano enfrenta dificultades para proveer de servicios públicos a la población. El seísmo de enero de 2010 agravó aún más la fragilidad de la estructura estatal en cuanto a disponibilidad de recursos humanos y de infraestructura.

Si bien la constitución de 1987 prevé la progresiva instauración de un modelo administrativo descentralizado, los avances han sido reducidos. En noviembre de 2012, el gobierno anunció el lanzamiento de un importante programa de reforma administrativa con el horizonte en 2017. Los avances en materia de modernización, desarrollo de política pública, desconcentración y descentralización han sido limitados hasta la fecha.

El sistema de justicia se caracteriza por la debilidad de la magistratura, la falta de medios y una presencia desigual en el territorio, de lo que se desprende una saturación del sistema que se refleja en que más del 90%<sup>79</sup> de la población reclusa está en situación de detención preventiva.

Los niveles de seguridad humana presentan algunos indicadores más positivos. En 2013 hubo 6,9 homicidios por cien mil habitantes, tasa relativamente baja comparada con el promedio regional, que ascendió a 22,2.

---

<sup>74</sup> *Transicional Appeal (TAP) 2015-2016* SNU

<sup>75</sup> "Plan Trienal de Inversiones 2014-2016". MPCE

<sup>76</sup> OEC/DAC

<sup>77</sup> *Haití Transitional Appeal (TAP) 2015-2016* SNU

<sup>78</sup> "Plan Triennial de Inversiones 2014-2016". MPCE

<sup>79</sup> *11è FED Programme Indicatif National 2014-2020*. DUE

Según el Índice de Percepción de Corrupción 2013 que elabora *Transparency International*, Haití se sitúa con 19 puntos sobre 100 en el puesto 163 de 175 países<sup>80</sup>a la cola de la región. Esto hace que los niveles de confianza de la población hacia las instituciones (37%) y hacia las demás personas (30%) sean bajos, inferiores incluso al promedio de América Latina y el Caribe<sup>81</sup>.

## 2.1.2 Contexto de desarrollo humano

Según el Informe de Desarrollo Humano de 2014, Haití figura clasificado como País de Desarrollo Humano Bajo, con un IDH de 0,471, lo que le sitúa en el n° 168 de una lista de 187 países. Según la clasificación del CAD de la OCDE de países receptores de AOD sigue siendo considerado como un País de Renta Baja y País Menos Avanzado (PMA), además del país más inequitativo de la región con un Índice de Gini de 0,592 en su última medición.

Según el informe de progreso publicado en 2013 por el PNUD “Haití, una nueva mirada” habría habido avances en la mayoría de los Objetivos de Desarrollo del Milenio, incluida la reducción de niños menores de 5 años desnutridos y el impacto de la extrema pobreza. También experimentó un progreso mayor que la media global en el objetivo de reducir la mortalidad infantil (ODM 4)<sup>82</sup>.

Las dinámicas poblacionales en Haití se caracterizan por una tasa de crecimiento promedio anual del 1,4% (2010-2015), mientras la región crece a un ritmo de 1,1%. Es, además, el país de América Latina y el Caribe con mayor densidad de población con 372 habitantes por km<sup>2</sup>, factor determinante de la fuerte presión sobre el territorio, los recursos naturales y los flujos migratorios. En el último periodo (2010-2015) la tasa de migración neta es de -3,4 personas por mil habitantes, más de tres veces la que ostenta el conjunto de la región.

En el campo de la educación, aún con los progresos en cuanto a tasa neta de escolarización en primaria, que pasó del 47% en el año 1993 al 88% en 2011, la permanencia dentro del sistema sigue siendo el gran reto con una tasa para primaria de solo el 68%, la del tercer ciclo de fundamental se reduce a un tercio de los escolares y la de secundaria al 19%. 4,9 son los años de escolarización promedio en Haití frente a los 7,9 de América Latina y el Caribe<sup>83</sup>. Existen desafíos importantes en cuanto a calidad del sistema educativo e igualdad de oportunidades, donde cerca del 88% de las plazas son ofrecidas por el sector privado<sup>84</sup>.

La salud básica de la población también presenta desafíos importantes en el país. La mortalidad infantil se ha reducido significativamente desde el año 1990, pero las 88 muertes por cada mil nacidos vivos dan fe de la problemática, especialmente si se contrastan con las 19 que se registran en el conjunto de la región<sup>85</sup>.

En cuanto a la mejora de la salud materna, es uno de los objetivos con indicadores con menores progresos. Todavía hoy más del 62% de los partos no son atendidos por personal médico cualificado. No obstante, cabría destacar que los mayores avances en salud pública que ha tenido Haití se encuentran en la contención de la prevalencia del VIH/SIDA que permanece por debajo del 2,2% para el global de la población.

La desnutrición seguía afectando en 2012 al 11,4% de la infancia menor de cinco años. Aunque esta proporción es menos de la mitad que la existente en 1995, Haití está lejos del 3% que se estima de promedio en América Latina y el Caribe.

---

<sup>80</sup> <http://cpi.transparency.org/cpi2013/results/> (22/03/2015)

<sup>81</sup> “Informe de Desarrollo Humano 2014. Sostener el Progreso Humano: Reducir vulnerabilidades y construir resiliencia”. PNUD

<sup>82</sup> Report MDG 2013. *Haití a New Look*. PNUD

<sup>83</sup> “Informe de Desarrollo Humano 2014. Sostener el Progreso Humano: Reducir vulnerabilidades y construir resiliencia”. PNUD

<sup>84</sup> *Programme d'interventions prioritaires en education (PIPE) 2013-2016 (MENFP)*

<sup>85</sup> Report MDG 2013. *Haití a New Look*. PNUD

Otra carencia importante es la falta de agua potable y saneamiento en Haití, siendo la responsable de gran cantidad de enfermedades. Tan solo el 64% de la población usa fuentes mejoradas de abastecimiento de agua potable. Se aprecia una disminución en la cobertura desde el año 2000 (67,8%). Por su lado, la disponibilidad de servicios de saneamiento es mínima en el país. Sólo uno de cada tres hogares urbanos está conectado a alguna red de saneamiento (34%), mientras que en áreas rurales no llegan a representar ni la quinta parte (17%).

En el año 2013 el Índice de Desigualdad de Género (IDH) en el país se calculó en 0,599, lo que sitúa a Haití en la posición 132 de 187 países. Se estima que en Haití dos de cada tres mujeres sufren violencia de género<sup>86</sup>. La participación política sigue siendo muy reducida y, en general, las mujeres siguen sufriendo patrones estructurales de discriminación, que se reflejan, por ejemplo, en una permanencia en el sistema educativo que no alcanza a ser la ni la mitad de la que disfrutan los niños.

### 2.1.3 Contexto económico

Haití es una economía pequeña con un PIB en 2013 de 8.459 MUSD<sup>87</sup>. El Ingreso Nacional Bruto per cápita era de 1.636 USD en 2011, un 12% del de América Latina y el Caribe.

El Servicio de Crédito Ampliado de las autoridades haitianas con el Fondo Monetario Internacional (FMI), en su cuarto año de aplicación, sigue siendo el marco orientador de la gestión macroeconómica del país.

Desde 2005 la evolución del PIB, aunque positiva, estuvo por debajo de la media regional. Como consecuencia del desastre, la economía nacional entró en recesión en 2010, cayendo el 5,4% y recuperándose a partir de 2011. Los últimos años Haití ha mantenido crecimientos por encima del 3% anual<sup>88</sup>.

Las ramas de actividad con mayor participación fueron en 2013, en este orden, comercio, restauración y hoteles (30%), la agricultura, ganadería y pesca (24,3%) y otros servicios no comerciales (12,2%). Las industrias manufactureras solo aportaron el 8,5% del PIB.

En 2013 el déficit fiscal global alcanzó un 3,9% del PIB, frente a un 2,6% en 2012, como resultado de un estancamiento de los ingresos y un crecimiento real del 9% de los gastos. Las inversiones con fondos de la tesorería pública fueron financiadas en buena medida por recursos provenientes del acuerdo de cooperación energética PETROCARIBE<sup>89</sup>.

Otros datos macroeconómicos a destacar son el escaso impacto de la Inversión Extranjera Directa que en 2012 supuso 178,8 MUSD, un 2,5 como % del PIB. Por el contrario, el peso económico principal que tienen las remesas en Haití, que en 2011 se calculaban en el 21,1 como % del PIB y también la Ayuda Oficial al Desarrollo que representó para 2011 el 23,2%<sup>90</sup>.

Haití fue elegible como beneficiario de la Iniciativa para Países Pobres Altamente Endeudados (HIPC). Posterior al terremoto de 2010 buena parte la deuda externa contraída por Haití con la Banca Multilateral y de manera bilateral fue condonada, quedando en 417 MUSD<sup>91</sup>, similar a su nivel de 1982. Para el año 2012 la deuda externa total del país ascendía a 1.049,1 MUSD, lo que

---

<sup>86</sup> "Apoyar la capacidad nacional en la violencia de género es una tarea impostergable". UNIFEM

<sup>87</sup> <http://datos.bancomundial.org/pais/haiti> (29/03/2015)

<sup>88</sup> "Anuario Estadístico de América Latina y el Caribe 2014". CEPAL

<sup>89</sup> "Anuario Estadístico de América Latina y el Caribe 2014". CEPAL

<sup>90</sup> "Informe de Desarrollo Humano 2014. Sostener el Progreso Humano: Reducir vulnerabilidades y construir resiliencia". PNUD

<sup>91</sup> "Evolución económica durante 2010 y perspectivas para 2011". Haití. CEPAL

suponía un 13,4% del valor del PIB. Actualmente la República Bolivariana de Venezuela es la principal acreedora por el endeudamiento preferencial adscrito al programa PETROCARIBE.

En 2012 la tasa de desempleo se calculaba en el 40,6% de la población mayor de 25 años<sup>92</sup>. No hay datos disponibles sobre el peso que el empleo informal tiene sobre el total de la ocupación pero tiene, sin duda, una participación muy elevada.

#### 2.1.4 Contexto ambiental y de desarrollo rural

A pesar de vivir un proceso de urbanización acelerado y ausente de planificación durante las últimas décadas, Haití sigue siendo un país eminentemente rural en comparación con el contexto regional. Cerca del 50 %<sup>93</sup> de su población vive en áreas rurales y la producción agropecuaria tiene un peso superior al 20% dentro del PIB<sup>94</sup> nacional, uno de los más elevados de la región.

La erosión acelerada de suelos en territorios cada vez más amplios (alrededor de 12.000 nuevas ha/año) y una gestión inadecuada de la gran mayoría de las cuencas hidrográficas del país (alrededor del 85%), aunado a una ausencia o precariedad en las infraestructuras no facilitan el desarrollo del sector agropecuario.

La situación geográfica de Haití, junto a décadas de fuerte presión ejercida por ejercida por la población sobre los recursos naturales y el proceso acelerado de urbanización, han llevado a la mayoría de sus habitantes a una situación de extrema vulnerabilidad ante la diversidad de fenómenos climáticos.

Además del seísmo de 2010, diferentes huracanes y tormentas tropicales han tenido fuertes impactos en pérdidas de vidas humanas, provocando recurrentes inundaciones, deslizamientos y sequías, que convierten a Haití, con 2.485 personas afectadas por millón de habitantes, en el país con mayor impacto y exposición de su población a este tipo de fenómenos entre 2005 y 2012.

## 2.2 Agenda de la eficacia

Haití forma parte de la Alianza Global para la Cooperación Eficaz al Desarrollo y de la Agenda Internacional para la Eficacia de la Ayuda desde sus inicios, mostrando su compromiso para aumentar el impacto de la importante ayuda oficial al desarrollo que recibe.

En el año 2010, coincidiendo en el país con el seísmo y la importante respuesta de la comunidad internacional en forma de ayuda, Haití participó del ejercicio de seguimiento de los principios e indicadores de la Declaración de París por parte de la Alianza Global en coordinación con la comunidad de donantes.

Aún teniendo en cuenta la coyuntura acaecida, se reportaron avances respecto a 2007 en el uso de sistemas nacionales de finanzas o de procedimientos, así como en asistencia técnica que se prestó de manera coordinada con las autoridades. Por otro lado, hubo retrocesos por parte de los donantes en cuanto al uso de ayuda basada en programas o en el aumento de Unidades Paralelas de Ejecución. Tampoco se reportaron progresos relacionados con la adopción de mecanismos de rendición de cuentas mutua o en la calidad de los sistemas de gestión de las finanzas públicas.

<sup>92</sup> "Informe de Desarrollo Humano 2014. Sostener el Progreso Humano: Reducir vulnerabilidades y construir resiliencia". PNUD

<sup>93</sup> % población urbana 2015: 51.9%; Promedio ALyC (80.2%). "Anuario Estadístico de América Latina y el Caribe 2013". CEPAL

<sup>94</sup> "Informe de Desarrollo Humano 2014. Sostener el Progreso Humano: Reducir vulnerabilidades y construir resiliencia". PNUD

En noviembre de 2012 el Gobierno haitiano lanzó el *Marco de Coordinación de la Ayuda Externa al Desarrollo de Haití* (CAED) con el fin de establecer un nuevo mecanismo conjunto para avanzar en los compromisos adquiridos en materia de eficacia de la ayuda. En marzo de 2014 dicho mecanismo presentó un balance de los avances y una Hoja de Ruta que define los objetivos comunes basándose en sus propias prioridades, las definidas por la agenda internacional y tomando en cuenta también las recomendaciones específicas hacia los llamados estados frágiles por parte de la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económicos (OCDE). La Hoja de Ruta presenta tres ejes para la acción: 1) Priorización del alineamiento, 2) Transparencia, previsibilidad y seguimiento de los resultados y 3) Refuerzo de los sistemas nacionales y de la armonización.

Es pertinente mencionar que en mayo de 2010 se inició un diálogo entre la Delegación de la Unión Europea (DUE) y los Estados Miembros (EEMM) en Haití con el propósito de avanzar hacia una Programación Conjunta como elemento de coordinación e integración de la Cooperación al Desarrollo de la UE, aunque a la fecha no ha habido avances sustanciales. Se prevé que en 2016 se retome este proceso.

### **2.3 Planes nacionales de desarrollo y estrategias sectoriales**

Actualmente Haití cuenta con el **Plan Estratégico de Desarrollo** (PSDH) que lo define como país emergente en el horizonte de 2030. Este Plan, formulado en 2012 bajo la dirección del Ministerio de la Planificación y la Cooperación Externa, pretende tomar las riendas de la perspectiva de desarrollo a largo plazo que ya fue esbozada en el *Plan de Acción para la Recuperación y el Desarrollo de Haití* (PARDH) que salió de la conferencia de Nueva York del 31 de marzo como respuesta conjunta del Estado y la comunidad internacional a los efectos del seísmo.

El PSDH responde a la necesidad, por un lado, de definir un camino a largo plazo para superar la situación de pobreza y subdesarrollo presente y, por el otro, de facilitar y asegurar un marco de coordinación y coherencia para las diferentes iniciativas de desarrollo, tanto internas como externas. De manera adicional se propone responder a los desafíos que plantean los principios de alineamiento y apropiación en el marco de la Agenda de la Eficacia del Desarrollo.

Define cuatro pilares para la refundación del país: (1) Territorial, (2) Económica, (3) Social y (4) Institucional y una batería de programas como objetivos a largo plazo (32). Pretende delimitar y aterrizar el nuevo marco de planificación, programación y gestión del desarrollo nacional a través de ciclos trianuales con los correspondientes Planes Trienales de Inversiones (PTI) y Planes de Inversión Pública (PIP) anuales.

El actual Gobierno Nacional orienta su inversión en desarrollo y la de la comunidad internacional a través del **Plan Trienal de Inversiones 2014-2016**. Este Plan, además de definir subprogramas, que aterrizan los 32 programas del PSDH para el trienio 2014 a 2016, establece cinco prioridades en la agenda del actual Gobierno: (1) La educación y el desarrollo humano y social; (2) El medio ambiente y la gestión del territorio; (3) La economía y el empleo; (4) La energía y (5) El Estado de Derecho y la democracia.

Desde un ámbito sectorial se pueden destacar algunas políticas públicas y planes estratégicos formulados también a largo plazo y que son referente estratégico para el alineamiento de la Cooperación Española. Caso de la *Política de Desarrollo Agrícola 2010-2025* liderado por el Ministerio de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural (MARNDR), del *Plan Operativo del Sector Educativo 2010-2015* formulado por el *Grupo de Trabajo de Educación y de la Formación Profesional* y que ha transitado por dos períodos gubernamentales, o la actual formulación de un

nuevo *Plan Estratégico para el sector de agua y saneamiento*, liderado por la Dirección Nacional de Agua Potable y Saneamiento (DINEPA).

El 6 de marzo de 2015 el Primer Ministro realizó el lanzamiento público de la *Política Nacional de Igualdad entre mujeres y hombres (PFH)*. Se trata de una estrategia que debe ser capaz de orientar a los actores de todos los sectores durante los próximos 20 años. Con ella el Gobierno quiere favorecer la participación plena, efectiva y en igualdad de condiciones de hombres y mujeres en el desarrollo de Haití, garantizando los derechos de las mujeres en todas las esferas de la vida política, económica, social y cultural.

## **2.4 Diálogo con el país socio**

En las diferentes etapas para el establecimiento del MAP se ha contado con mecanismos que han facilitado un diálogo horizontal con el país socio, especialmente con el Ministerio de la Planificación y la Cooperación Externa (MPCE) y los Ministerios sectoriales de referencia teniendo en cuenta las Líneas de Actuación que se han priorizado. También se han facilitado espacios de trabajo con las entidades del nivel desconcentrado, especialmente del sector educativo y de desarrollo agrícola en el departamento del Sudeste.

Se identificaron de partida, además de las instituciones públicas nacionales, otras instituciones y organizaciones sociales y privadas que han sido socias o aliadas de la Cooperación Española en Haití los últimos años. Sobre esta base de actores locales se ha realizado una consulta en aras de recopilar información y puntos de vista relevantes en cuanto al proceso de desarrollo del país, así como en la implementación de la agenda de calidad de la ayuda y la ventaja comparativa de la Cooperación Española. Finalmente ha habido un encuentro con representantes de diferentes sectores de la sociedad civil haitiana con el objetivo de dialogar y recoger sus opiniones acerca de los enfoques más pertinentes a la hora de implementar la estrategia resultante.

## **2.5 Cooperación realizada por España en Haití**

El volumen total de Ayuda Oficial al Desarrollo neta aportada por España a Haití se eleva a 444,2 M€UR en el periodo 2006-2012. Se trata de ayuda no reembolsable en un 98,8% y ha sido aportada principalmente por la Administración General del Estado (92%). La cooperación autonómica y local es responsable de un 7,2% de esta ayuda, muy concentrada en la respuesta al seísmo de 2010.

Entre 2009 y 2011 se concentra el desembolso de un 78% de la ayuda correspondiente al periodo analizado (338,2 M€UR), reduciéndose significativamente el volumen de nuevos recursos a partir de 2012. Los Organismos Multilaterales han canalizado un 35% de la ayuda, mientras que las ONGD y humanitarias españolas se han hecho responsables de la ejecución de cerca del 14% de la misma, ganando protagonismo a partir de 2011.

En relación a las Orientaciones Estratégicas del IV Plan Director la distribución temática responde a una importante concentración en las de *Fomentar los sistemas de cohesión social, enfatizando los servicios sociales básicos (37,8%)*, *Responder a las crisis humanitarias con calidad (25,8%)* y *Promover oportunidades económicas para los más pobres (19,2%)*.

De entre las iniciativas e instrumentos de la Cooperación Española más relevantes que se han puesto en marcha durante los últimos años en Haití mencionar que:

- España comprometió, en el marco de la Conferencia de donantes de Nueva York en 2010, destinar **346 M€UR a la reconstrucción de Haití**. A la fecha se han hecho efectivos desembolsos por un total de 251 M€UR.
- La **respuesta de emergencia de la AECID**, posterior al seísmo del 12 de enero de 2010 se valora en 61 M€UR. La **respuesta al brote de cólera** a través de la activación de los convenios de emergencia con ONGD españolas y la OPS permitió movilizar más de 19 M€UR.
- España forma parte del Comité de Dirección del **Fondo para la Reconstrucción de Haití**, habiendo destinado 20 MUSD hasta la fecha, que se han canalizado a través del Apoyo Presupuestario General con indicadores para educación y agua y saneamiento.
- El **Fondo de Cooperación para Agua y Saneamiento (FCAS)** se ha convertido en el principal instrumento para apoyar este proceso de reconstrucción, con 119 M€UR desembolsados de manera bilateral y a través del BID.
- El **Memorándum de Entendimiento con el Ministerio de Educación y Formación Profesional (MENFP)** por un monto de 15,6 M€UR para apoyar la mejora de la calidad educativa, el incremento del acceso y el fortalecimiento institucional.
- Entre 2010 y 2015 las **ONGD españolas** han ejecutado y canalizado recursos por un valor de 26,6 M€UR a través de Convenios (14) y Proyectos (30) financiados por AECID, además de ayuda oficial procedente de la Cooperación Oficial Descentralizada.
- A propuesta del BID se creó en 2010 el “**Fondo PYME y de Servicios de Desarrollo Empresarial: Haití productivo**” que está dotado con 40,6 M€UR procedentes del antiguo Fondo de Ayuda al Desarrollo (FAD) y de una subvención no reembolsable por valor de 9,4 M€UR. Están en ejecución dos operaciones correspondientes al **Fondo para la Concesión de Microcréditos** por un valor global de 5 MUSD de ayuda reembolsable.
- En el ámbito del **desarrollo rural y la lucha contra el hambre** se han canalizado Subvenciones de Estado por un valor superior a los 6,5 M€UR destinados a fortalecer el sector pesquero y agrícola, así como a intervenciones en seguridad alimentaria.

También cabe mencionar las intervenciones en el ámbito de la **sostenibilidad ambiental**, de la **gobernabilidad democrática** y de la **cultura y el desarrollo**.

La indicación de concentración geográfica del Acta de la I Comisión Mixta ha resultado en una concentración elevada de la Ayuda Oficial al Desarrollo en los departamentos de Sudeste, Oeste y, en menor medida, Central.

Además de la Embajada de España y de la Oficina Técnica de Cooperación de la AECID, en Haití se cuenta actualmente con la presencia directa y permanente de una decena de ONGD españolas. Un número mayor de ONGD, sin presencia en el país pero con vínculos directos con los socios locales, canalizan fondos destinados al país.

La Cooperación Oficial Descentralizada concentró buena parte de su apoyo durante el periodo 2010-2011 para dar respuesta a las necesidades humanitarias derivadas del terremoto. Algunas empresas españolas están presentes en el país aunque no están organizadas bajo la figura de una Cámara de Comercio binacional.

### 3 ANÁLISIS

#### 3.1 Apropiación democrática

##### 3.1.1 Estrategias de desarrollo, políticas y apropiación

La Constitución Política de la República de Haití, adoptada en el año 1987 proclama, entre otras disposiciones generales, la consulta y la participación de todas las personas en las decisiones importantes que afectan a la vida nacional<sup>95</sup>. La descentralización se erige como marco principal para la construcción de una democracia real basada en la participación de la población, y se establece que los Consejos de Desarrollo de las colectividades territoriales canalizarán la participación de la sociedad civil.

Posterior al terremoto de 2010 se formula el *Plan Estratégico de Desarrollo de Haití (PSDH)* como la visión a largo plazo (2030) del desarrollo del país. El ejercicio de formulación de esta propuesta, que abre un nuevo ciclo en el proceso de planificación estratégica del desarrollo nacional, fue liderado por el Ministerio de la Planificación y Cooperación Externa (MPCE).

Para la elaboración del PSDH, aunque se habilitaron una serie de mecanismos *ad hoc* para recoger aportaciones técnicas sectoriales y para garantizar la participación de la sociedad civil y los principales agentes territoriales, se reconocen algunas debilidades en cuanto a la apropiación real de este marco estratégico y sus prioridades más allá de los entes responsables de la planificación y financiación nacional.

El actual Gobierno orienta su inversión en desarrollo y la de la comunidad internacional a través del *Plan Trienal de Inversiones 2014-2016*. Este Plan, además de aterrizar los 32 programas previstos por el PSDH para el trienio 2014 a 2016, define las prioridades en la agenda del actual Gobierno.

En la encuesta realizada por la AECID a socios y actores locales relevantes se les ha pedido una valoración acerca de la participación de su institución/organización en los procesos de definición, seguimiento y rendición de cuentas de las estrategias nacionales de desarrollo y políticas públicas. La valoración general sobre su participación es bastante positiva (3,1)<sup>96</sup>. Si se tiene en cuenta solo a las organizaciones sociales o privadas la valoración de su participación en la planificación del desarrollo nacional se reduce sensiblemente (2,1). Por su lado, los socios de cooperación internacional en Haití consideran que la participación de la sociedad civil en la formulación, seguimiento y rendición de cuentas de las principales estrategias nacionales de desarrollo es poco relevante en un 85% de los casos o satisfactoria en un 15%<sup>97</sup>.

Teniendo en cuenta que la descentralización es la base para la consolidación de una democracia participativa es importante mencionar que en los últimos años se ha realizado un gran esfuerzo para que la mayoría de comunas cuenten con sus Planes de Desarrollo Comunal (PDC) y que se conciban a través de la participación ciudadana.

##### 3.1.2 Participación organismos de igualdad y movimiento de mujeres

El PSDH incluye como una de sus prioridades transversales la igualdad de género, dimensión que es tratada conjuntamente con la de inclusión al desarrollo nacional de la juventud y de las personas en situación de discapacidad.

---

<sup>95</sup> Constitución de la República de Haití de 1987

<sup>96</sup> 18 respuestas de 46 solicitudes. Siendo 0 *Participación nula* y 5 *Participación muy intensa*

<sup>97</sup> 8 respuestas de 12 solicitudes.

Los socios y actores locales a los que la Cooperación Española se ha dirigido para valorar la inclusión del Enfoque Basado en Derechos y el de Género en Desarrollo dentro de la Estrategia de Desarrollo Nacional, están de acuerdo en que han tenido una incorporación efectiva en un 53% de los casos, mientras que el 41% está parcialmente de acuerdo y solo el 6% está en desacuerdo con esta afirmación.

Si bien desde el año 2009 se inició un proceso para la concertación y establecimiento de la primera política nacional de igualdad de género (PEFH) hasta finales de 2014 no ha sido formalizada. En marzo de 2015 se ha hecho público el documento que la soporta<sup>98</sup>, cuya formulación ha sido liderada y coordinada por el MCFDF.

A la luz del nuevo PEFH se crea una estructura de gestión y seguimiento más amplia, que reconociendo la pertinencia de la Concertación Nacional<sup>99</sup> a lo que a violencia de género se refiere, instala un Mesa Temática de Género (TTG) como máxima instancia para la participación y la coordinación con otros sectores de la sociedad y de la comunidad internacional.

El PEFH hace un reconocimiento del papel que han jugado las organizaciones de mujeres en las transformaciones acaecidas las últimas décadas en favor de los derechos de las mujeres, por lo que desde las instituciones responsables se deberá establecer como prioridad fortalecer el marco de cooperación entre instituciones y organizaciones de mujeres como punto de anclaje fundamental para el desarrollo de la misma.



### 3.2 Alineamiento

#### 3.2.1 Calidad del diálogo de políticas y alineamiento con el país socio

Siendo signatario y depositario de los principales instrumentos internacionales de derechos humanos, cabe mencionar que el Estado haitiano no ha firmado ni ratificado la Convención Contra la Tortura y Otros Tratos y Penas Crueles, Inhumanos y Degradantes (CAT) ni los protocolos facultativo de la CEDAW y del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos<sup>100</sup>.

Desde el año 2010 el Servicio de Crédito Ampliado de Haití con el Fondo Monetario Internacional se convierte en marco orientador de la gestión macroeconómica<sup>101</sup>. Las reformas legislativas en el

<sup>98</sup> "Politique d'Égalité Femmes Hommes (PEFH)" 2014-2034

<sup>99</sup> Hasta esta fecha, el Plan Nacional de Lucha contra la Violencia hacia las Mujeres, en ejecución desde 2005, era el principal referente en materia de política y acción estratégica en igualdad y derechos de las mujeres. La *Concertación Nacional*, como estructura de implementación y seguimiento de este Plan ha sido el principal mecanismo de diálogo, concertación y trabajo conjunto entre el Gobierno Nacional y las organizaciones de mujeres haitianas

<sup>100</sup> "Estatus de los Principales Instrumentos de Derechos Humanos". Oficina de la Alta Comisionada de Derechos Humanos. 2009

<sup>101</sup> "Anuario Estadístico de América Latina y el Caribe 2014". CEPAL

ámbito fiscal y su cumplimiento, así como la ampliación de la base tributaria del país se han convertido en puntos centrales de este diálogo entre el Gobierno Nacional y la comunidad internacional.

Al mismo tiempo la reforma de la administración pública ha sido el otro gran foco de este diálogo de políticas. En noviembre de 2012, el Gobierno lanzó un importante programa de reforma administrativa con su horizonte en el año 2017<sup>102</sup>.

El **Core Group**, integrado por los embajadores de las principales representaciones diplomáticas presentes en Haití es el espacio que canaliza, en buena medida, el diálogo de políticas con la comunidad internacional y que ha girado en torno al desarrollo del calendario electoral, el diálogo entre los poderes ejecutivo y legislativo, fortalecimiento del estado de derecho, diálogo con la sociedad civil y lucha contra la corrupción.

El **G-12+** es el grupo donde concurren los representantes de los organismos de cooperación internacional, tanto bilaterales como multilaterales. Lo lidera el Ministro de la Planificación y la Cooperación Externa y se convierte en mecanismo estratégico para el diálogo entre las políticas de desarrollo nacional y las políticas de cooperación internacional.

A nivel de cooperación técnica, el establecimiento en 2012 del nuevo Marco para la Coordinación de la Asistencia Externa (CAED) permite canalizar el diálogo estratégico del Gobierno Nacional con la comunidad de donantes para garantizar el alineamiento de la ayuda externa con las prioridades nacionales de desarrollo plasmadas en el PSDH y los sucesivos Planes Trienales de Inversiones. El Comité de Eficacia de la Ayuda, adscrito al CAED, se encarga de articular con los Ministerios sectoriales y define el alcance de la coordinación y alineamiento técnico-sectorial.

Las Mesas Sectoriales de Agua y Saneamiento, Educación, Agricultura, Hábitat/ Vivienda, Medio Ambiente y Gestión del Riesgo de Desastres son en las que la Cooperación Española ha focalizado su participación y sus esfuerzos de coordinación y alineamiento en los últimos cuatro años. Su funcionamiento no ha sido constante, permaneciendo inactivas en algunos casos. El alcance de algunas de las Mesas es amplio en términos de gobernanza del sector y dentro de ella se hace referencia a su rol dentro del mecanismo de coordinación de la ayuda externa.

También existen mecanismos de coordinación de la ayuda a nivel territorial. Diferentes actores de la Cooperación Española participan activamente de los mecanismos de coordinación existentes en los departamentos del Sudeste y del Oeste (mesas sectoriales).

España ha participado activamente de este diálogo de políticas en diferentes momentos. A nivel bilateral hay que destacar que este viene determinado por el Acuerdo Básico de Cooperación entre ambos países de 1991. La reunión de la Comisión Mixta, que sesionó por primera vez en el año 2006, es el mecanismo bilateral de más alto nivel a través del que se canaliza este diálogo; y el Acta de la I Comisión Mixta es el documento que plasma los principales puntos de acuerdo en materia de cooperación. En septiembre de 2009 se realizó la reunión de seguimiento que prolongó la vigencia del Acta de la I Comisión Mixta hasta la actualidad.

Es preciso mencionar que España, en los últimos años y a raíz del apoyo estratégico a los sectores de educación y de agua y saneamiento ha ostentado liderazgo dentro de la comunidad internacional en el diálogo entorno a estas políticas sectoriales.

---

<sup>102</sup> Réforme administrative et décentralisation. Octubre 2012 – Septiembre 2017MPCE

### 3.2.2 Uso de los sistemas nacionales

En el informe de progreso sobre la implementación de la Declaración de París, publicado en el año 2010 por el Comité de Ayuda al Desarrollo, Haití no mostraba progresos relacionados con el aumento de la calidad de los sistemas de gestión de las finanzas públicas respecto a 2007<sup>103</sup>. Aún así se reportaba un incremento en la proporción de AOD que había usado los sistemas nacionales de gestión de las finanzas públicas y de procedimientos de compras y adquisiciones.

La Unión Europea financió en 2012 una evaluación de desempeño del Sistema Nacional de Gestión de las Finanzas Públicas de Haití en el marco de la iniciativa PEFA<sup>104</sup>. La anterior evaluación había sido en el año 2008 y no se reportan avances en su fortalecimiento.

Algunos de los principales obstáculos a la hora de aumentar el volumen de apoyo presupuestario directo, que ha solicitado el Gobierno Nacional, son la necesidad de fortalecer las instituciones de supervisión, mejorar el flujo de información hacia el Parlamento, reducir las modalidades de contratación directa y mejorar la documentación de los procedimientos de adquisiciones<sup>105</sup>.

La AECID ha usado la modalidad del apoyo presupuestario directo en Haití desde 2006. El resto de su programa bilateral se ha gestionado íntegramente a través de Subvenciones de Estado otorgadas directamente a los diferentes Ministerios sectoriales. En este caso, la gestión del presupuesto de las subvenciones se realiza usando los procedimientos nacionales de contratación, compras y adquisiciones. En el caso del programa correspondiente al Fondo de Cooperación para Agua y Saneamiento (FCAS) se usan los procedimientos del Banco Interamericano de Desarrollo (BID) para su implementación.

## 3.3 Armonización de donantes

En el año 2012 el total de la Ayuda Oficial al Desarrollo desembolsada por la comunidad internacional en Haití fue de 1.275 MUSD, mientras que en 2013 esta se redujo en un 8%, quedando en 1.171 MUSD. Entre el 2010 y el 2012 supuso de promedio el 14,2% del Ingreso Nacional Bruto, para 2017 se proyecta que no superará el 10% (9,4)<sup>106</sup>. La participación de la ayuda española en el global de la AOD que recibe Haití ha perdido peso desde 2009 cuando representó el 14,7<sup>107</sup>.

Entre 2008 y 2012 la distribución sectorial de la ayuda oficial a Haití se caracterizó por: un peso elevado de la Ayuda Humanitaria (30,1%), seguida de la destinada a Otros sectores sociales (16,1%), a Salud y población (14,1%) y a Infraestructura económica y servicios (13,5%). Educación concentró el 5,7% de la ayuda y los Sectores productivos un 5,6%<sup>108</sup>. Para los ejercicios 2012 y 2013 ya se redujo el peso de la Ayuda Humanitaria, aunque ha seguido siendo un componente importante.

Estados Unidos, como principal donante, concentró más de la mitad de la ayuda desembolsada en 2013 en el sector de Infraestructuras Sociales y, en menor medida, a la Ayuda Humanitaria, los Sectores Productivos, la Ayuda Multisectorial y las Infraestructuras Económicas.

---

<sup>103</sup> Para ambos años la valoración era 3.0 (entre 1,5 y 4,5). *Aid effectiveness 05-10: Progress in implementing the Paris Declaration*. OECD

<sup>104</sup> *Public Expenditure and Financial Accountability*

<sup>105</sup> "Informe del Grupo Asesor Especial sobre Haití". Consejo Económico y Social. 8 de octubre de 2014

<sup>106</sup> [http://webnet.oecd.org/dcdgraphs/CPA\\_recipient/](http://webnet.oecd.org/dcdgraphs/CPA_recipient/) (14/04/2015)

<sup>107</sup> Año de desembolso efectivo de los fondos para Haití del FCAS. Fuente Seguimiento del PACI y CAD-OCDE

<sup>108</sup> <http://www.oecd.org/dac/stats/data.htm> (13/04/2015)

El actual programa del BID se concentra en los departamentos del Norte del país y en menor medida en Artibonite y se basa en seis ejes temáticos (desarrollo agrícola, agua y saneamiento, educación, energía, infraestructura vial y apoyo al sector privado).

Canadá, al igual que los Estados Unidos concentró buena parte de su ayuda en el apoyo a las *Infraestructuras Sociales* y en menor medida *Ayuda Humanitaria y Sector productivo*.

La Unión Europea en el marco de su 11º Programa Indicativo Nacional 2014-2020 apoyará estratégicamente con 420 M€UR los sectores de: (a) Reforma del Estado y modernización de la administración pública; (b) Educación; (c) Desarrollo urbano e infraestructuras y (d) Seguridad alimentaria y nutricional. Su trabajo se concentra en el Gran Norte, aunque tiene intervenciones en los demás departamentos del país.

### 3.3.1 Foros de armonización

La coordinación y la armonización entre donantes en Haití se considera a tres niveles: El nivel de diálogo político representado en el *Core Group*; el nivel técnico alrededor del *G-12* y el nivel de coordinación técnico-sectorial a través de los *Grupos Sectoriales de Donantes*. Durante los últimos años no se ha llevado a cabo ningún ejercicio de evaluación acerca de la efectividad de estos mecanismos.

Actualmente la Cooperación Española participa de los Grupos de Donantes de Gobernabilidad Local (AFD), de Reforma de las Finanzas Públicas (BM) -anteriormente de Seguimiento al Apoyo Presupuestario-, de Sector Agrícola (BID), de Medio Ambiente (PNUD) y de Educación (UNESCO). El de Agua y Saneamiento, que fue liderada por AECID en 2013 en este momento no se encuentra activo. No hay activo ningún espacio para la armonización de donantes en el ámbito de las políticas de igualdad y derechos de las mujeres.

La eficacia de estos mecanismos sectoriales de armonización no es simétrica. Mientras que algunos están plenamente consolidados y han facilitado, incluso, el establecimiento de acuerdos de financiación conjuntos, en otros casos el nivel de interlocución es menos intenso y se ha centrado más en el intercambio y difusión de información de interés.

Otros mecanismos destacados por su contribución a la armonización de la cooperación, en este caso europea, son, de un lado, el Grupo de Jefes de Cooperación, y de otro lado, la iniciativa de la Hoja de Ruta de Fortalecimiento de la Sociedad Civil en la que participan, alrededor de unos compromisos conjuntos: DUE, España y Francia.



El Fondo para la Reconstrucción de Haití- FRH, del que España forma parte del Comité Directivo, se erigió como apuesta estratégica y principal instrumento que tenía que permitir, en el marco de la reconstrucción post seísmo, avanzar de manera concreta en una mayor apropiación y alineamiento por parte del Gobierno Nacional. De su evaluación externa de 2015 se hace notar que el FRH no canalizó más del 12,6% de la ayuda efectivamente desembolsada y destinada a la reconstrucción del país. Se calcula, además, que solo el 20% se destinó al apoyo presupuestario general que tenía que permitir al Gobierno Nacional financiar los *gaps* por él identificados.<sup>109</sup>

Al preguntarles directamente a los socios y actores estratégicos locales su valoración de la eficacia de los principales mecanismos de coordinación y armonización de la comunidad internacional en Haití, consideran que son bastantes eficaces (3)<sup>110</sup>.

### 3.3.2 Programas regionales

A partir de 2006 se priorizó la implementación de convenios de ONGD binacionales en zonas fronterizas de Haití y la República Dominicana (5). En el mismo periodo Haití fue parte de 5 convenios regionales de ámbito centroamericano o latinoamericano. Actualmente se está iniciando un convenio regional para mejorar la calidad de la educación y está en ejecución un convenio binacional en la frontera Sur con República Dominicana en el ámbito del crecimiento económico.

Mencionar que Haití ha sido país elegible para financiación por parte de la iniciativa internacional *Global Partnership for Education* (GPE) de la que la Cooperación Española es parte y a la que ha apoyado presupuestariamente.



### 3.4 Ventaja comparativa de la Cooperación Española

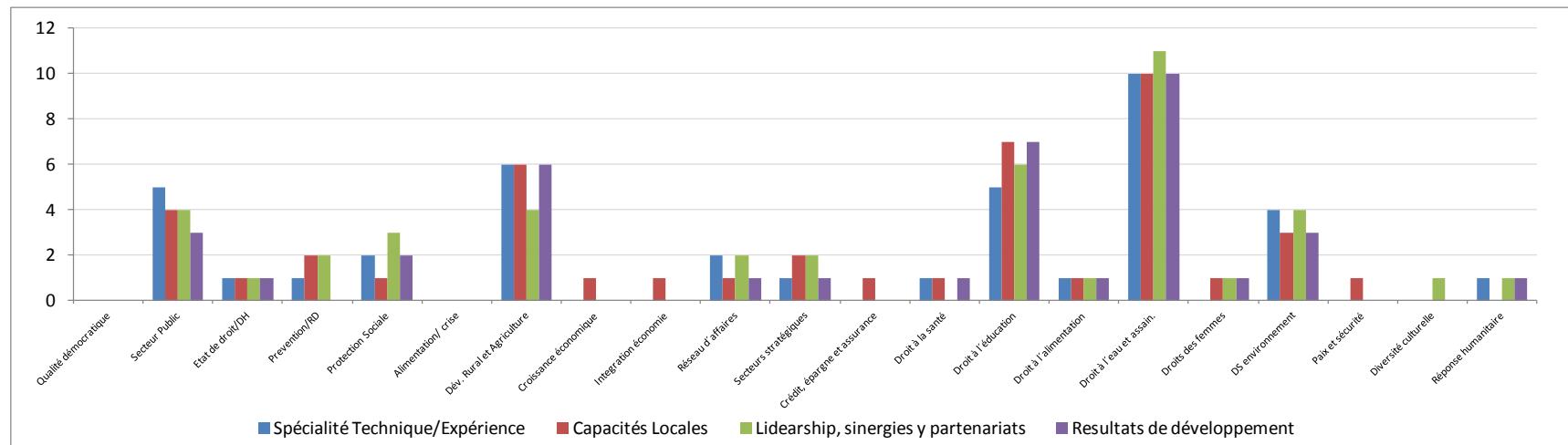
Para el análisis de la ventaja comparativa de la Cooperación Española en Haití se ha contado con la opinión de los socios y actores locales, de otros agentes de la comunidad internacional en Haití, de representantes y cuadros técnicos de diferentes actores de la cooperación española presentes en el país y finalmente con el aporte de evaluaciones intermedias y finales de algunas intervenciones financiadas principalmente por AECID.

<sup>109</sup> *Évaluation externe du Fonds de Reconstruction d'Haiti. Rapport final.* Enero 2015

<sup>110</sup> 18 respuestas de 46 solicitudes. Siendo 0 Ninguna eficacia y 5 Altamente eficaces

### 3.4.1 Socios y actores locales

**Figura I. Líneas de Actuación del IV PD en relación a criterios de ventaja comparativa de la Cooperación Española en Haití (socios y actores locales)<sup>111</sup>**



Fuente: OTC Haïti

Las Líneas de Actuación del IV Plan Director donde se concentra una valoración más positiva en cuanto a ventaja comparativa por parte de socios y actores locales son, por este orden: *Derecho al agua y el saneamiento*, *Derecho a la educación*, *Desarrollo rural y agricultura como sector clave*, *Fortalecer las estructuras y sistemas de gestión del sector público* y *Desarrollo sostenible y medio ambiente*.

Las instituciones/organizaciones que disponen de elementos para valorar la ventaja comparativa de la Cooperación Española aprecian, en general, una ventaja comparativa importante en los cuatro criterios tomados en cuenta. En *pertinencia y resultados de desarrollo alcanzados* el valor medio de su valoración es de 3,6; en *capacidad de liderazgo, sinergias y alianzas estratégicas* es 3,5, en *generación de capacidades locales* es 3,4 y finalmente en *especialización técnica y experiencia* es un 3,2<sup>112</sup>.

<sup>111</sup> 18 respuestas de 46 solicitudes

<sup>112</sup> Siendo para cada criterio 0=ventaja comparativa nula y 5= ventaja comparativa muy elevada.

### 3.4.2 Otros actores de la comunidad internacional

Los socios internacionales con presencia en Haití que han participado<sup>113</sup> activamente de la encuesta consideran, de manera general, que la Cooperación Española tiene una importante ventaja comparativa por el *fortalecimiento de capacidades locales* que ha alcanzado. También se valora como una ventaja la *especialización técnica y la experiencia*. En menor medida la *pertinencia y los resultados de desarrollo* alcanzados y, finalmente, a diferencia de los socios y actores locales, no aprecian una ventaja comparativa tan clara en la capacidad de *liderazgo, sinergias y establecimiento de alianzas* de la Cooperación Española. Este último punto puede deberse al enfoque de trabajo de la Cooperación Española en Haití, que ha priorizado el impacto territorial y no ha concentrado tanta ayuda en programas nacionales o de fortalecimiento directo a las instituciones públicas centrales y sus reformas.

*Derecho humano al agua y el saneamiento y derecho humano a la educación* serían los sectores en los que identifican mayor ventaja comparativa de la Cooperación Española en Haití.

### 3.4.3 Valoración global

A partir de esta valoración inicial, se seleccionan las Líneas de Actuación del IV Plan Director que han tenido una valoración más positiva<sup>114</sup>, además de las otras en que los actores de Cooperación Española en Haití consideran que ha habido una contribución significativa los últimos años<sup>115</sup>.

**Tabla I. Resumen valoración ventaja comparativa de las Líneas de Actuación (IV Plan Director)**

Valoración		Línea de Actuación
ALTA		DERECHO AL AGUA Y EL SANEAMIENTO
ALTA		DERECHO A LA EDUCACIÓN DE CALIDAD
ALTA	MEDIA	FORTALECER ESTRUCTURAS Y SISTEMAS DE GESTIÓN DEL SECTOR PÚBLICO
ALTA	MEDIA	DESARROLLO RURAL Y AGRICULTURA COMO SECTOR CLAVE
MEDIA		DESARROLLO SOSTENIBLE Y MEDIO AMBIENTE
MEDIA		IMPULSAR LA CALIDAD DE LA DEMOCRACIA
MEDIA		FORTALECER POLÍTICAS DE PREVENCIÓN. REDUCCIÓN DEL RIESGO DE DESASTRES
MEDIA		FORTALECER EL TEJIDO EMPRESARIAL LOCAL
MEDIA		DIVERSIDAD DE LAS EXPRESIONES CULTURALES
MEDIA	BAJA	ACELERAR EL CUMPLIMIENTO DE LOS DERECHOS DE LAS MUJERES
MEDIA	BAJA	DERECHO HUMANO A LA SALUD

Fuente: Elaboración propia

<sup>113</sup> 8 respuestas de 12 solicitudes

<sup>114</sup> *El derecho humano al agua y el saneamiento; Derecho humano a una educación básica de calidad para todos y todas; Fortalecer la estructura y sistemas de gestión del sector público; Desarrollo rural y territorial, agricultura como sector clave; Desarrollo sostenible y medio ambiente y Acelerar cumplimiento de los derechos de las mujeres.*

<sup>115</sup> *Diversidad de las expresiones culturales; Derecho humano a la salud; Fortalecer políticas de prevención (RRD) y Apoyar el tejido económico empresarial local; Impulsar la calidad de la democracia (sociedad civil).*

Las Líneas asociadas a la satisfacción del derecho al agua y el saneamiento y la educación se valoran como las de mayor ventaja comparativa de la Cooperación Española en Haití (ver capítulo 3.I.1). En las de Fortalecer las estructuras y sistemas de gestión del sector público y Desarrollo rural y agricultura como sector clave se considera que España tiene una ventaja comparativa media-alta (ver capítulos 3.I.1 y 3.I.2).

En el **anexo 2** se presenta el ejercicio completo de valoración de la ventaja comparativa de la Cooperación Española por cada una de las Líneas de Actuación y en relación a los criterios de: **(a)** Experiencia con especialización técnica; **(b)** Contribución a la creación de capacidades en el país; **(c)** Liderazgo, sinergias y alianzas establecidas dentro de la CE y con otros donantes y **(d)** Resultados positivos reflejados en evaluaciones realizadas.

<b>Enfoque Basado en Derechos Humanos</b>	Valoración:
<b>No hay una Estrategia</b> para hacerlo transversal por parte de la Cooperación Española en Haití	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Socios Locales: MEDIA-ALTA</li> <li>• Actores internacionales: MEDIA-ALTA</li> <li>• Autovaloración: MEDIA-ALTA (ONGD) Y MEDIA-ALTA (AECID)</li> </ul>

<b>Enfoque de Género en Desarrollo</b>	Valoración:
<b>No hay una Estrategia</b> para hacerlo transversal por parte de la Cooperación Española en Haití	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Socios Locales: MEDIA</li> <li>• Actores internacionales: ALTA</li> <li>• Autovaloración: MEDIA-ALTA (ONGD) Y MEDIA-BAJA (AECID)</li> </ul>

<b>Enfoque de Sostenibilidad Ambiental</b>	Valoración:
<b>No hay una Estrategia</b> para hacerlo transversal por parte de la Cooperación Española en Haití	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Socios Locales: MEDIA-ALTA</li> <li>• Actores internacionales: ALTA</li> <li>• Autovaloración: ALTA (ONGD) Y MEDIA-ALTA (AECID)</li> </ul>

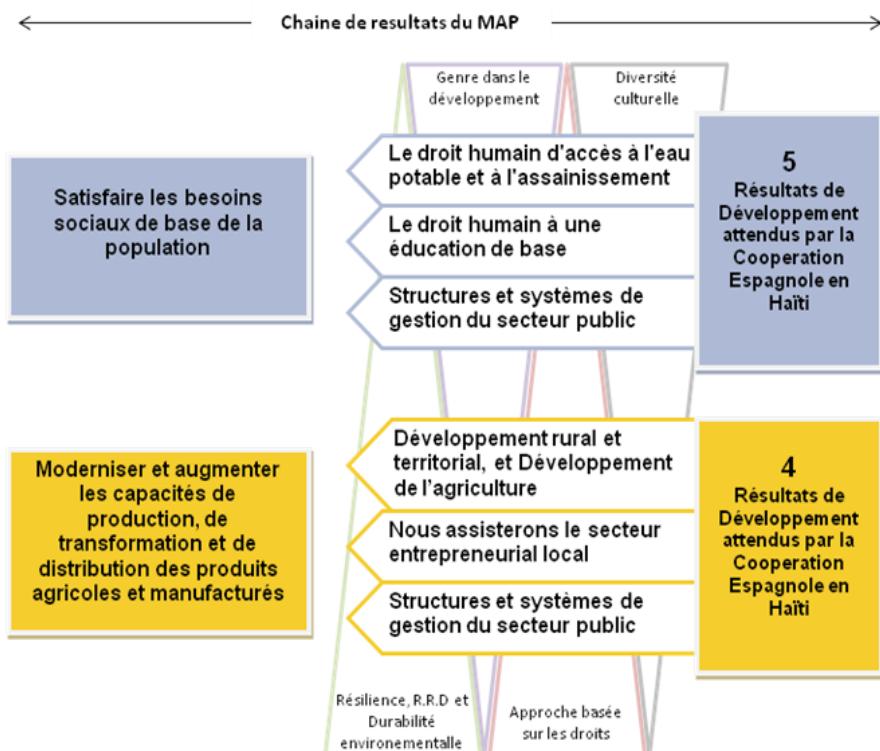


## 4 DECISIONES ESTRATÉGICAS

### 4.1 Orientaciones estratégicas de concentración

Las decisión estratégica de concentración de la Cooperación Española en Haití obedece a: una serie de consideraciones de partida<sup>116</sup> que han sido tenidas en cuenta a la hora de realizar la reflexión inicial; unos lineamientos y una visión fruto del diálogo y reflexión y un análisis exhaustivo de las oportunidades relacionadas con la apropiación democrática, el alineamiento, la armonización y, especialmente, la ventaja comparativa de la Cooperación Española en Haití.

**Figura 2 Mapa conceptual Decisión Estratégica MAP Haití**



Fuente: OTC Haïti

<sup>116</sup> La adopción por parte del Gobierno de Haití del **Plan Estratégico de Desarrollo (PSDH)** que aspira a convertir a Haití en un país emergente en el horizonte del año 2030; la identificación por parte del Gobierno Nacional de **cinco prioridades de intervención** para su periodo de gobierno; La **reducción significativa de nuevos flujos de AOD española al país desde 2011**, así como lo establecido en el IV Plan Director de la Cooperación Española 2013-2016, hacen imperativa una importante concentración; tanto en resultados de desarrollo de Haití, como en Orientaciones Estratégicas y Líneas de Actuación del IV Plan Director: Que existe un **volumen importante de recursos desembolsados y programados** para ejecutar hasta el 2017; Que deben responder a una **apuesta conjunta entre los diferentes actores de la Cooperación Española**; Que debe reforzar un **modelo de trabajo de la Cooperación Española en Haití** caracterizado por un **enfoque territorial**; Que **debe tener en cuenta la actual focalización geográfica**; Que **debe garantizar la incorporación del enfoque basado en derechos humanos, de género en desarrollo, de sostenibilidad ambiental y de diversidad de las expresiones culturales** y que **debe impulsar una adecuada gestión del conocimiento** durante todo su ciclo de implementación.

#### 4.1.1 FOMENTAR EL ACCESO A LOS SERVICIOS SOCIALES BÁSICOS

El Plan Estratégico de Desarrollo de Haití (PSDH 2030) plantea como visión a largo plazo:

- Una sociedad donde el conjunto de necesidades de base de la población son satisfechas en términos cuantitativos y cualitativos.
- Una sociedad del aprendizaje en la que el acceso universal a la educación básica y la matriz de cualificaciones derivadas de un sistema de formación profesional pertinente conforman la nueva ciudadanía que Haití requiere para su refundación.

En este contexto, y considerando las potencialidades y ventaja comparativa de la Cooperación Española en el país, se identifica el siguiente<sup>117</sup> resultado de desarrollo del Plan Trienal de Inversiones 2014-2016, elaborado por el Gobierno de Haití, al que contribuir durante la vigencia del presente MAP.

***Resultado 1: Las necesidades sociales básicas de la población son satisfechas***

***Indicadores del Resultado nº1:***

- 1.1** % de población urbana y rural que usa fuentes mejoradas de agua
- 1.2** % de población urbana y rural que usa instalaciones de saneamiento
- 1.3** Disminución de los niños/as menores de 5 años afectados por diarrea
- 1.4** Tasa neta de escolarización en educación primaria
- 1.5** Ratio entre hombres y mujeres en educación primaria y secundaria
- 1.6** % de culminación en educación primaria
- 1.7** Nº años promedio de escolarización de mujeres y hombres
- 1.8** Nº de alumnos que cursan Formación Profesional
- 1.9** % de plazas disponibles por parte del sector público
- 1.10** % población alfabetizada entre 15-24 años
- 1.11** % Profesores/as de fundamental certificados con el permiso permanente

La Cooperación Española en Haití canalizará su contribución a este resultado de desarrollo a través de (3) Líneas de Actuación del IV Plan Director: (a) Derecho humano a una educación básica de calidad para todas y todos; (b) Derecho humano al agua y el saneamiento y (c) Fortalecimiento de las estructuras y sistemas de gestión del sector público.

<sup>117</sup> Corresponde al objetivo estratégico “Satisfacer las necesidades sociales básicas de la población” de la prioridad nº 1 “La educación y el desarrollo humano y social” del Plan Trienal de Inversiones 2014-2016 del Gobierno Nacional

## L.A. Derecho humano al agua y el saneamiento

Haití no alcanzará en 2015 las metas del milenio relacionadas con cobertura de agua y saneamiento. En 2012 el 64% de la población usaba fuentes mejoradas de abastecimiento de agua potable y el 25% instalaciones de saneamiento. Los sistemas de recogida de residuos sólidos y lodos<sup>118</sup> son informales y la disposición final se hace en condiciones óptimas. La gestión de la gran mayoría de las cuencas hidrográficas del país (alrededor del 85%) se considera inadecuada<sup>119</sup>. Si se tiene en cuenta el objetivo global de asegurar agua sostenible que se prevé incluir en los acuerdos Post-2015, probablemente, los desafíos y brechas que deberá asumir Haití son de una escala mayor dado que conciernen a todas las dimensiones del ciclo hidrológico.

### Marco legal y de política

- Ley Marco de 2009 de organización del sector del agua potable y el saneamiento
- Estrategia Sectorial de la Dirección Nacional de Agua Potable y Saneamiento (DINEPA) Visión 2015
- Plan Quinquenal de Acciones prioritarias 2011-2015
- Plan Estratégico Sectorial de Agua Potable y Saneamiento 2015-2025 (en elaboración)
- Leyes que regulan la institucionalidad del sector salud y medio ambiente
- Planes de Manejo y Gestión de Cuencas (Metodología Nacional)

### Armonización

España relanzará y liderará el Grupo de Donantes en agua y saneamiento a partir de 2015. Los donantes y agencias más activos serán el Banco Interamericano de Desarrollo con una financiación adicional de 35 MUSD y el Banco Mundial con una financiación de 50 MUSD, en menor medida, Suiza, Japón, Canadá y UNICEF.

**España será donante líder en la garantía del derecho al agua y el saneamiento**

### Ventaja comparativa Cooperación Española

España dispone de reconocimiento por el modelo de gestión de sus recursos hídricos y de los servicios de agua y saneamiento básico, por lo que ha sido tomada como referente en la formulación de la *Directiva Marco del Agua* de la Unión Europea.

Desde 2010 ha sido un sector intensivo en acompañamiento técnico especializado por parte de actores españoles y con potencial de articulación de capacidades técnicas procedentes de España en saneamiento, impacto ambiental y gestión comercial.

Ha habido un apoyo estratégico a la implementación de la Ley Marco de 2009 y a la puesta en marcha de la institucionalidad nacional y territorial, así como un liderazgo de España dentro de la comunidad internacional que contribuye al derecho al agua y el saneamiento.

El impacto potencial en la mejora de las condiciones de vida de la población es muy importante una vez se avance en la ejecución de los productos previstos.

Tanto los socios locales, como los actores internacionales y españoles presentes en Haití, lo valoran como el sector con una mayor ventaja comparativa por parte de la Cooperación Española.

<sup>118</sup> Residuos sólidos competencia de Ministerio Medio Ambiente y lodos (excretas soluciones individuales saneamiento ) DINEPA

<sup>119</sup> Ver epígrafe 2.1.4

## Contenido de la Línea de Actuación

La Cooperación Española focalizará su apoyo a Haití en los componentes de **(a)** mejora del acceso a servicios sostenibles de agua y saneamiento y **(b)** promoción de la gobernanza del sector.

**(a)** Dentro del primer componente se incidirá directamente en el aumento de la cobertura de agua potable en áreas urbanas, periurbanas y rurales a través de la mejora o construcción de sistemas de abastecimiento incluyendo la puesta en marcha de Planes de Gestión de Cuencas Hidrográficas. Se fortalecerá la mejora del servicio con el aumento de la cantidad y la calidad del agua servida a través de conexiones particulares, quioscos y puntos de agua. Se construirán plantas de tratamiento para los lodos procedentes de soluciones individuales y también se promoverá la construcción y uso de soluciones mejoradas de saneamiento mediante campañas de cambio de comportamiento, comunicación y marketing.

**(b)** Para el segundo componente se prevé apoyar a Haití para mejorar la capacidad de ejecución, regulación, gestión, explotación y mantenimiento de los servicios de agua y saneamiento por parte de las instituciones garantes, así como para la gestión integral del recurso hídrico. Será prioritario fortalecer los mecanismos de rendición de cuentas y también la capacidad de participación de la sociedad civil tanto en la gestión como en el seguimiento y evaluación de la garantía del derecho al agua. Se incrementarán los recursos de la DINEPA a través del aumento de los ingresos procedentes de los Centros Técnicos de Explotación (CTE) y del Tesoro Público.

A lo largo del periodo de vigencia de este MAP los actores de la Cooperación Española irán transitando progresivamente de una ayuda intensiva en inversión hacia una ayuda más intensiva en conocimiento y fortalecimiento de capacidades locales, con mayor protagonismo de actores españoles altamente especializados y de modalidades como la cooperación técnica y apoyando iniciativas de cooperación Sur-Sur.

### ***Resultados de Desarrollo esperados por la Cooperación Española a 2017:***

- R.1** La población urbana, periurbana y rural aumenta su acceso a fuentes de agua mejorada
- R.2** La población urbana, periurbana y rural usa soluciones de saneamiento mejoradas y adquiere prácticas adecuadas de higiene
- R.3** Las instituciones nacionales y territoriales con competencias en el sector del agua mejoran su desempeño institucional en la prestación del servicio y en la gestión integral del recurso hídrico.

## Enfoque basado en derechos

La garantía del derecho humano al agua significa disponer de agua suficiente, salubre, aceptable, accesible y asequible<sup>120</sup>. El derecho a la salud y el derecho a una alimentación adecuada dependen, entre otros, de la realización del derecho al agua y de un saneamiento adecuado. En relación al saneamiento hay que tener en cuenta la disponibilidad, la calidad, la accesibilidad física, la asequibilidad y la aceptabilidad.

<sup>120</sup> "El derecho al agua. Folleto informativo nº 35". Oficina del Alto Comisionado para los Derechos Humanos, ONU Hábitat y OMS

Las soluciones de abastecimiento y distribución de agua que apoyará la Cooperación Española garantizarán niveles de continuidad y cantidad adecuados a los usos personales y domésticos de la población urbana y rural. Siempre por encima de los 20 litros por persona y día.

Se pondrán en marcha soluciones técnicas adecuadas y sostenibles para que el agua servida sea salubre y aceptable. Se apoyará a las instituciones y actores del territorio responsables del suministro en equipamiento y formación para un seguimiento adecuado de la calidad del agua. Para las soluciones de saneamiento se trabajará en remedios seguros desde el punto de vista higiénico.

Los puntos de acceso público o quioscos se ubicarán teniendo en cuenta la accesibilidad tolerable por distancia de toda la población beneficiaria, así como la adaptación arquitectónica que facilite el acceso físico de todas las personas al punto de recogida. Las soluciones de saneamiento colectivas se ubicarán en puntos estratégicos como los centros educativos.

Se promoverá y apoyará técnicamente una gestión comercial eficaz y sostenible de los servicios de agua y saneamiento teniendo en cuenta que debe ser asequible para toda la ciudadanía.

*Género en desarrollo:*

Con el objetivo de asegurar la igualdad y la dignidad de las mujeres se promoverá su participación plena y efectiva en las estructuras comunitarias y locales de gestión y gobernanza de los sistemas de agua y saneamiento. Para ello se garantizará que dispongan de la formación y herramientas necesarias. Se tendrán en cuenta las necesidades y demandas de las mujeres.

*Resiliencia, gestión del riesgo de desastres y sostenibilidad ambiental:*

El abastecimiento de agua es muy vulnerable ante el impacto de fenómenos naturales y antrópicos. La Cooperación Española fortalecerá a las entidades operadoras responsables del servicio de agua potable en Haití para que dentro de sus esquemas de gestión y operación tengan en cuenta el enfoque de reducción del riesgo de desastres que aminore la vulnerabilidad y garanticen una continuidad mínima en los servicios.

Los estudios de impacto ambiental tanto para soluciones<sup>121</sup> de abastecimiento de agua como de saneamiento y disposición final garantizarán la protección del recurso hídrico y mitigarán posibles impactos en el entorno. Se fomentará el uso conjunto de aguas superficiales y subterráneas y se divulgará y apoyará la apropiación de las directrices técnicas de la DINEPA al respecto.

Se prevé realizar campañas de sensibilización hacia un cambio en comportamientos y prácticas de la población relacionadas con la higiene y el uso sostenible del agua y de los residuos.

*Diversidad cultural:*

Se tendrá en cuenta el papel social y cultural que pueda desempeñar el agua en la cosmovisión y existencia cotidiana de las comunidades locales y sus formas de aprovechamiento. Los mensajes de sensibilización para los cambios en las prácticas sobre higiene y uso del agua serán adaptados a los contextos locales.

**Sujetos de derechos**

El conjunto de la población urbana y periurbana de las ciudades priorizadas por el FCAS y las poblaciones rurales en todo el país. Con especial énfasis en la infancia y grupos más vulnerables.

---

<sup>121</sup> Teniendo en cuenta la gestión integral del recurso hídrico en el territorio donde se va a intervenir

## Socios estratégicos

Las instituciones creadas a través de la Ley Marco de 2009 se convierten en socias estratégicas e interlocutoras de referencia para la Cooperación Española en Haití. A nivel nacional la DINEPA, quien ejerce como contraparte nacional del FCAS. A nivel regional las Oficinas Regionales de Agua y Saneamiento (OREPAS) y las Unidades Rurales Departamentales (URD). En el nivel urbano y rural los Centros Técnicos de Explotación (CTE) y los Técnicos en Agua Potable y Saneamiento a nivel Comunal (TEPAC). Las instituciones del sector salud, agricultura y recursos naturales, medio ambiente y educación también serán aliadas estratégicas de la Cooperación Española.

La sociedad civil organizada debe ejercer un rol fundamental en la gestión y supervisión del servicio. Para ello se apoyará a los Comités de Aprovisionamiento (CAEPAS), Comités de Puntos de Agua (CPE), Comités de Quioscos y otras figuras de organización que desde la comunidad velan por la garantía del derecho al agua. Se priorizará la vinculación y participación de asociaciones de mujeres. Finalmente algunas organizaciones privadas y de la sociedad civil también serán aliados de la Cooperación Española en Haití.

Aunque las acciones del Fondo del Agua tendrán impacto en todo el territorio nacional, las nuevas intervenciones de Cooperación Española se concentrarán fundamentalmente en los departamentos del Sudeste y Oeste.

## Instrumentos y actores de Cooperación Española

El actor líder de la Cooperación Española en Haití para este periodo será la AECID a través del Fondo del Agua. Las ONGD españolas, especialmente las que cuentan con especialidad técnica, también tendrán un papel relevante a través de la ejecución de proyectos y convenios financiados principalmente por AECID y, en menor medida, por la Cooperación Oficial Descentralizada.

El sector privado español seguirá siendo un actor relevante para este sector, tanto para gestión como para asistencia técnica e implementación de actividades. Las universidades, grupos y centros de investigación españoles deben tener un protagonismo creciente.

La cooperación técnica y la cooperación Sur-Sur son modalidades de cooperación a fortalecer a lo largo de estos tres años.

## L.A. Derecho humano a una educación básica de calidad para todas y todos

En el campo de la educación, aún con los progresos en cuanto a tasa neta de escolarización en primaria, que pasó del 47% en el año 1993 al 88% en 2011<sup>122</sup>, no se alcanzará en 2015 la meta del 100%. También persisten desigualdades en acceso entre las áreas rurales y las urbanas y la permanencia dentro del sistema sigue siendo el gran reto con una tasa para primaria de solo el 68%. 5,5<sup>123</sup> son los años de escolarización terminados promedio en Haití frente a los 7,9<sup>124</sup> de América Latina y el Caribe, siendo para las mujeres haitianas de 5,5 años en comparación con los 5,6 de los hombres.

<sup>122</sup> El índice de paridad de género/primaria 2012 era 0,93 (en 2006 1,02) y secundaria 1,08, igual que en 2006. Raport MDG 2013. *Haití a New Look*. PNUD

<sup>123</sup> EMMUS V

<sup>124</sup> "Informe sobre Desarrollo Humano 2014". PNUD

Existen desafíos importantes en cuanto a calidad del sistema educativo e igualdad de oportunidades, cerca del 88% de las plazas son ofrecidas por el sector privado<sup>125</sup>.

### **Marco legal y de política**

- Constitución de la República de Haití 1987 consagra el derecho fundamental a la educación y la enseñanza
- *Reforma de Bernard* de 1982
- Plan Operacional 2010-2015. Hacia la refundación del sistema educativo haitiano
- Programa de intervenciones prioritarias en educación (PIPE) 2013-2016
- 12 medidas del Gobierno de Martelly de agosto 2014
- Política de Igualdad entre mujeres y hombres 2014-2034 (PFH). *Pour une education non sexiste et des modèles égalitaires.*

### **Armonización**

España participará activamente del Grupo Sectorial de Educación (GSE) como mecanismo nacional de referencia para la armonización en el ámbito de la educación. UNESCO seguirá presidiendo el Grupo durante el siguiente periodo.

Los principales donantes serán, además de España, el Banco Interamericano de Desarrollo, Unión Europea, Banco Mundial, USAID y UNICEF. También intervienen en este sector y participan del grupo Canadá, Japón, Francia, Bélgica, México y Venezuela.

**España será donante activo y con liderazgo en la garantía del derecho a la educación**

### **Ventaja comparativa Cooperación Española**

España dispone de una amplia experiencia de acompañamiento al sector educativo haitiano. Se ha contado con un acompañamiento técnico permanente y especializado por parte de diferentes actores de la Cooperación Española.

Los socios reconocen un enfoque de trabajo directo con la institucionalidad pública que ha contribuido a la creación de capacidades locales, especialmente en los departamentos prioritarios. La AECID ha liderado en diferentes momentos los espacios para la armonización y coordinación de donantes en este sector y ha sido interlocutor estratégico con las autoridades nacionales.

Ha habido una contribución a garantizar el derecho a la educación, especialmente en lo relacionado con calidad y capacidad institucional. Se trata de la segunda Línea de Actuación mejor valorada en cuanto a ventaja comparativa de la Cooperación Española por parte de socios locales y comunidad internacional.

### **Contenido de la Línea de Actuación**

La Cooperación Española concentrará su apoyo en los componentes de **(a)** acceso y permanencia en el sistema escolar, **(b)** aumento de la calidad de la educación, **(c)** fortalecimiento institucional y gobernanza y **(d)** alfabetización de jóvenes y adultos.

**(a)** Dentro del primer componente se apoyará al sector público haitiano para que amplíe su oferta educativa a través de la rehabilitación y construcción de aulas para educación primaria en centros

<sup>125</sup> MDG Report 2013. *Haití a New Look*. PNUD; *Programme d'interventions prioritaires en education (PIPE) 2013-2016* (MENFP)

que no cumplen con la normativa nacional. También promoviendo el cumplimiento de los compromisos con las escuelas concertadas y la capacidad de regulación y supervisión de la educación privada. Se hará especial énfasis en la eliminación de los obstáculos para acceso y permanencia de las niñas en el sistema educativo. A través de la sensibilización a la comunidad educativa se promocionará, en general, el acceso universal y la permanencia.

**(b)** En relación a la calidad educativa será prioritario fortalecer capacidades de los docentes a través de una formación-capacitación adecuada e inclusiva. Otros ámbitos como la gestión escolar, los mecanismos de evaluación y el desarrollo de currículos inclusivos también se tendrán en cuenta. Por otro lado se apoyará la formación profesional orientada al empleo a través del fortalecimiento y aumento de la red de escuelas taller contribuyendo, de esta manera, a la protección y puesta en valor del patrimonio material haitiano y favoreciendo el acceso a un trabajo digno de la juventud en situación de vulnerabilidad, haciendo especial atención a la inserción laboral de mujeres jóvenes.

**(c)** Finalmente se avanzará en una mayor eficacia y capacidad de gestión del sistema educativo a nivel departamental y local. Se buscará mejorar la gestión administrativa y financiera a través de la toma de decisiones basadas en información actualizada y de una transferencia de capacidades planificada y estructurada. Se apoyará la participación ciudadana, la transparencia y rendición de cuentas a nivel local.

**(d)** En el campo de la educación no formal se apoyará la alfabetización de la juventud y de las personas adultas en zonas periurbanas y rurales de los departamentos prioritarios.

#### ***Resultados de Desarrollo esperados por la Cooperación Española a 2017:***

**R.4** La población de los departamentos Oeste y Sudeste aumenta su nivel educativo y cuenta con centros escolares públicos adecuados y profesorado mejor formado para ofrecer una educación de calidad e igualitaria.

**R.5** El MENFP y su estructura desconcentrada, así como las colectividades territoriales en los departamentos Oeste y Sudeste mejoran el desempeño de prestación y gestión de los servicios básicos en educación.

#### **Enfoque basado en derechos**

La garantía del derecho humano a la educación<sup>126</sup> implica la generalización del acceso a la enseñanza primaria, gratuita para todos y todas, sin discriminación ni exclusión.

Fortalecer al sector público haitiano en la prestación y control de los servicios educativos es una prioridad para avanzar hacia una enseñanza primaria gratuita y de calidad. La alfabetización de la juventud y de las personas adultas ayuda a garantizar el derecho a la educación.

#### **Género en desarrollo:**

Será una prioridad reducir los factores de discriminación que provocan desigualdades en el acceso y, sobre todo, la permanencia en el sistema educativo, especialmente de niñas y mujeres. Sensibilizar a la comunidad educativa, garantizar una formación adecuada, un cambio de imaginario entre la comunidad docente y hacer transversal el enfoque de igualdad de género dentro de los

<sup>126</sup> "Las dimensiones inclusivas del derecho a la educación: bases normativas. Marco conceptual". 2008 UNESCO

currículos educativos serán tareas a emprender. A través de la promoción de la alfabetización se apoyará la igualdad de oportunidades entre mujeres y hombres.

*Resiliencia, gestión del riesgo de desastres y sostenibilidad ambiental:*

Dentro del sistema educativo se promoverán cambios de actitudes y comportamientos de la comunidad educativa en cuanto al uso responsable de los recursos naturales. En las intervenciones destinadas a la mejora de las infraestructuras escolares se tendrán en cuenta soluciones energéticas y de saneamiento más respetuosas con el entorno y la eliminación del uso del carbón en las cantinas escolares.

En el ámbito de la gestión del riesgo se promoverá la difusión y adopción de las normas técnicas en sismo resistencia del MENFP cuando se intervenga sobre infraestructura. Se promoverá que los centros educativos dispongan de sus propios planes de contingencia y se formará y sensibilizará a la comunidad escolar en el ámbito de la prevención del riesgo de desastres y la respuesta oportuna.

*Diversidad cultural:*

Se apoyará la consolidación de un sistema educativo que además de asegurar el acceso priorice el aumento de la calidad y la equidad. Para ello se acometerán acciones destinadas a garantizar un sistema educativo inclusivo y respetuoso de la diversidad, que fortalezca la identidad y la puesta en valor de la lengua haitiana.

**Sujetos de derechos**

La infancia y especialmente las niñas como grupo especialmente vulnerable. La juventud en situación de vulnerabilidad económica y social que pueda acceder a una formación profesional de calidad. Por último las personas no alfabetizadas.

**Socios estratégicos**

A nivel nacional es el Ministerio de Educación Nacional y de Formación Profesional (MENFP) la principal institución aliada de la Cooperación Española. El Instituto Nacional de Formación Profesional (INFP), el Instituto de Salvaguardia del Patrimonio Nacional (ISPAN) y la Secretaría de Estado para la Alfabetización (SEA) también se convierten en interlocutores estratégicos.

En los departamentos prioritarios se trabajará de manera articulada con las Direcciones Departamentales de Educación, al nivel de distritos escolares con las Oficinas Distritales Escolares (BDE). También se tenderá a fortalecer las competencias de las Colectividades Territoriales en materia de educación.

Otros actores relevantes con los que la Cooperación Española trabajará en sus intervenciones serán ONGD y asociaciones privadas que promueven el derecho a la educación en Haití.

Los sindicatos de docentes, las asociaciones de padres y madres y las organizaciones comunitarias de base en el ámbito de la educación también se consideran interlocutores y aliados de la Cooperación Española en este ámbito.

**La Cooperación Española concentrará sus nuevas intervenciones  
en los departamentos del Sudeste y Oeste.**

## **Instrumentos y actores de Cooperación Española**

Para la promoción y garantía del derecho a la educación, tanto la AECID como algunas ONGD que van a focalizar su trabajo en este sector tendrán un rol de liderazgo. Se promoverá el poder vincular a otros actores españoles como es el caso del sector privado o las universidades.

Las subvenciones de estado, los proyectos y convenios con ONGD españolas y la financiación de la Cooperación Oficial Descentralizada seguirán siendo instrumentos de cooperación relevantes en Haití. Se valorará el implementar otras modalidades de cooperación como apoyos presupuestarios (que ya ha sido usado en Haití para este sector), cestas de donantes o cooperación delegada. La cooperación técnica y la cooperación triangular son modalidades a tener en cuenta a lo largo de estos tres años.

## **L.A. Fortalecer las estructuras y sistemas de gestión del sector público para mejorar el acceso a los servicios sociales básicos**

La estructura y funcionamiento actual de la administración del Estado haitiano exige importantes esfuerzos de modernización para poder responder de manera más oportuna a las obligaciones y hacer frente a los desafíos socio-económicos del país.

Si bien la constitución de 1987 prevé la progresiva instauración de un modelo administrativo descentralizado territorialmente, los avances han sido reducidos. La desconcentración de funciones de la administración central hacia órganos autónomos pero dependientes de esta en los departamentos ha avanzado pero se debe fortalecer.

### **Marco legal y de política**

- Constitución de la República de Haití 1987 consagra el principio de la descentralización y la participación ciudadana
- Decreto de 17/05/2005 de organización de la Administración Central del Estado.
- Decreto 17/05/2005 sobre el Estatuto General de la Función Pública.
- Decreto de 1/2/2006 definiendo el marco general de la descentralización, los principios de funcionamiento y de organización de las colectividades territoriales.
- Ley Marco de 2009 de organización del sector del agua potable y el saneamiento
- Reforma de la Ley de Educación (*Reforma de Bernard*)

### **Armonización**

España participará activamente en los Grupos Sectorial de Donantes de Gobernabilidad Local y de Reforma de las Finanzas Públicas. En el primer caso son la Agencia Francesa de Desarrollo y la Delegación de la Unión Europea los donantes líderes, y en el segundo es el Banco Mundial.

### **Ventaja comparativa Cooperación Española**

Las instituciones haitianas han reconocido la apuesta estratégica de la Cooperación Española para fortalecer las estructuras desconcentradas de la administración haitiana en áreas como la educación o el agua y el saneamiento. Se valoran los instrumentos y modelos de trabajo en el país de la Cooperación Española por su flexibilidad, ya que permite la apropiación directa y progresiva de la ayuda por parte de las instituciones públicas, aumentando la contribución a la creación de capacidades locales.

## Contenido de la Línea de Actuación

La Cooperación Española centrará sus esfuerzos en la modernización administrativa y de la gestión de políticas públicas en agua y saneamiento y educación. Se incidirá en aspectos prioritarios ya previstos en el Programa de Reforma de la Administración Pública de Haití 2012-2017 para ambos sectores.

Se promoverá la descentralización progresiva hacia el ámbito local de competencias y capacidad de gestión en educación y agua y saneamiento. Se promoverán el nivel local como espacio para el pleno ejercicio de la participación ciudadana. También se reforzarán las capacidades de los órganos departamentales de la administración central en los sectores de agua y saneamiento y educación. Se apoyará la transparencia y la rendición de cuentas en estos sectores.

### ***Resultados de Desarrollo esperados por la Cooperación Española a 2017:***

**R.3** Las instituciones nacionales y territoriales con competencias en el sector del agua mejoran su desempeño institucional en la prestación del servicio y la gestión integral del recurso hídrico. (**Ver Derecho al agua y el saneamiento**)

**R.5** El MENFP y su estructura desconcentrada, así como las colectividades territoriales en los departamentos Oeste y Sudeste mejoran el desempeño de prestación y gestión de los servicios básicos en educación. (**Ver Derecho a la educación**)



#### 4.1.2 PROMOVER EL DESARROLLO RURAL Y LAS OPORTUNIDADES ECONÓMICAS

El Plan Estratégico de Desarrollo de Haití aboga para que en 2030 el país cuente con:

- Una sociedad dotada de una economía moderna, diversificada, fuerte, dinámica, competitiva, abierta, inclusiva y de base territorial amplia.
- Una sociedad justa, solidaria y habitable, que vive en armonía con su entorno,..., una sociedad moderna donde la ordenación del territorio está establecida.

Considerando la ventaja comparativa de la Cooperación Española y las prioridades establecidas por el Gobierno Nacional a través del Plan Trienal de Inversiones 2014-2016, durante la vigencia del actual MAP se contribuirá<sup>127</sup> a que:

***Resultado 2: La producción, transformación y distribución de productos agrícolas y manufacturados aumenta y se moderniza***

***Indicadores del Resultado nº2:***

- 2.1** Disminución de la pobreza rural
- 2.2** % niñez rural menor de 5 años con bajo peso
- 2.3** Crecimiento del PIB agropecuario
- 2.4** Aumento de la producción del sector pesquero

La Cooperación Española en Haití canalizará su contribución a este resultado de desarrollo a través de (3) Líneas de Actuación del IV Plan Director: (a) Desarrollo rural y territorial, y la agricultura como sector clave; (b) Apoyo al tejido económico empresarial local y (c) Fortalecer las estructuras y sistemas de gestión del sector público.

#### L.A. Desarrollo rural y territorial y la agricultura<sup>128</sup> como sector clave

Haití sigue siendo un país eminentemente rural en comparación con el entorno regional. Cerca del 50 %<sup>129</sup> de su población vive en áreas rurales y la producción agropecuaria tiene un peso cercano al 25% del PIB<sup>130</sup> nacional, uno de los más elevados de la región.

En el ámbito del desarrollo agrario, además de una orografía poco favorable a la producción agrícola, deben tenerse en cuenta otros factores como las estructuras agrarias, que se caracterizan por el reducido tamaño de las explotaciones (1,8 ha en promedio) y la inseguridad jurídica sobre la tenencia de la tierra<sup>131</sup>.

<sup>127</sup> Corresponde al objetivo de modernizar y aumentar la capacidad de producción, transformación y distribución de productos agrícolas y manufacturados, dentro de la prioridad nº3 sobre la economía y el empleo

<sup>128</sup> Se asume la definición de agricultura y agrícola del IV Plan Director "...entendiendo que ésta engloba como ámbito de trabajo al sector primario, como la pesca, la ganadería, el pastoreo y la silvicultura."(40:2013).

<sup>129</sup> % urbana 2015: 51.9%; Promedio ALyC (80.2%). "Anuario Estadístico de América Latina y el Caribe 2013". CEPAL

<sup>130</sup> "Informe de Desarrollo Humano 2014. Sostener el Progreso Humano: Reducir vulnerabilidades y construir resiliencia". PNUD

<sup>131</sup> Politique de développement agricole 2010-2025. MARNDR

La erosión acelerada de los suelos en territorios cada vez más amplios debido a una sobre explotación de los recursos naturales y una gestión inadecuada de la gran mayoría de las cuencas hidrográficas, aunado a la falta de infraestructuras económicas básicas, no facilitan el desarrollo del sector<sup>132</sup>. La liberalización del comercio en los años noventa convirtió a Haití en uno de los países con un mercado más abierto en América Latina. Se estima que Haití importa más del 50% de los alimentos que consume, principalmente arroz, trigo y aceite<sup>133</sup>. La liberalización del comercio no vino acompañada de las suficientes inversiones en la economía rural haitiana que sufre de un déficit de inversión en infraestructura rural y servicios públicos agrícolas<sup>134</sup>.

La desnutrición severa seguía afectando en 2012 al 12,9%<sup>135</sup> de la infancia rural menor de cinco años. Aunque esta proporción es menos de la mitad de la existente en 1995, Haití está lejos del 3% que se estima de promedio en América Latina y el Caribe.

### **Marco legal y de política**

- Código Rural 1984
- Política de Desarrollo Agrícola 2010-2025
- Plan Nacional de Inversión Agrícola 2010-2015
- Plan Trienal de Recuperación Agrícola 2013-2016
- Plan Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional 2010
- Plan Nacional para el Desarrollo de la Pesca Marítima 2010-2014
- Plan Nacional para el Desarrollo de la Acuicultura 2010-2014
- Plan de Acción para el Desarrollo de la Pesca Marítima en el departamento Sudeste 2008-2012

### **Armonización**

La Cooperación Española seguirá participando de manera activa en el Grupo de Donantes del sector agrícola. Este grupo lo seguirá liderando el Banco Interamericano de Desarrollo, que a su vez es el principal donante en Haití para este sector. Otros donantes con peso en el desarrollo agrícola serán la Cooperación de Estados Unidos, Unión Europea, Banco Mundial, el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola, Canadá y Francia. También participan en el grupo Argentina, Brasil, Fondo de las Naciones Unidas para la Agricultura, Programa Mundial de Alimentos, Japón e IICA.

Los actores de Cooperación Española seguirán participando en las Mesas Departamentales de Agricultura del Sudeste y Oeste.

Se realizará una alianza estratégica con el BID y el MARNDR para ampliar el apoyo al sector de la pesca artesanal en Haití, alianza basada en la experiencia y buenos resultados obtenidos en el trabajo de la AECID con el MARNDR.

**España será un donante activo en este sector**

<sup>132</sup> Politique de développement agricole 2010-2025. MARNDR

<sup>133</sup> Identification des crêneaux potentiels dans les filières rurales haïtiennes ; rapport de synthèse, 2005. IDB/MARNDR

<sup>134</sup> Identification des crêneaux potentiels dans les filières rurales haïtiennes ; rapport de synthèse, 2005. IDB/MARNDR

<sup>135</sup> EMMUS V

## **Ventaja comparativa Cooperación Española**

España tiene una experiencia importante de apoyo al sector pesquero, donde se ha contado con recursos de cooperación técnica especializada que ha fortalecido las capacidades institucionales, especialmente en el nivel territorial.

Las evaluaciones externas a las intervenciones del sector resaltan por encima de todo la contribución a la generación de capacidades locales, ya sean institucionales o comunitarias. El mayor liderazgo de España dentro de la comunidad de donantes ha sido también en el ámbito de la pesca, especialmente la artesanal.

Se considera que se deben seguir fortaleciendo los modelos de intervención para mejorar el impacto sobre las mejoras de las condiciones de vida de productores/as.

Los socios locales y la comunidad internacional consideran que España posee una ventaja comparativa media-alta para seguir contribuyendo a los resultados de desarrollo dentro de este ámbito.

## **Contenido de la Línea de Actuación**

La Cooperación Española concentrará su apoyo en los componentes de **(a)** apoyo a la mejora de cadenas de valor en la agricultura, la pesca artesanal y la acuicultura **(b)** apoyo al sector público como impulsor clave del desarrollo agrario e **(c)** inclusión del sector privado local.

**(a)** Dentro del primer componente la Cooperación Española fomentará sistemas agrarios sostenibles, inclusivos y competitivos que mejoren los ingresos de los pequeños productores/as aumentando en el medio plazo su resiliencia y generando empleo. Se contribuirá a la seguridad alimentaria de la población en situación de mayor vulnerabilidad trabajando en el acceso, la adecuación y la disponibilidad de alimentos en el ámbito local optimizando el impacto nutricional.

Se trabajará con un enfoque de cadena de valor que oriente los esfuerzos tanto a la mejora de productividad agrícola como a la mejora del acceso al mercado y la obtención de valor agregado por parte de los agricultores/as. Se prestará una especial atención en la mejora de los sistemas de la pesca artesanal y de la acuicultura, y en la mejora de la gestión de los recursos pesqueros de manera sostenible.

**(b)** Se apoyará a las instituciones departamentales y comunales del MARNDR para aumentar sus capacidades de ejercer una mejor regulación y seguimiento del sector y un acompañamiento técnico apropiado a las necesidades de los productores/as agrícolas en las zonas rurales.

**(c)** Se promoverá el fortalecimiento de las asociaciones de productores/as para mejorar el acceso a servicios de sus miembros y para una mayor participación e interlocución de los productores/as con otros actores del sector, tanto públicos como privados. Se fomentará el establecimiento de alianzas equitativas con el sector privado y empresarial local, para la mejora de la comercialización y transformación de la producción agrícola y la generación de empleo rural.

***Resultados de Desarrollo esperados por la Cooperación Española a 2017:***

- R.6** Los pescadores y acuicultores de los departamentos del Sudeste y el Oeste aumentan sus ingresos procedentes de la pesca artesanal y la acuicultura.
- R.7** Los pequeños productores/as agrícolas de los departamentos del Sudeste y el Oeste aumentan sus ingresos ligados al desarrollo de cadenas de valor.
- R.8** Las Direcciones Departamentales de Agricultura y las Oficinas Comunales Agrícolas aumentan su capacidad para ofrecer servicios adecuados a los agricultores.

**Enfoque basado en derechos**

El trabajo de la Cooperación Española en este ámbito buscará promocionar y avanzar en la garantía del derecho a la alimentación adecuada. Este derecho implica accesibilidad y disponibilidad a los alimentos y que estos sean adecuados a las necesidades de la población. El derecho a la alimentación está directamente relacionado con la satisfacción de otros derechos como el de la vida y la salud.

Se trabajará para que las familias rurales de escasos recursos mejoren sus fuentes de ingresos y empleo y garanticen sus derechos económicos.

A través del desarrollo de sistemas productivos a pequeña escala y de cadenas de valor se mejorará la accesibilidad a alimentos suficientes y adecuados a las necesidades de la población, promoviendo así el consumo y la producción local.

*Género en desarrollo:*

Se apoyará para que haya una mayor participación de las mujeres en las asociaciones de productores locales con las que se trabajará. Se fomentará la autonomía económica, el acceso y titularidad de la tierra y la seguridad de las mujeres incidiendo en los eslabones de la cadena de valor en los que participan de manera más activa. Se pondrán en valor las capacidades y conocimientos de las mujeres rurales a la hora de tomar decisiones y emprender acciones de desarrollo agrícola. Se dignificará y se fomentará el reconocimiento del trabajo de la mujer rural. Se promoverán relaciones más igualitarias en el ámbito productivo, comunitario y familiar.

*Resiliencia, gestión del riesgo de desastres y sostenibilidad ambiental:*

Se trabajará en aumentar la resiliencia de los sistemas productivos agrícolas a los fenómenos climáticos extremos. Se fortalecerá la sostenibilidad de los modelos de producción agrícolas, fomentando un uso responsable y sostenible de los recursos naturales. La gestión sostenible de los recursos pesqueros, continentales y marinos será una prioridad dentro de las intervenciones en este sector. Se apoyará un mejor funcionamiento de los sistemas de alerta temprana en seguridad alimentaria y sequía de la Coordinadora Nacional de la Seguridad Alimentaria (CNSA) en los territorios donde trabajará la Cooperación Española.

*Diversidad cultural:*

Se fomentará la recuperación de la producción y consumo de variedades tradicionales para aumentar la soberanía alimentaria y la biodiversidad. Se pondrán en valor las prácticas agrícolas tradicionales.

## Sujetos de derechos

Los pequeños productores/as agrícolas, entre ellos los pescadores artesanales y acuicultores serán el grupo poblacional prioritario con el que trabajará la Cooperación Española. Especial atención se prestará a las mujeres rurales.

## Socios estratégicos

A nivel nacional se articulará el trabajo con el Ministerio de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural. Dentro de este se seguirá apoyando a la Dirección de Pesca y Acuicultura y a la Coordinadora Nacional de la Seguridad Alimentaria. Las Direcciones Departamentales de Agricultura (DDA) y las Oficinas Comunales Agrícolas (BAC) son las instituciones territoriales con las que se articulará el trabajo de la Cooperación Española en el nivel regional y local.

La sociedad civil organizada y las ONG locales que trabajan en el desarrollo del sector agrícola serán también aliados del trabajo de la Cooperación Española. Las organizaciones y asociaciones de pequeños productores, tanto agrícolas, como del sector pesquero y acuícola son un aliado clave a nivel comunitario. El sector privado local, las pequeñas y medianas empresas agroalimentarias serán un actor a tener en cuenta a la hora de fortalecer las cadenas de valor.

**La Cooperación Española concentrará sus intervenciones en los departamentos del Sudeste y Oeste.**

## Instrumentos y actores de Cooperación Española

La AECID y las ONGD son los principales actores dentro de la Cooperación Española que impulsarán el desarrollo del sector agrícola en Haití. Se promocionará una vinculación más estrecha con las universidades y los centros de investigación y tecnológicos españoles asociados al desarrollo agrícola y pesquero para fomentar la cooperación técnica en este ámbito.

Los instrumentos que desplegará la Cooperación Española serán las subvenciones de estado bilaterales, los convenios y proyectos a ONGD españolas. Se espera que la Cooperación Oficial Descentralizada también canalice recursos a través de las ONGD españolas vinculadas a este sector.

La cooperación técnica y la cooperación Sur-Sur son instrumentos a proyectar en Haití, debido a la capacidad y especialización de diferentes actores españoles en la materia. Se valorará en su momento el apoyo a organismos internacionales especializados en el desarrollo agrícola y la seguridad alimentaria.



## L.A. Apoyaremos el tejido económico y empresarial local

En Haití hay un 72,2% de la población que sobrevive con menos de 2 dólares diarios y un 54,9% que lo hace con menos de 1,25 dólares. En 2012 la tasa de desempleo se calculaba en el 40,6% de la población mayor de 25 años. No hay datos oficiales sobre el peso que el empleo informal tiene sobre el total de la ocupación pero se estima en cerca del 80%<sup>136</sup>.

Las mujeres representan el 48% de la población económicamente activa. Reciben salarios más bajos que los de los hombres, representan el 87% del tercio con menores ingresos dentro de la economía informal y el 83% del tercio con menos ingresos en la economía formal.

### Marco de política

- Marco regulatorio y fiscal del sector empresarial
- Plan Estratégico del Ministerio de Comercio e Industria 2013-2016

### Armonización

La Cooperación Española no ha participado de ningún mecanismo de armonización en materia de emprendimiento, empleo o desarrollo empresarial en Haití. En este momento no existe ningún espacio para la armonización de donantes más allá del que articula el apoyo al desarrollo del sector agrícola.

El Banco Interamericano de Desarrollo es el donante líder en Haití en el apoyo al sector privado. La ayuda de Estados Unidos y Canadá también ha tenido un componente fuerte de apoyo a los sectores productivos y de desarrollo de infraestructura económica. Si bien no es una línea prioritaria del 11º FED, la Unión Europea seguirá apoyando al sector de la pequeña y mediana empresa haitiana en aspectos como producción y comercialización a través de instrumentos de cooperación regional.

España será un donante con presupuesto pero no ejercerá liderazgo dentro de la comunidad internacional

### Ventaja comparativa Cooperación Española

España pone a disposición de Haití instrumentos financieros específicos para trabajar en el acceso a financiación de pequeñas y medianas empresas haitianas. Además, se cuenta con alianzas estratégicas con el sector micro financiero del país y con la Corporación Interamericana de Inversiones.

Los socios locales y la comunidad internacional identifican una ventaja comparativa media de la Cooperación Española en este sector.

### Contenido de la Línea de Actuación

La Cooperación Española concentrará su apoyo en el sector de las pequeñas y medianas empresas, con el fin de contribuir a fortalecer el tejido empresarial de base.

<sup>136</sup> Ministerio del Comercio y de la Industria de Haití

***Resultados de Desarrollo esperados por la Cooperación Española a 2017:***

R.9 Pequeños y medianos empresarios/as mejoran el acceso a la financiación.

**Enfoque basado en derechos**

El derecho al trabajo y los derechos laborales de los trabajadores/as y los principios laborales en el marco del Pacto Global y de los principios de Empresas y DDHH de ONU son referentes ineludibles a la hora de emprender intervenciones en el ámbito del fortalecimiento del tejido económico en Haití. Se apoyará el emprendimiento de las mujeres y la generación de empleo decente para ellas.

**Sujetos de derechos**

Pequeños y medianos empresarios/as, especialmente mujeres.

**Socios estratégicos**

A nivel nacional la institución encargada de la regulación y apoyo al sector del emprendimiento es el Ministerio de Comercio y de la Industria. La Cooperación Española se apoyará en las instituciones financieras y micro financieras locales para canalizar crédito hacia pequeñas y medianas empresas haitianas.

El Fondo PYMES y el Programa Español de Microfinanzas seguirán siendo de alcance nacional.

**Instrumentos y actores de Cooperación Española**

Los instrumentos de cooperación financiera ya aprobados y puestos a disposición por el MINECO y el MAEC son a través de los que se seguirá canalizando la ayuda a Haití en este ámbito. El sector público de Haití no puede ser objeto de cooperación reembolsable en este momento, no así el sector privado.

**L.A. Fortalecer las estructuras y sistemas de gestión del sector público para el desarrollo agrícola**

La estructura y funcionamiento actual de la administración del Estado haitiano exige importantes esfuerzos de modernización para poder responder de manera más oportuna a las obligaciones y hacer frente a los desafíos socio-económicos del país.

**Marco legal**

- Decreto de 17/05/2005 de organización de la Administración Central del Estado.
- Decreto 17/05/2005 sobre el Estatuto General de la Función Pública.
- Decreto de 30/08/1987 reorganizando el Ministerio de Agricultura, de Recursos Naturales y de Desarrollo Rural (MARNDR)

- Decreto de 1/2/2006 definiendo el marco general de la descentralización, los principios de funcionamiento y de organización de las colectividades territoriales.

### **Armonización**

España participará activamente en los Grupos Sectorial de Donantes de Gobernabilidad Local y de Reforma de las Finanzas Públicas. En el primer caso son la Agencia Francesa de Desarrollo y la Delegación de la Unión Europea los donantes líderes, y en el segundo es el Banco Mundial.

### **Ventaja comparativa Cooperación Española**

Las instituciones socias del sector del desarrollo agrícola valoran especialmente la apuesta estratégica de la Cooperación Española hacia la desconcentración del Ministerio de Agricultura en el Departamento del Sudeste.

Igualmente valoran la apuesta de trabajo directo con las instituciones locales, fomentando su liderazgo y autonomía en el acompañamiento institucional y técnico a los agentes locales del sector productivo agropecuario, especialmente en el Sudeste.

### **Contenido de la Línea de Actuación**

La Cooperación Española centrará sus esfuerzos en promover una gestión adecuada de las políticas públicas de desarrollo agrícola y del sector pesquero.

Se fortalecerá la articulación entre organizaciones y asociaciones de productores rurales y las instituciones sectoriales de los diferentes niveles. También se reforzarán las capacidades de apoyo técnico de los órganos departamentales del Ministerio de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural y de los órganos comunales.

#### ***Resultados de Desarrollo esperados por la Cooperación Española a 2017:***

**R.8** Las Direcciones Departamentales de Agricultura y las Oficinas Comunales Agrícolas aumentan su capacidad para ofrecer servicios adecuados a los agricultores. (Ver **Desarrollo rural y agricultura como sector clave**)

### **4.2 Visión a 2017**

Por todo lo anterior, la visión es que:

**A 2017 la Cooperación Española haya contribuido a que Administración Pública y sociedad civil haitianas avancen en promover y garantizar el derecho humano al agua y el saneamiento, a la educación y a la alimentación adecuada, así como los derechos económicos de la población más vulnerable en los departamentos del Oeste y Sudeste. Una Cooperación Española que trabaja de manera coordinada potenciando el valor añadido de sus diferentes actores, que avanza en armonización y división del trabajo efectiva con los demás donantes y que usa los sistemas nacionales para favorecer la apropiación de los resultados de desarrollo.**

### **4.3 Otras Orientaciones**

Con respecto a los compromisos adquiridos en el Acta de la I Reunión de la Comisión Mixta Hispano Haitiana de Cooperación de 2006 y a las prioridades de intervención llevadas a cabo durante este largo periodo en Haití, se considerarán como prioridades de salida o abordadas desde otro enfoque las siguientes Líneas de Actuación del IV Plan Director.

#### **L. A. Estado de derecho y garantía de los derechos humanos**

Ámbito en el que AECID tuvo apoyos al sector justicia y al sector defensa, a través de la Policía Nacional, que no han tenido continuidad en el tiempo y donde se considera que hay otros donantes que han realizado un trabajo más estratégico y continuado y que, por lo tanto, disponen de mayor ventaja comparativa. Es el caso de la MINUSTAH, Estados Unidos, la Delegación de la Unión Europea o Canadá. En el actual MAP, todas las Líneas de Actuación incorporan de manera transversal y estratégica el enfoque basado en derechos humanos.

#### **L. A. de Sostenibilidad ambiental y medio ambiente**

Esta ha tenido continuidad hasta la actualidad a través de la alianza con el Ministerio de Medio Ambiente entorno a la red de áreas protegidas. Se apuesta, en este sentido, a fortalecer este trabajo al incorporarlo como un enfoque de trabajo transversal en todas las intervenciones de base territorial y bajo los enfoques de “resiliencia” y de reducción del riesgo de desastres.

También se propone que las diferentes intervenciones que se han apoyado en la esfera de la cultura y el desarrollo y que coincidirían, en buena medida, con la **L.A. de la Diversidad de las expresiones culturales** se vayan focalizando, durante el periodo de vigencia del MAP, hacia el apoyo a la consolidación de un programa nacional y una red de Escuelas Taller que contribuyan a una formación profesional que posibilite la inserción laboral a un trabajo digno y a la puesta en valor y protección del patrimonio cultural. Tema que se abordará en la L.A. Derecho humano a una educación básica de calidad para todas y todos.

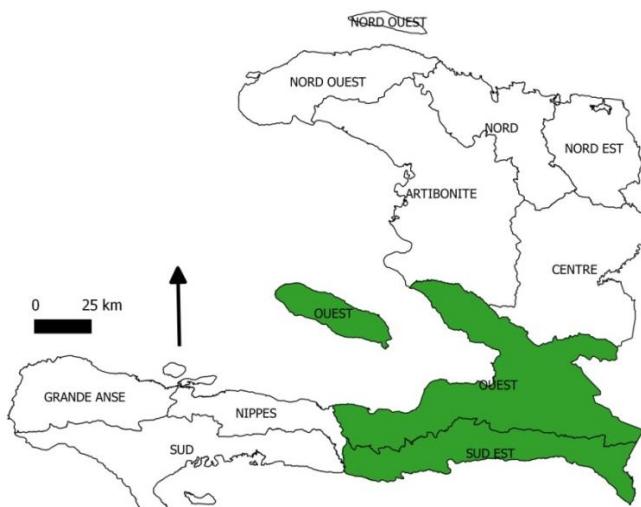
Asimismo, se considera pertinente fortalecer la inclusión efectiva del enfoque de Género en Desarrollo dentro del Marco de Resultados de este MAP de manera transversal, por lo que la **O. E. destinada a promover los derechos de las mujeres y la igualdad de género**, que había contado en el periodo anterior con intervenciones directas en apoyo a las estrategias lideradas por el mecanismo de igualdad del gobierno haitiano – Ministerio de la Condición Femenina y de los Derechos de las Mujeres- no se priorizará.

Por último, la línea de actuación para **garantizar el derecho humano a la salud**, que se calificó como altamente prioritaria en el Acta de la Comisión Mixta, se considera que no ha tenido un despliegue significativo por parte del conjunto de actores de la Cooperación Española, a excepción de algunas ONGD especializadas que han gestionado algunos proyectos, principalmente en el ámbito de la Acción Humanitaria. Existen otros donantes con mayor ventaja comparativa en este sector, caso de los Estados Unidos y de Canadá. Ante situaciones de desastre se podrían activar convenios de respuesta humanitaria de la Cooperación Española adscritos a este sector.

#### 4.4 Orientaciones de concentración geográfica

La Cooperación Española considera oportuno apostar por una mayor **concentración geográfica** respecto a la establecida en el Acta de la I Comisión Mixta, por lo que no se promoverán nuevas intervenciones en el departamento Central, donde la concurrencia de actores de Cooperación Española ha sido muy limitada. De esta manera la prioridad geográfica para nuevas intervenciones durante la vigencia del presente MAP estará delimitada por los departamentos de **Sudeste y Oeste**, obedeciendo a una lógica de presencia y capacidad actual de articulación con los actores locales. Cabe decir que hay una mayor concentración de agencias de cooperación internacional importantes y de intervenciones de gran calado en la zona Norte del país.

**Figura 3 Departamentos prioritarios 2015-2017**



Fuente: OTC Haití

#### 4.5 Cooperación Multilateral

Se seguirá contando con el Banco Interamericano de Desarrollo como un aliado estratégico para la gestión de las intervenciones en el ámbito del derecho humano al agua y el saneamiento. Además de los Fondos procedentes del FCAS el BID cuenta con un presupuesto propio importante asignado a este sector.

Se articularán esfuerzos y acciones con la UNESCO en el ámbito de la educación y más concretamente en el fortalecimiento del proyecto de Escuelas Taller en Haití.

Se consolidará la alianza estratégica con el BID y el Ministerio de Agricultura para ampliar el apoyo al sector de la pesca artesanal. Alianza basada en la experiencia y buenos resultados obtenidos en el trabajo impulsado por la AECID en el Sudeste y que prevé una importante financiación del BID complementada con asistencia técnica y transferencia de modelos procedentes de las intervenciones bilaterales de AECID con el Ministerio.

#### **4.6 Acción Humanitaria**

Debido a la elevada vulnerabilidad de la población haitiana al impacto de todo tipo de desastres, especialmente naturales, cada una de las Líneas de Actuación que han sido priorizadas por parte de la Cooperación Española para contribuir al desarrollo humano de Haití contará con acciones encaminadas a aumentar la resiliencia de las poblaciones locales y, así, reducir el riesgo de desastres (ver capítulos 3.1.1 y 3.1.2).

Ante posibles situaciones de emergencia y desastre en los que las autoridades nacionales vean superadas sus capacidades de respuesta y procedan a efectuar llamamientos de ayuda a la comunidad internacional, la Cooperación Española activará los mecanismos e instrumentos<sup>137</sup> de respuesta oportunos y a disposición para garantizar una ayuda basada en las necesidades de la población afectada.

Se seguirá fortaleciendo la comunicación y el trabajo conjunto tanto con el Centro Logístico Humanitario en Panamá como con la Oficina de Acción Humanitaria y la Unidad de ONGD de la AECID para una mejor preparación y capacidad de respuesta del conjunto de actores de la



Cooperación Española.

#### **4.7 Cuadro de Asociación**

Ver anexo I

#### **4.8 Marco de Resultados de Desarrollo**

Ver anexo 2

### **5 ESTRATEGIA DE ASOCIACIÓN**

#### **5.1 Recursos**

La Cooperación Española prevé contribuir al desarrollo de Haití a través de financiación y despliegue de recursos técnicos. La financiación de las intervenciones vendrá dada por:

- (a) presupuestos ya desembolsados y programados para ejecutar durante estos tres años
- (b) presupuestos ya comprometidos y pendientes de desembolsar y ejecutar durante el periodo y
- (c) presupuestos no comprometidos y a desembolsar hasta 2017.

<sup>137</sup> Destacar la existencia de los Convenios de Emergencia de la AECID con ONGH españolas para el periodo 2014-2018

**Tabla 2 Previsión presupuestaria MAP 2015-2017**

R.D PTI 14-16	Línea Acción IV PD	Instrumentos/Modalidad	Fondos	Presupuesto
Las necesidades sociales básicas de la población son satisfechas	Derecho Humano al agua y al saneamiento	Subvención Estado AECID bilateral	Desembolsados	51.587.263 €
		Subvención Estado AECID Multilateral	Desembolsados	10.437.240 €
		ONGD	Comprometidos	2.500.000 €
		ONGD	Nuevos	450.000 €
	Derecho humano a la educación	Subvención Estado AECID bilateral	Desembolsados	610.000 €
		ONGD	Nuevos	1.380.000 €
		ONGD	Comprometidos	3.334.963 €
		ONGD	Nuevos	900.000 €
La producción, transformación y distribución de productos agrícolas y manufacturados aumenta y se moderniza	Desarrollo rural y agricultura	Subvención Estado AECID bilateral	Desembolsados	450.000 €
		Subvención Estado AECID bilateral	Nuevos	1.645.000 €
		ONGD	Nuevos	900.000 €
	Tejido económico y empresarial	FONPRODE Fondo PYMES reembolsable	Desembolsados	50.000.000 €
		FONPRODE Microfinanzas reembolsable	Desembolsados	2.248.827 €
		Subvención Estado AECID bilateral	Nuevos	758.000 €
Eficacia de la Ayuda	Becas/PIFTE	Becas/PIFTE	Nuevos	15.000 €
	Cooperación Oficial Descentralizada	Subvenciones ONGD o directas	Nuevos	1.800.000 €
<b>TOTAL</b>				<b>129.016.293 €</b>

Fuente: OTC en base AECID y DGCID

## 5.2 Compromisos en materia de eficacia de la ayuda

Haití forma parte, desde sus inicios en 2005, de la iniciativa de la OCDE para proveer de unos lineamientos específicos en materia de eficacia de la ayuda a los considerados Estados frágiles o en situación de fragilidad. En 2007 se acordaron los *Principios para el compromiso internacional en Estados frágiles y en situaciones de fragilidad*, que ofrecen una guía para contribuir a potenciar el impacto positivo del apoyo de la comunidad internacional en materia de desarrollo en estos países y a reducir al mínimo los daños involuntarios.

En junio de 2014 el CAED, dentro de su *Programa Conjunto de Eficacia de la Ayuda* (PCEA) presentó una Hoja de Ruta con los objetivos comunes del país y la comunidad internacional en materia de eficacia. En 2016 Haití y la comunidad internacional se comprometen a haber avanzado en alineamiento, transparencia, previsibilidad y seguimiento de los resultados, refuerzo de los sistemas nacionales y armonización, a través de una serie de resultados.

**Tabla 3 Compromisos en eficacia de la ayuda MAP**

<b>Resultados Hoja de Ruta CAED 2016</b>	<b>Principio (compromiso Estados frágiles)<sup>138</sup></b>	<b>Compromisos MAP</b>
Asegurar el alineamiento del apoyo de los donantes a las políticas de desarrollo y las prioridades de intervención del gobierno	Alinearse con las prioridades locales de forma diferente en contextos diferentes	<p>El MAP 2015-2017 se alinea con el PSDH 2030 y el PTI 2014-2016 y contribuirá a (2) Objetivos Estratégicos dentro de las 5 prioridades establecidas por el actual Gobierno Nacional: (1) Las necesidades sociales básicas de la población son satisfechas y (2) La producción, transformación y distribución de productos agrícolas y manufacturados aumenta y se moderniza.</p> <p>Los Resultados de Desarrollo de la Cooperación Española en Haití (9) se alinean, además de con el PSDH y PTI, con: (a) Plan Operacional 2010-2015. Hacia la refundación del sistema educativo haitiano; (b) Plan Estratégico Sectorial de Agua Potable y Saneamiento 2015-2025; (c) Política de Desarrollo Agrícola 2010-2025 y (d) Programa Marco de Reforma del Estado. Reforma administrativa y descentralización 2012-2017.</p>
Analizar las causas estructurales y económicas de la vulnerabilidad / fragilidad para el desarrollo sostenible de Haití y tenerlas en cuenta dentro de la coherencia de la ayuda prestada por los donantes en el país	Tomar el contexto como punto de partida	<p>Las decisiones de este MAP se basan, en buena medida, en un análisis del contexto actual de desarrollo humano desde sus causas estructurales (políticas, institucionales, económicas, sociales y ambientales).</p> <p>Durante la vigencia del MAP, España participará de manera activa en el <i>análisis de contexto compartido</i> que se deberá abordar como punto de partida para el establecimiento de una Programación Conjunta entre la DUE y los EEMM presentes en Haití.</p>
Se asegura que el Sistema de Información de la Ayuda Externa (MGAE) funciona en base a datos validados	Centrarse en la construcción del estado como objetivo principal	<p>España ha apoyado directamente el diseño y despliegue del Módulo de Gestión de la Ayuda Externa (MGAE) a través de un apoyo al MPCE. Se seguirá apoyando la apropiación de la herramienta tanto por parte del MPCE como de las agencias internacionales responsables de alimentar el sistema con información pertinente.</p> <p>Sectorialmente se apoyarán las capacidades institucionales para levantamiento y gestión de información para la toma de decisiones y la rendición de cuentas (agua y saneamiento y educación).</p>
Las Unidades de Estudio y Programación (UEP) de los Ministerios cumplen con su misión	Alinearse con las prioridades locales de forma diferente en contextos diferentes	A través del apoyo de la AECID al MPCE se prevé una línea de refuerzo específica a mejorar las capacidades de algunas Unidades de Estudio y Programación en cuanto a análisis, diagnóstico, planificación y seguimiento sectorial.

<sup>138</sup> "Principios para el compromiso internacional en estados frágiles y en situaciones de fragilidad". Octubre 2007 OCDE

Las Mesas Sectoriales o Temáticas contribuyen a la mejora de la eficacia de la cooperación para el desarrollo en su ámbito de acción	Alinearse con las prioridades locales de forma diferente en contextos diferentes	A través del apoyo de la AECID al MPCE se dinamizará aquellas Mesas Sectoriales y Temáticas que el Gobierno Nacional considere prioritarias.  Por otro lado la AECID y demás actores de Cooperación Española participarán de manera activa en las Mesas Sectoriales de Agua y Saneamiento, Agricultura y Educación.
La Dirección de Cooperación Externa del MPCE cumple con su misión	Centrarse en la construcción del Estado como objetivo principal	La AECID apoyará a la DCE en la mejora de sus sistemas de información y capacidad técnica a través del CAED.
La Comisión de Reforma de las Finanzas Públicas y de la gobernanza económica cumple su mandato	Centrarse en la construcción del Estado como objetivo principal	La Cooperación Española no prevé dar un apoyo específico a la Reforma de las Finanzas Públicas. Tema en el que el BID BM y la DUE ejercen el liderazgo y cuentan con capacidad técnica en Haití.

Fuente: OTC

Adicionalmente, y en línea con los 10 principios para el compromiso internacional en Estados frágiles España se compromete a:

Centrarse en la construcción del Estado como objetivo principal, fortaleciendo sus capacidades y su legitimidad, especialmente en el nivel desconcentrado y progresivamente en el nivel descentralizado. Adicionalmente fortaleciendo las relaciones entre estado y sociedad civil, primordialmente en los ámbitos departamentales y locales donde se focalizará la intervención. También a nivel nacional a través de la Hoja de Ruta de fortalecimiento de la sociedad civil de la DUE y EEMM.

Promover la no discriminación como fundamento para las sociedades estables e inclusivas a través de la incorporación en las orientaciones de concentración del presente MAP de un enfoque basado en derechos humanos, género en desarrollo y reconocimiento de la diversidad cultural.

Acordar mecanismos prácticos de coordinación entre los actores de la cooperación internacional que se concretarán en una futura programación conjunta entre DUE y EEMM, así como a través del impulso a posibles acuerdos de cooperación delegada u otros mecanismos conjuntos de financiación sectorial en los sectores en que la Cooperación Española participará.

Actuar rápido pero permanecer comprometido lo suficiente para tener posibilidades de éxito fortaleciendo unos mecanismos de apoyo a la institucionalidad pública que se caracterizan y se valoran por su flexibilidad y acompañamiento a largo plazo en sectores estratégicos para el desarrollo humano de Haití. Será el caso de las capacidades institucionales en materia de educación o desarrollo agropecuario.

### 5.3 Coherencia de Políticas para el Desarrollo

La coherencia de políticas para el desarrollo (CPD) se erige en principio fundamental de las políticas de desarrollo. Según el IV Plan Director de la Cooperación Española, que la considera una de sus cuatro apuestas estratégicas por la eficacia y la calidad, la CDP se define como la capacidad de generar sinergias positivas en términos de eficacia e impacto en los objetivos de desarrollo de las diferentes políticas, más allá de la política de ayuda al desarrollo, que despliega España y afectan a países en desarrollo.

El mismo Plan Director se propone avanzar en este principio a través de: (a) aumentar la comprensión del principio CPD en el seno de la administración y del resto de actores involucrados; (b) Mejorar el análisis de la CPD y (c) Mejorar la coordinación de actores para su adecuado abordaje.

En el marco de las políticas económicas resaltar que Haití, como parte del grupo CARICOM, ha suscrito y ratificado el Acuerdo de Cotonú (2000), que regula hasta 2020 las relaciones comerciales entre el bloque de la Unión Europea y el Grupo de Estados de África, el Caribe y el Pacífico (ACP). Posteriormente en 2009 Haití se adhiere al Acuerdo de Asociación Económica (AAE) que tiene como objetivo reforzar los vínculos económicos entre ambas regiones y promover la integración regional entre la Unión Europea y la región del CARIFORUM y que había sido firmado en el 15 de octubre de 2008. En la actualidad esta adhesión no ha sido ratificada por el Senado de Haití, por lo que no ha entrado en vigor.

La inversión extranjera directa procedente de empresas españolas es reducida, ya que Haití no forma parte de los 20 países latinoamericanos que la concentran en buena medida.<sup>139</sup> La presencia de empresas españolas es reducida en Haití y no están organizadas bajo la figura de una Cámara de Comercio binacional.

Durante el periodo de vigencia del presente MAP el GEC se propone mejorar la comprensión del principio de CPD entre los actores de la Cooperación Española en el terreno y aumentar las relaciones con el sector empresarial español que previsiblemente incrementará su presencia en el país.

## **5.4 Sistema de seguimiento y evaluación**

El presente documento se convierte en punto de culminación de la primera fase del ciclo del Marco de Asociación País con Haití, pero, a la vez, en punto de partida para la segunda fase, correspondiente a su implementación, seguimiento y evaluación. Es, por lo tanto, fundamental contar desde ahora con compromisos y orientaciones precisas sobre cómo abordar su seguimiento y su evaluación.

### **5.4.1 Un seguimiento de lo estratégico, partiendo de lo operativo**

El presente ciclo de planificación tiene una duración de dos años y medio, dado que llegará hasta finales del año 2017. Se trata de un ciclo corto por lo que las primeras programaciones que lo articulen al nivel operativo, al menos la de la AECID, cubrirá prácticamente el ciclo estratégico completo.

El seguimiento del MAP será un ejercicio permanente de recogida y análisis de información, pero se llevarán a cabo una serie de actividades relevantes en momentos específicos del ciclo. Se realizarán dos ejercicios anuales de seguimiento: el primero a mediados de 2016 y el segundo a mediados de 2017. Ambos ejercicios quedarán plasmados en un informe anual de seguimiento<sup>140</sup>.

---

<sup>139</sup> "Informe Trimestral de la IED española en Latinoamérica". Número 5. Enero 2015. CESLA

<sup>140</sup> Según propuesta de contenidos del "Manual para el establecimiento, seguimiento y evaluación de Marcos de Asociación País" del MAEC

- Se informará sobre avances en los Resultados de Desarrollo esperados por la Cooperación Española en Haití (9) a través de la medición de los indicadores (36) sobre los que sea factible recabar información en ese momento. Se realizará la valoración de los elementos críticos y los ajustes requeridos al marco de Resultados de Desarrollo.
- Se valorarán los compromisos (6) adquiridos por la Cooperación Española en materia de eficacia de la ayuda, además de los avances en el establecimiento de una Programación Conjunta de la Cooperación Europea en Haití.
- Se valorará el despliegue de intervenciones, instrumentos y concurrencia de actores de la Cooperación Española en Haití. Incluyendo la de la estructura de gestión de la Cooperación Española que está representada en el GEC, OTC y actores españoles presentes en el país.

Este ejercicio anual será liderado por la OTC. El GEC será el espacio donde se presentará, analizará y debatirá su contenido. Participarán del ejercicio los actores de Cooperación Española con presencia en Haití a los que la OTC solicitará la opinión e información pertinente.

Posteriormente se convocará una comisión conjunta con el Gobierno Nacional de Haití a fin de valorar colectivamente los resultados del ejercicio de seguimiento. Por parte de la Cooperación Española estarán los representantes del GEC y por parte de Haití el Ministerio de la Planificación y la Cooperación Externa (MPCE), Ministerio de Educación Nacional y Formación Profesional (MENFP), Ministerio de Agricultura, Desarrollo Rural y Recursos Naturales (MADRN), Dirección Nacional de Agua Potable y Saneamiento (DINEPA) y Ministerio de la Condición Femenina y Derechos de las Mujeres (MCFDF).

Los avances en los resultados de desarrollo y los compromisos en eficacia y gestión de la CE se alimentarán, entre otros, de los resultados del seguimiento de los productos y resultados de gestión establecidos en la programación operativa de AECID en Haití. Esta programación operativa se formulará posteriormente a la firma del actual MAP.

En lo relativo al seguimiento de los avances en calidad y eficacia de la ayuda mencionar que la Cooperación Española en Haití participará activamente en los ejercicios de *Reporte de Progreso* en el marco de la Alianza Global y de los *Principios para el compromiso internacional en estados frágiles* de la OECD, que se pudieran efectuar en el país durante este periodo.

#### 5.4.2 Evaluación final. Consecuciones, contribuciones, gestión y contexto

Debido a la duración de este ciclo de planificación, que se prevé inferior a los tres años, el MAP de la Cooperación Española en Haití contará solamente con una evaluación final externa que se realizará como cierre del actual ciclo de planificación.

Este ejercicio dispondrá de los insumos procedentes, al menos, de los dos informes anuales de seguimiento que se habrán realizado a lo largo del ciclo del MAP, así como de los informes de seguimiento de la programación operativa de la AECID. Destacar que a lo largo del año 2016 se completará un ejercicio evaluativo iniciado en 2014 que a partir del análisis y valoración de diversas intervenciones estratégicas de AECID en el periodo anterior, pretende extraer aprendizajes sobre la vinculación y confluencia entre intervenciones humanitarias y de desarrollo en un mismo contexto y sobre el trabajo de la Cooperación Española en Estados frágiles o en situación de fragilidad. Adicionalmente se espera contar con las conclusiones, lecciones aprendidas y recomendaciones de las siguientes evaluaciones dirigidas a intervenciones:

- **2015:** Finales convenios con ONGD 2010-2014; Finales proyectos de ONGD convocatorias 2012 y 2013; Intermedia programa bilateral HTI-003-B del FCAS; Evaluación de desempeño OREPAS y URD HTI-003-B del FCAS; Final Escuela Taller de Jacmel; Final UCAONG-MPCE.
- **2016:** Final PREMOSE; Final CAED-MPCE; final proyectos ONGD convocatoria 2013.
- **2017:** Final proyectos ONGD convocatoria 2015; Intermedias Convenio ONGD 2014-2018; Final programa bilateral HTI-003-B del FCAS; Final o intermedia intervenciones bilaterales pesca y agricultura.

Esta evaluación final externa centrará su atención en: **(a)** consecución de los 9 resultados de desarrollo de la Cooperación Española en Haití y avances en desarrollo humano de Haití; **(b)** el MAP como documento estratégico y su gestión externa e interna y **(c)** la incorporación efectiva de los enfoques transversales de derechos humanos, género en desarrollo, diversidad cultural, resiliencia, reducción del riesgo de desastres y sostenibilidad ambiental.

El ejercicio de evaluación final contará con el siguiente esquema de gobernanza: **(a)** Comité de Gestión integrado por AECID en Haití y el MPCE; **(b)** Comité de Seguimiento en Haití integrado por el GEC, el MPCE y un representante de cada uno de los Ministerios sectoriales prioritarios y **(c)** Grupo de Referencia en Madrid.

## 5.5 Rendición mutua de cuentas y transparencia

El *Marco de Coordinación de la Ayuda Externa al Desarrollo de Haití* (CAED), liderado por el Ministerio de la Planificación y la Cooperación Externa (MPCE), pone a disposición el *Mecanismo Conjunto de Eficacia de la Ayuda* y dentro de este el *Comité de Eficacia de la Ayuda*<sup>141</sup> como espacio de diálogo estratégico entre los actores diversos del país y la comunidad internacional.

El nivel internacional de este Comité tiene un propósito dirigido básicamente a la rendición de cuentas de los donantes internacionales sobre sus compromisos en Haití. Hasta la fecha se ha realizado una reunión de este nivel (mayo de 2013 en Puerto Príncipe). El Comité nacional<sup>142</sup>, que centra su propósito en la armonización y coordinación de las intervenciones de cooperación externa, tiene entre sus atribuciones el seguimiento de la ejecución y la rendición de cuentas de los Programas de Inversiones Públicas (PIP) y de la ayuda internacional para su implementación. Se reunió por última vez en marzo de 2014 en Puerto Príncipe. Será en el marco de este mecanismo que la Cooperación Española realizará la rendición de cuentas mutua con el estado y la comunidad internacional. El Módulo de Gestión de la Ayuda Externa es un instrumento práctico para la transparencia del apoyo que brinda la comunidad internacional al desarrollo humano de Haití.

A nivel bilateral con el Gobierno Nacional la rendición de cuentas se canalizará a través de los ejercicios específicos ya propuestos dentro del sistema de seguimiento y evaluación del MAP (informes de seguimiento y evaluación final externa).

Por otro lado la AECID en Haití promoverá la transparencia a través de la adecuación de un portal en su página web [www.aecid.ht](http://www.aecid.ht) donde serán accesibles a la ciudadanía los compromisos de la Cooperación Española con el desarrollo humano y lucha contra la pobreza en Haití (MAP), así como la documentación y productos comunicativos relacionados con la ejecución, el seguimiento y la evaluación de las acciones que conformen el programa de actuaciones.

---

<sup>141</sup> (Gobierno, Parlamento, socios internacionales, sociedad civil, colectividades territoriales y sector privado)

<sup>142</sup> (Gobierno, sociedad civil nacional, sector privado, poder legislativo, colectividades territoriales, socios gubernamentales y multilaterales internacionales y sociedad civil internacional)

## GLOSARIO

AAE	Acuerdo de Asociación Económica
ACP	Grupo de Estados de África, el Caribe y el Pacífico
AECID	Agencia Española de la Cooperación Internacional para el Desarrollo
AFD	Agencia Francesa para el Desarrollo
AOD	Ayuda Oficial al Desarrollo
BAC	Oficinas Comunales Agrícolas
BDE	Oficinas Distritales Escolares
BID	Banco Interamericano de Desarrollo
BM	Banco Mundial
CAD	Comité de Ayuda al Desarrollo
CAED	Marco de Coordinación de la Ayuda Externa al Desarrollo
CAEPAS	Comités de Aprovisionamiento en Agua Potable y Saneamiento
CARICOM	Comunidad del Caribe
CARIFORUM	<i>Forum of the Caribbean Group of African, Caribbean and Pacific (ACP) States</i>
CAT	Convención Contra Tortura y Otros Tratos y Penas Crueles, Inhumanos y Degradantes
CE	Cooperación Española
CEDAW	Convención sobre la Eliminación de todas las formas de Discriminación Contra la Mujer
CNSA	Coordinadora Nacional de la Seguridad Alimentaria
CPD	Coherencia de Políticas para el Desarrollo
CPE	Comités de Puntos de Agua
CTE	Centros Técnicos de Explotación
CTE	Centros Técnicos de Explotación
DCE	Dirección de Cooperación Externa
DDA	Dirección Departamental de Agricultura
DINEPA	Dirección Nacional de Agua Potable y Saneamiento
DUE	Delegación de la Unión Europea
EEMM	Estados Miembros
EMMUS	<i>Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services</i>
FAD	Fondo de Ayuda al Desarrollo
FCAS	Fondo de Cooperación para Agua y Saneamiento
FMI	Fondo Monetario Internacional
FRH	Fondo para la Reconstrucción de Haití
GEC	Grupo Estable de Coordinación
GPE	<i>Global Partnership for Education</i>
GSE	Grupo Sectorial de Educación
HIPC	Iniciativa para Países Pobres Altamente Endeudados
IDH	Índice de Desarrollo Humano
IDH	Índice de Desigualdad de Género
IICA	Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura
INFP	Instituto Nacional de Formación Profesional
ISPAN	Instituto de Salvaguardia del Patrimonio Nacional
MAEC	Ministerio de Asuntos Exteriores y de la Cooperación
MARNDR	Ministerio de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural
MCFDF	Ministerio de la Condición Femenina y de los Derechos de las Mujeres
MENFP	Ministerio de Educación y Formación Profesional
MGAE	Módulo de Gestión de la Ayuda Externa
MINECO	Ministerio de Economía y Comercio
MINUSTAH	Misión de Estabilización de las Naciones Unidas en Haití
MPCE	Ministerio de la Planificación y Cooperación Externa
OCDE	Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico
ODM	Objetivo de Desarrollo del Milenio
ONGD	Organizaciones No Gubernamentales de Desarrollo
ONU	Organización de las Naciones Unidas
OREPAS	Oficinas Regionales de Agua y Saneamiento

PARDH	Plan de Acción para la Recuperación y el Desarrollo de Haití
PCEA	Programa Conjunto de Eficacia de la Ayuda
PD	Plan Director
PDC	Planes de Desarrollo Comunal
PEFA	<i>Public Expenditure and Financial Accountability</i>
PFH	Política Nacional de Igualdad entre Mujeres y Hombres
PIB	Producto Interno Bruto
PIFTE	Programa Iberoamericano de Formación Técnica Especializada
PIP	Planes de Inversión Pública
PIPE	Programa de Intervenciones Prioritarias en Educación
PMA	Países Menos Avanzados
PNUD	Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo
PSDH	Plan Estratégico de Desarrollo de Haití
PTI	Plan Trienal de Inversiones
PYME	Pequeña y Mediana Empresa
SEA	Secretaría de Estado para la Alfabetización
SIDA	Síndrome de Inmunodeficiencia Adquirida
TEPAC	Técnicos en Agua Potable y Saneamiento a nivel Comunal
TTG	Mesa Temática de Género
UCAONG	Unidad de Coordinación de las Actividades de las ONGD
UE	Unión Europea
UNESCO	Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura
UNICEF	Fondo para la Infancia de las Naciones Unidas
URD	Unidades Rurales Departamentales
USAID	Agencia de los Estados Unidos para el Desarrollo
VIH	Virus de la Inmunodeficiencia Humana

## Anexo I Cuadro de Asociación

CORRELACIÓN SECTORIAL		A. TERRITORIAL	ACTORES DE LA CE		SOCIOS EN EL PAÍS
O.E. Plan Director	Línea de Actuación PD	Zona geográfica	Líder	Participante	Instituciones socias
Fomentar sistemas de cohesión social, enfatizando los servicios sociales básicos	Derecho humano al agua y el saneamiento	Ámbito Nacional	AECID	ONGD; Universidades, Grupos y Centros de investigación; Empresas; Cooperación Oficial Descentralizada	Dirección Nacional de Agua y Saneamiento (DINEPA); Oficinas Regionales de Agua y Saneamiento (OREPAS); Unidades Rurales Departamentales (URD); Centros Técnicos de Explotación (CTE); Técnicos en Agua Potable y Saneamiento a nivel Comunal (TEPAC); Instituciones del sector salud; Instituciones del sector de medio ambiente; Comités de Aprovisionamiento de Agua Potable (CAEPAS); Comités de Puntos de Agua (CPE); Comités de Quioscos; Asociaciones de mujeres; Organizaciones privadas y de la sociedad civil.
	Derecho humano a una educación básica de calidad para todos y todas			Cooperación Oficial Descentralizada; Universidades; Sector privado	Ministerio de Educación Nacional y de Formación Profesional (MENFP); Instituto Nacional de Formación Profesional (INFP); Instituto de Salvaguardia del Patrimonio Nacional (ISPAN); Secretaría de Estado para la Alfabetización (SEA); Direcciones Departamentales de Educación; Oficinas Distritales Escolares (BDE); Colectividades Territoriales; ONGD y asociaciones privadas que promueven el derecho a la educación; Sindicatos de docentes; Asociaciones de padres y madres; Organizaciones comunitarias de base.
Promover oportunidades económicas para los más pobres	Desarrollo rural y territorial. La agricultura como sector clave	Departamentos del Sudeste y Oeste	AECID y ONGD	Cooperación Oficial Descentralizada; Universidades; Centros de investigación y tecnológicos	Ministerio de Agricultura, Recursos Naturales y Desarrollo Rural (MARNDR); Dirección de Pesca y Acuicultura; Coordinadora Nacional de la Seguridad Alimentaria; Direcciones Departamentales de Agricultura (DDA); Oficinas Comunales Agrícolas (BAC); ONG locales que trabajan en el desarrollo del sector agrícola; Organizaciones y Asociaciones de pequeños productores agrícolas, pesqueros y acuícolas; Pequeñas y medianas empresas agroalimentarias.
	Tejido económico y empresarial local		Ministerio de Economía y Competitividad	Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación	Ministerio de Comercio y de la Industria; Instituciones Financieras; Instituciones Microfinancieras

## Anexo 2 Marco de Resultados de Desarrollo

MARCO DE RESULTADOS DE DESARROLLO DE LA COOPERACIÓN ESPAÑOLA EN HAITÍ 2015-2017						
IMPACTO EN EL PAÍS						
Objetivos Generales PSDH (Impactos)	R. D. de Haití/Objetivo Estratégico PTI 2014-2016)	Indicador	Meta	F.V.	Línea de Base	Riesgos
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Una sociedad donde el conjunto de necesidades de base de la población son satisfechas en términos cuantitativos y cualitativos</li> <li>• Una sociedad del aprendizaje en la que el acceso universal a la educación básica y la matriz de cualificaciones derivadas de un sistema de formación profesional pertinente, conforman la nueva ciudadanía que Haití requiere para su refundación.</li> </ul>	<p><b>R.D.1. Las necesidades sociales de base de la población son satisfechas</b></p>	<p><b>I.R.D. 1.1a.</b> Proporción de población urbana que usa fuentes mejoradas de agua <b>I.R.D. 1.1b.</b> Proporción de población rural que usa fuentes mejoradas de agua <b>I.R.D. 1.2a.</b> Proporción de población urbana que usa instalaciones de saneamiento <b>I.R.D. 1.2b.</b> Proporción de población rural que usa instalaciones de saneamiento <b>I.R.D. 1.3.</b> Disminución de los niños menores de 5 años afectados por diarrea</p> <p>(Puedes incrementar el valor establecido como meta para el periodo 2015-2019). Fuente: VISION 2025 - Vers une transformation durable des secteurs sociaux et économiques de l'Assainissement en Haïti. DINEPA</p> <p><b>I.R.D. 1.3.</b> No hay meta establecida</p>	<p><b>I.R.D. 1.1a.</b> 83% en 2017 <b>I.R.D. 1.1b.</b> 52% en 2017 <b>I.R.D. 1.2a.</b> 38% en 2017 <b>I.R.D. 1.2b.</b> 29% en 2017 <b>I.R.D. 1.3.</b> Disminución de los niños menores de 5 años afectados por diarrea</p> <p>(Puedes incrementar el valor establecido como meta para el periodo 2015-2019). Fuente: VISION 2025 - Vers une transformation durable des secteurs sociaux et économiques de l'Assainissement en Haïti. DINEPA</p> <p><b>I.R.D. 1.3.</b> No hay meta establecida</p>	<p><b>I.R.D. 1.1 y 1.2.</b> Fuente: Progress on Drinking Water and Sanitation 2014 Upgrade (WHO/UNICEF) en base a EMMUS-V</p> <p><b>I.R.D. 1.3.</b> EMMUS V</p>	<p><b>I.R.D. 1.1a.</b> 75% en 2012 <b>I.R.D. 1.1b.</b> 47% en 2012 <b>I.R.D. 1.2a.</b> 31% en 2012 <b>I.R.D. 1.2b.</b> 16% en 2012 <b>I.R.D. 1.3.</b> 20,8% y 2,0% en 2012 *toute diarrhée: **diarrhée avec sang: EMMUS V</p>	<p>Incremento sostenido del apoyo del Gobierno Nacional a la institución de la DINEPA</p>
		<p><b>I.R.D. 1.4.</b> Tasa Neta de Escolarización en educación primaria <b>I.R.D. 1.5.</b> Ratio entre hombres y mujeres (primaria y secundaria) <b>I.R.D. 1.6.</b> % alumnos que inician primer grado y alcanzan el último grado de primaria <b>I.R.D. 1.7.</b> N° años terminados promedio de escolarización <b>I.R.D. 1.8.</b> N° de alumnos que cursan FP <b>I.R.D. 1.9.</b> % plazas disponibles por parte del sector público <b>I.R.D. 1.10.</b> % población alfabetizada entre 15-24 años <b>I.R.D. 1.11.</b> N° Profesores de fundamental certificados con el permiso permanente</p>	<p><b>I.R.D. 1.4.</b> 100% en 2017 <b>I.R.D. 1.5.</b> Primaria 1 en 2015; Secundaria 1 en 2017 <b>I.R.D. 1.6.</b> 100% 2015 <b>I.R.D. 1.7.</b> No hay meta <b>I.R.D. 1.8.</b> 42.738 alumnos FP en 2017 <b>I.R.D. 1.9.</b> 28% en 2016 <b>I.R.D. 1.10.</b> Recensement scolaire 2013-2014 MENFP- DPCE y PIPE <b>I.R.D. 1.11.</b> 100% 2017</p>	<p><b>I.R.D. 1.4.</b> MENFP-DPCE <b>I.R.D. 1.5.</b> MENFP - DPCE <b>I.R.D. 1.6.</b> EVCH-EMMUS <b>I.R.D. 1.7.</b> EMMUSV <b>I.R.D. 1.8.</b> MENFP-PIPE-DCPE <b>I.R.D. 1.9.</b> PNUD - MDG Report - Haiti a New Look. (MENFP-PIPE-DPCE) <b>I.R.D. 1.10.</b> Recensement scolaire 2013-2014 MENFP- DPCE y PIPE <b>I.R.D. 1.11.</b> MENFP</p>	<p><b>I.R.D. 1.4.</b> 83% en 2014 <b>I.R.D. 1.5.</b> Primaria 0,93 2012; Secundaria 1,08 2012 <b>I.R.D. 1.6.</b> 66,2% 2012 <b>I.R.D. 1.7.</b> Mujeres 5,5 años; Hombres 5,6 años (2012) <b>I.R.D. 1.8.</b> 25.483 en 2011 <b>I.R.D. 1.9.</b> 12% (2010-2011) <b>I.R.D. 1.10.</b> 88% entre 15-24 años 2014 <b>I.R.D. 1.11.</b> 0% 2014</p>	<p>El MENFP y sus instituciones descentralizadas no permanecen con una estructura sólida, confiable y perdurable El personal técnico y administrativo del MENFP, de la DDESE y de las BDS están desincentivados para cumplir con sus responsabilidades Las instancias públicas y estructura desconcentradas no gestionan sus recursos de forma transparente y son ineficaces en el logro de sus objetivos</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Una sociedad dotada de una economía moderna, diversificada, fuerte, dinámica, competitiva, abierta, inclusiva, y de base territorial amplia.</li> <li>• Una sociedad justa, solidaria y habitable, que vive en armonía con su entorno, una sociedad moderna donde la ordenación del territorio está establecida</li> </ul>	<p><b>R.D.2. La producción, transformación y distribución de productos agrícolas y manufacturados aumenta y se moderniza</b></p>	<p><b>I.R.D. 2.1.</b> niñez rural menor de 5 años con bajo peso (bajo peso moderado o severo) <b>I.R.D. 2.2.</b> Disminución de la pobreza extrema rural <b>I.R.D. 2.3.</b> Aumento de la producción del sector pesquero <b>I.R.D. 2.4.</b> Crecimiento del PIB agropecuario</p>	<p><b>I.R.D. 2.1.</b> No hay meta establecida <b>I.R.D. 2.2.</b> No hay meta establecida <b>I.R.D. 2.3.</b> 27.000 tn/año en 2016 marítima 20.000; continental 3.000; acuacultura 4.000. (2016) <b>I.R.D. 2.4.</b> No hay meta establecida</p>	<p><b>I.R.D. 2.1.</b> PNUD - MDG Report 2013 (EMMUS V - Proyecto Empreprendre 2 ET-Y compris les enfants qui se situent en-dessous de l'âge de 5 ans et des Normes CMS de la croissance de l'enfant.) <b>I.R.D. 2.2.</b> PNUD - MDG Report 2013 (ECVMAS) <b>I.R.D. 2.3.</b> MARNDR - Plan d'investissement pour la croissance du secteur agricole et agroalimentaire 5. Composante aquaculture et pêche <b>I.R.D. 2.4.</b> Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Direction des Statistiques Economiques (DSE).</p>	<p><b>I.R.D. 2.1.</b> 12,9% 2012 <b>I.R.D. 2.2.</b> 35,6% de 2012 <b>I.R.D. 2.3.</b> 16.000 tn/año en 2010 marítima 15.000; continental 600; acuacultura 400 <b>I.R.D. 2.4.</b> 3.311 Millones HGT en 2013-2014</p>	<p>Ocurrencia de desastres naturales con fuerte impacto en sistemas agrarios Alta de financiación nacional y externa a las instituciones del sector Precios de los alimentos y de los productos de producción local</p>

MARCO DE RESULTADOS DE DESARROLLO DE LA COOPERACIÓN ESPAÑOLA EN HAITÍ 2015-2017				
CORRELACIÓN CON EL PD				
Orientación Estratégica del P.D.	Línea de Acción P.D.	Resultados de Desarrollo esperados por la CE	Indicador	
Fomentar sistemas de cohesión social, enfatizando los servicios sociales básicos	El derecho humano al agua y el saneamiento	R.1. La población urbana, periurbana y rural aumenta su acceso a fuentes de agua mejorada	I.R. 1.1a. Aumento de la población urbana y periurbana con acceso a fuentes de agua mejorada en 2017 I.R. 1.1b. Aumento de la población urbana y periurbana con acceso a agua por tubería en 2017 I.R. 1.2. Aumento de la población rural con acceso a fuentes de agua mejorada en 2017 I.R. 1.3. Aumento de la continuidad de servicio de los sistemas de agua en medio urbano y periurbano en 2017 (días/semana) I.R. 1.4. Aumento de SAEP integrados y reportando a SISKLOR en 2017	
		R. 2. La población urbana, periurbana y rural usa soluciones de saneamiento mejoradas y adquiere prácticas adecuadas de higiene	I.R. 2.1. Aumento de la población urbana y periurbana que usa y dispone de infraestructuras de saneamiento mejorado a 2017 I.R. 2.2a. Aumento de la población rural que usa y dispone de infraestructuras de saneamiento mejorado a 2017 I.R. 2.2b. Reducción de la población rural que defeca al aire libre a 2017 I.R. 2.3. Aumento del número de hogares en medio urbano y periurbano que se benefician del tratamiento adecuado de los lodos a 2017 ** Puerto Príncipe (Tianyan), Cabaret, Hinche, Jeremie, St. Marc I.R. 2.4. Aumento de centros educativos con plan de gestión de los bloques sanitarios a 2017 (firmados por directores/as y Marie) I.R. 2.5. Aumento de la población que se lava las manos con agua y jabón en 2017	
		R. 3. Las instituciones nacionales y territoriales con competencias en el sector del agua mejoran su desempeño institucional en la prestación del servicio y la gestión integral del recurso hídrico	presupuesto anual de la DINEPA I.R. 3.2. Incremento de ciudades de > 10 mil habitantes con un modelo de gestión autosostenible (pequeño equilibrio económico) I.R. 3.3. Aumento de los fondos propios de los CTE*apoyados *10 CTEs: Kenscoff, Cap-Haïtien, Fort Liberté, Gonavie, Hinche, Petite Rivière, Desdunes, Aquin, Jérémie, Miragoine. (Total recettes exercice: fuente: DINEPA) I.R. 3.4. Aumento del número de CAEPAS que reciben asistencia técnica de la URD (POG FCAS fuente: DINEPA) I.R. 3.5. Aumento de número de cuencas hidrográficas con Planes de Gestión de Cuencas formulados. Instituciones responsables: MARNDR, MMAmbiente, CIAT y DINEPA	
	Consolidar procesos democráticos y el Estado de Derecho	Derecho humano a una educación básica de calidad para todas y todos	I.R. 4. 1. Aumento de la tasa neta de escolarización en primaria en Sudeste y Oeste I.R. 4. 2. Disminuye tasa población con la primaria incompleta (15 a 49 años) Sudeste y Oeste I.R. 4. 3. Aumento permanencia de niñas y mujeres en sistema educativo Sudeste y Oeste (promedio años de escolarización completos) I.R. 4. 4. Aumento del nº de centros públicos que imparten formación profesional reglada por el MENFP y INFP I.R. 4. 5. N° de centros educativos con mejoras en infraestructura Sudeste y Oeste (incluye equipamiento escolar y tecnológico) I.R. 4. 6. Aumento del número de profesores y cuadros directivos de primaria que se benefician del programa nacional de formación continua Sudeste y Oeste. I.R. 4.7. Aumento de la tasa de alfabetización de la población entre 15 y 49 años Sudeste y Oeste	
		Fortalecer las estructuras y sistemas de gestión del sector público	R. 5. El MENFP y su estructura descentralizada, así como las colectividades territoriales en los departamentos Oeste y Sudeste mejoran el desempeño de prestación y gestión de los servicios básicos en educación.	I.R. 5. 1. Aumento del presupuesto anual asignado a la Dirección Departamental del Oeste y Sud-este I.R. 5. 2. Aumento del personal funcionario y contractual técnico en las Direcciones Departamentales I.R. 5. 3. Aumento de la proporción de mujeres directivas en centros educativos del Sudeste y Oeste.
	Promover oportunidades económicas para los más pobres	Desarrollo rural y territorial, y la agricultura como sector clave	R.6. Los pescadores y acuicultores de los departamentos del Sudeste y el Oeste aumentan sus ingresos procedentes de la pesca artesanal y la acuicultura	I.R. 6.1. Aumento de los ingresos medios mensuales generados por los Centros Comunales de Pesca y los Comités de Gestión de Lagos I.R. 6.2. N° de asociaciones/organizaciones de pescadores y acuicultores que cuentan con acompañamiento técnico y organizativo. I.R. 6.3. Aumento de la participación de las mujeres en los Comités de Gestión de Centros Comunales de Pesca (CCPM) y los Comités de Gestión de Lagos (CGL)
		Fortalecer las estructuras y sistemas de gestión del sector público	R.7. Los pequeños productores agrícolas de los departamentos del Sudeste y el Oeste aumentan sus ingresos ligados al desarrollo de cadenas de valor	I.R. 7.1. Aumento de la producción de los productores agrícolas objetivo (en las cadenas de valor priorizadas) I.R. 7.2. N° de asociaciones/organizaciones de agricultores que cuentan con acompañamiento técnico y organizativo I.R. 7.3. Aumento de la participación de las mujeres en los Comités Directivos de las asociaciones de productores apoyadas
		R.8. Las Direcciones Departamentales de Agricultura y las Oficinas Comunales Agrícolas aumentan su capacidad para ofrecer servicios adecuados a los agricultores	I.R. 8.1. Aumento del personal técnico y funcionario del MARNDR en Direcciones Departamentales de Agricultura y las Oficinas Comunales Agrícolas en el Sudeste I.R. 8.2. Aumento del presupuesto anual de la Dirección Departamental de Agricultura del Sudeste (recursos del MARNDR)	
	Apoyaremos el tejido económico empresarial local	R. 9. Pequeños y medianos empresarios/as mejoran el acceso a la financiación	I.R. 9.1. N° de pequeños y medianos empresarios	

MARCO DE ASOCIACIÓN PAÍS COOPERACIÓN ESPAÑOLA EN HAITÍ. 2015-2017

MARCO DE RESULTADOS DE DESARROLLO DE LA COOPERACIÓN ESPAÑOLA EN HAITÍ 2015-2017

NIVEL OPERATIVO

Línea de base	Meta a 2017	Fuente verificación	Actores CE	Instrumentos
I.R. 1.1a 75% I.R. 1.1b 12% I.R. 1.2 47% I.R. 1.3 1 ciudad 7 días/semana en 2014 I.R. 1.4 24,8% integrados en el SISKLOR y 2,8% reportando a SISKLOR (R17 SAEP con datos)	I.R. 1.1a mínimo > 4 puntos en 2017 (206.000 personas) I.R. 1.1b mínimo > 3,6 puntos en 2017 (172.000 personas) I.R. 1.2 mínimo > 1.64 puntos en 2017 (86.000 personas) I.R. 1.3 10 ciudades 7 días/semana en 2017 I.R. 1.4 No hay meta establecida	Informe semestrales y final y/o Evaluación final Programa FCAS; Observatorio DINEPA; Informes finales Proyectos y Convenios ONGD	Actores CE: AECID, TRAGSA, ONGD, Empresas privadas	FCAS Bilateral y Multilateral, Convenios y Proyectos de ONGD; Cooperación Técnica y Cooperación Sur-Sur (CarIWOP: Bahamas, St. Lucie, Haití, Barbados) y Triangular (Cuba-Haití-España)
I.R. 2.1 31% I.R. 2.2a 16% I.R. 2.2b 38% I.R. 2.3 0% hogares I.R. 2.4 12 en 2014 I.R. 2.5 34,6% en 2012 (27,7% rural; 43,5% urbano)*agua y jabón EMMUS V	I.R. 2.1 Mínimo > 4 puntos en 2017 I.R. 2.2a >1,09 puntos en 2017 (54.720) I.R. 2.2b < 0,65 puntos en 2017 (63.840) I.R. 2.3 1.09 % hogares (56.000) I.R. 2.4 al menos 25 + 10 + 40 en 2017 I.R. 2.5 > 10 puntos en 2017	Informe semestrales y final y/o Evaluación final Programa FCAS - Observatorio DINEPA; Informes finales Proyectos y Convenios ONGD; EMMUS VI	AECID, TRAGSA, ONGD, Empresas privadas	FCAS Bilateral y Multilateral, Convenios y Proyectos de ONGD; Cooperación Técnica y Triangular (Cuba-Haití-España)
I.R. 3.1 2,4% presupuesto total correspondiente a tesoro nacional en 2014 (1,7% inversión y 4% funcionamiento) Total gasto corriente + inversión (114 millones HTG) (no incluye fondos propios) I.R. 3.2 1 en 2014 I.R. 3.3 13,169,237 HGT ejercicio 2013-2014 (10 ciudades) I.R. 3.4 146 CAEPAS y 50 CPE en 2014 I.R. 3.5 5 en 2015 Fuente: CIAT, BV Grande nord du Nord, Cavitation, Acu Sur, Sur Barranco y Arrondissement Croix de Bouquet	I.R. 3.1 3% presupuesto total correspondiente a tesoro nacional en 2017 I.R. 3.2 10 ciudades en 2017 I.R. 3.3 >15% ejercicio 2016-2017 I.R. 3.4 350 CAEPAS y 100 CPE en 2017 I.R. 3.5 8 en 2017	Informe semestrales y final y/o Evaluación final Programa FCAS; Observatorio DINEPA; CIAT; Informes finales Proyectos y Convenios ONGD	AECID, TRAGSA, ONGD, Universidades, Empresas	FCAS Bilateral y Multilateral, Convenios y Proyectos de ONGD; Cooperación Técnica y Cooperación Sur Sur
I.R. 4. 1. Sudeste H: 75,3%; M:78,8% ; Resto Oeste H: 67,2%; M: 72,2%, Área Metropolitana; H: 85,6%; M: 87% en 2012 EMMUS V: Caractéristiques de la population des ménages. Taux de fréquentation scolaire-Taux Net de fréquentation scolaire Niveau Primaire I.R. 4. 2. Sudeste H: 39%; M:38,2%; Resto Oeste: H: 33,1%; M: 28,3%; Área Metropolitana; H: 16,7%; M: 22,1% en 2012 EMMUS V: Caractéristiques des Femmes et des Hommes enquêtés. Niveau d'instruction de la population des ménages- Proportion I.R. 4. 3. Sudeste H: 4,8; M:4,1 ; Resto Oeste: H: 5,5; M: 5,4; Área Metropolitana; H: 9,4; M: 8,2 en 2012 EMMUS V: Caractéristiques Femmes et des Hommes enquêtés. Niveau d'instruction de la population des ménages- Nombre median d'années complètes I.R. 4. 4. 19 centros públicos de FP en 2009. No existen datos por Departamento I.R. 4. 5. 0 Centros (328 Oeste y 257 Sudeste) I.R. 4. 6. 1.600 docentes que recibieron formación en PREMOSE, Sudeste I.R. 4. 7. Sudeste M:64% ; H: 72,8%. Área Metropolitana P.P. M: 85%; H: 90,4%. Resto Oeste M: 71,2%; H: 75,1% en 2012, EMMUS V. Caractéristiques des Femmes et des Hommes enquêtés. Pourcentage alphabétisé	I.R. 4. 1. 100% en 2017 (ODM) I.R. 4. 2. No hay meta I.R. 4. 3. No hay meta I.R. 4. 4. 23 centros públicos de FP en 2017 (PIPE) I.R. 4. 5. Mínimo 25 centros en Oeste y Sudeste con mejoras en infraestructuras en 2017 I.R. 4. 6. Mínimo 450 docentes que reciben formación continua entre 2015-2017 I.R. 4. 7. No hay meta para población entre 15 y 49 años. 100% entre 15 y 24 años	EMMUSV, Recensement scolaire Dirección de Planificación de la Cooperación Externa MENFP; Direcciones Departamentales MENFP; Programa de Intervenciones Prioritarias en Educación 2013-2016 MENFP (PIPE). Hacia la modernización del sistema educativo en Haití.; Informes finales y evaluaciones Proyectos Subvención de Estado; Informes finales y evaluaciones de proyectos y convenios ONGDs	AECID, ONGDs, Universidades, Empresas, Asociaciones y sindicatos sector educativo.	Subvenciones de estado; Proyectos y convenios ONGDs; Cooperación Delegada; Cooperación Triangular; Cooperación Sur-Sur
I.R. 5. 1. DD Sudeste 172.470.779,16 HTG en 2013-2014; DD Oeste 800.387.785,92 HTG en 2013-2014. I.R. 5. 2. DD Sudeste 67 funcionarios y 14 contractual técnico en 2014; DD Oeste 391 funcionarios y 24 contractual técnico en 2014 I.R. 5. 3. No hay Línea de Base ja levantar en las intervenciones de la CE	I.R. 5. 1. No hay meta establecida I.R. 5. 2. > 10% funcionarios en 2017 I.R. 5. 3. Aumento del 10% en 2017	Dirección de Planificación de la Cooperación Externa MENFP; Direcciones Departamentales MENFP		
I.R. 6.1.a 25.000 HTG promedio/mensual 2014/5 CCPM I.R. 6.1.b 8.000 HTG promedio/mensual 2014/5 CGL I.R. 6.2. 28 + 19 asociaciones/organizaciones de pescadores y acuicultores apoyadas en 2014 I.R. 6.3. 20 % mujeres en Comités de Gestión del CCPM en 2014; 26,66 % mujeres en Comités de Gestión de CGL en 2014	I.R. 6.1.a 75.000 HTG promedio/mensual 2017/5 CCPM I.R. 6.1.b 15.000 HTG promedio/mensual 2017/5 CGL I.R. 6.2. 40+26 asociaciones/organizaciones de pescadores y acuicultores apoyadas en 2017 I.R. 6.3. 30% mujeres en Comités de Gestión de CCPM y CGL en 2017	Dirección Departamental MARNDR/ División de Pesca y Acuacultura MARNDR	AECID, ONGD y Centros Tecnológicos y de Investigación	Bilateral, Proyectos y Convenios, Multilateral y Cooperación Técnica
I.R. 7.1. Línea de base a levantar en las intervenciones de Cooperación Española (Tn/año) I.R. 7.2. 52 asociaciones de agricultores en 2014 I.R. 7.3. 10% en 2014	I.R. 7.1. >10% (Tn/año) I.R. 7.2. Mínimo 62 asociaciones/organizaciones de agricultores apoyadas entre 2015- 2017 I.R. 7.3. 15% en 2017	Proyectos y Convenios de la Cooperación Española; Direcciones Departamentales MARNDR	AECID, ONGD	Bilateral, Proyectos y Convenios, Multilateral y Cooperación Técnica
I.R. 8.1. 71 funcionarios + 5 contractuales en 2014 (Incluye DDAS y BAC) I.R. 8.2. 941.474,65 HTG en 2014 (Incluye DDAS y BAC)	I.R. 8.1. > 10% funcionarios + contractuales en 2017 I.R. 8.2. >10% HTG en 2017	Direcciones Departamentales MARNDR	AECID, ONGD	Bilateral, Proyectos y Convenios, Multilateral y Cooperación Técnica
I.R. 9.1. 100 en 2015	I.R. 9.2. 500 entre 2015 y 2017	Reportes del Spain-IIC Haiti SME Development Fund	MINECO y MAEC	Fondo PYMES y Programa Español de Micrfinanzas

